

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE UNATIONS NEWYORK

REFERENCE: C.N.246.1990.TREATIES-9 (Notification dépositaire)

PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF A DES SUBSTANCES
QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE
CONCLU A MONTREAL LE 16 SEPTEMBRE 1987

ADOPTION D'UN AMENDEMENT

AMENDEMENT AU PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF A DES SUBSTANCES
QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE
ADOPTÉ PAR LA DEUXIEME REUNION DES PARTIES
A LONDRES LE 29 JUIN 1990

ACCEPTATION DU CANADA ET DE LA NOUVELLE-ZELANDE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

I

Par Décision II/2, en date du 29 juin 1990, la deuxième
réunion des Parties au Protocole de Montreal relatif à des
substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de
l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au
29 juin 1990, a adopté un amendement au Protocole de Montréal.

..... On trouvera en annexe à cette notification le texte de
l'amendement adopté, tel qu'il figure à l'Annexe II du Rapport de
la deuxième réunion (UNEP/OzL.Pro.2/3), dans les six langues dans
lesquelles il a été conclu.

II

Le 5 juillet et le 1er octobre 1990, respectivement,
l'instrument d'acceptation par les Gouvernements canadien et
néo-zélandais de l'amendement susmentionné ont été déposés auprès
du Secrétaire général.

Le 14 novembre 1990

sp.

A l'attention des services des traités des ministères des affaires
étrangères et des organisations internationales intéressées

CORRESPONDENCE UNIT

39 MEMBER STATES plus 4 NON-MEMBERS

FRENCH AND SPANISH

ALBANIA
ALGERIA
ARGENTINA
BELGIUM
BENIN
BURKINA FASO
BURUNDI
CAMBODIA
CAMEROON
CAPE VERDE
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC
CHAD
COMOROS
CONGO
COTE D'IVOIRE
DJIBOUTI
EQUATORIAL GUINEA
FRANCE
GABON
GUINEA
GUINEA-BISSAU
HAITI
ITALY
LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

LEBANON
LUXEMBOURG
MADAGASCAR
MALI
MAURITANIA
MOROCCO
NIGER
PARAGUAY
ROMANIA
RWANDA
SAO TOME AND PRINCIPE
SENEGAL
TOGO
TUNISIA
ZAIRE

NON-MEMBER STATES

HOLY SEE
MONACO
SAN MARINO
SWITZERLAND

INFORMATION COPY SENT TO:

ALSO SENT TO:

AMENDEMENT AU PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF
A DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE

ARTICLE 1 : AMENDEMENT

A. Préambule

1. Remplacer le sixième élinéa du préambule du Protocole par le texte suivant :

Déterminées à protéger la couche d'ozone en prenant des mesures de précaution pour réglementer équitablement le volume mondial total des émissions de substances qui l'appauvrissent, l'objectif final étant de les éliminer en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et compte tenu de considérations techniques et économiques, ainsi que des besoins des pays en développement en matière de développement.

2. Remplacer le septième alinéa du préambule du Protocole par le texte suivant :

Reconnaissant qu'une disposition particulière s'impose pour répondre aux besoins des pays en développement, notamment par l'octroi de ressources financières supplémentaires et l'accès aux techniques appropriées, compte tenu du fait que l'ampleur des fonds nécessaires est prévisible et que ceux-ci devraient pouvoir apporter une différence substantielle dans la capacité du monde à s'attaquer au problème scientifiquement démontré de l'appauvrissement de la couche d'ozone et de ses effets nocifs,

3. Remplacer le neuvième alinéa du préambule du Protocole par le texte suivant :

Considérant qu'il importe de promouvoir une coopération internationale en matière de recherche, de développement et de transfert de techniques de substitution pour la réglementation et la réduction des émissions de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en tenant compte notamment des besoins des pays en développement;

B. Article premier - Définitions

1. Remplacer le paragraphe 4 de l'article premier du Protocole par le texte suivant :

4. Par "substance réglementée", on entend une substance spécifiée à l'annexe A ou à l'annexe B au présent Protocole, qu'elle se présente isolément ou dans un mélange. La définition inclut les isomères de cette substance sauf indication contraire à l'annexe pertinente mais exclut toute substance réglementée ou mélange entrant à l'annexe pertinente dans la composition d'un produit manufacturé autre qu'un contenant servant au transport ou au stockage de la substance considérée.

2. Remplacer le paragraphe 5 de l'article premier par le texte suivant :

5. Par "production", on entend la quantité de substances réglementées produites, déduction faite de la quantité détruite au moyen de techniques qui seront approuvées par les Parties et de la quantité totale utilisée comme matière première pour la fabrication d'autres produits chimiques. Les quantités recyclées et utilisées ne sont pas considérées comme "production".

3. Ajouter le paragraphe ci-après à l'article premier du Protocole :

9. Par "substance de transition" on entend une substance spécifiée à l'annexe C du présent Protocole, qu'elle soit utilisée seule ou dans un mélange. La définition inclut les isomères de cette substance sauf indication contraire éventuelle à l'annexe C, mais exclut toute substance de transition si elle se trouve dans un produit manufacturé autre qu'un contenant servant au transport ou au stockage de la substance considérée.

C. Article 2, paragraphe 5

Remplacer le paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole par le paragraphe suivant :

5. Toute Partie peut, pour l'une quelconque ou plusieurs des périodes de réglementation, transférer à toute autre Partie une partie de son niveau calculé de production indiqué aux articles 2A à 2E, à condition que le total combiné des niveaux calculés de production des Parties en cause pour tout groupe de substances réglementées n'excède pas les limites de production fixées dans ces articles pour le groupe considéré. En cas de transfert de production de ce type, chacune des Parties concernées doit notifier au Secrétariat les conditions du transfert et la période sur laquelle il portera.

D. Article 2, paragraphe 6

Au paragraphe 6 de l'article 2, ajouter après les mots "substances réglementées", lorsqu'ils apparaissent pour la première fois, les mots suivants :

des annexes A ou B

E. Article 2, paragraphe 8 a)

Au paragraphe 8 a) de l'article 2 du Protocole, ajouter les mots "et des articles 2A à 2E" après les mots "du présent article" chaque fois qu'ils apparaissent dans le texte du paragraphe.

F. Article 2, paragraphe 9 a) i)

Au paragraphe 9 a) i) de l'article 2 du Protocole, ajouter, après "l'annexe A" les mots suivants :

et/ou à l'annexe B

G. Article 2, paragraphe 9 a) ii)

Au paragraphe 9 a) ii) de l'article 2 du Protocole, supprimer le membre de phrase :

par rapport aux niveaux de 1986

H. Article 2, paragraphe 9 c)

Le membre de phrase ci-après est supprimé de l'alinéa c) du paragraphe 9 de l'article 2 du Protocole :

représentant au moins 50 p. cent de la consommation totale par les Parties des substances réglementées

et est remplacé par :

représentant la majorité des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 présentes et participant au vote ainsi que la majorité des Parties non visées par ledit paragraphe présentes et participant au vote.

I. Article 2, paragraphe 10 b)

Le texte de l'alinéa b) du paragraphe 10 de l'article 2 du Protocole est supprimé et le paragraphe 10 a) de l'article 2 devient le paragraphe 10.

J. Article 2, paragraphe 11

Au paragraphe 11 de l'article 2, ajouter les mots "et des articles 2A à 2E" après les mots "du présent article" chaque fois qu'ils apparaissent dans le texte du paragraphe.

K. Article 2C - Autres CFC entièrement halogénés

Les paragraphes qui suivent seront ajoutés au Protocole en tant qu'article 2C :

Article 2C - Autres CFC entièrement halogénés

1. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1993 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation des substances réglementées du Groupe-I de l'annexe B n'exécède pas annuellement quatre-vingt pour cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant une ou plusieurs de ces substances veille, pendant cette même période, à ce que son niveau calculé de production de ces substances n'exécède pas annuellement quatre-vingt p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

2. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1997 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation des substances réglementées du Groupe I de l'annexe B n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant une ou plusieurs de ces substances veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de ces substances n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix pour cent de son niveau calculé de production de 1989.

3. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2000 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation des substances réglementées du Groupe I de l'annexe B soit réduit à zéro. Chaque Partie produisant une ou plusieurs de ces substances veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de ces substances soit réduit à zéro. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de quinze pour cent de son niveau calculé de production de 1989.

L. Article 2D - Tétrachlorure de carbone

Les paragraphes ci-après seront ajoutés au Protocole en tant qu'article 2D :

Article 2D - Tétrachlorure de carbone

1. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1995 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe II de l'annexe B n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

2. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2000 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe II de l'annexe B soit réduit à zéro. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de ces substances soit réduit à zéro. Toutefois, pour répondre aux besoins

intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

M. Article 2E - 1.1.1 Trichloroéthane (méthyle chloroforme)

Les paragraphes ci-après seront ajoutés au Protocole en tant qu'article 2E :

Article 2E - 1.1.1 Trichloroéthane (méthyle chloroforme)

1. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1993 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B n'excède pas annuellement son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, durant la même période, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

2. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1995 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B n'excède pas annuellement soixante-dix p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement soixante-dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

3. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2000 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B n'excède pas annuellement trente p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement trente p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

4. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2005 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B soit réduit à zéro. Chaque Partie produisant la substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance soit réduit à zéro. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

5. Les Parties examineront en 1992 s'il est possible d'adopter un calendrier de réductions plus rapides que celui qui est prévu dans le présent article.

N. Article 3 - Calcul des niveaux des substances réglementées

1. A l'article 3 du Protocole, après "des articles 2 et", ajouter :

"2A à 2E".

2. A l'article 3 du Protocole, ajouter le membre de phrase "ou à l'annexe B" après "à l'annexe A" chaque fois que ce membre de phrase apparaît dans le texte de l'article.

O. Article 4 - Réglementation des échanges commerciaux avec les Etats non Parties au Protocole

1. Remplacer les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 par les paragraphes suivants :

1. A compter du 1er janvier 1990, chaque Partie interdit l'importation des substances réglementées de l'annexe A en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

1 bis. Dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'importation des substances réglementées de l'annexe B en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

2. A compter du 1er janvier 1993, chaque Partie interdit l'exportation de l'une quelconque des substances réglementées de l'annexe A vers un Etat non Partie au présent Protocole.

2 bis. A partir d'une année après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'exportation de l'une quelconque des substances réglementées de l'annexe B vers un Etat non Partie au présent Protocole.

3. Au 1er janvier 1992, les Parties auront établi sous forme d'annexe une liste des produits contenant des substances réglementées de l'annexe A, conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas

/...

opposées, conformément à ces procédures, interdisent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

3 bis. Dans un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste des produits contenant des substances réglementées de l'annexe B, conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas opposées, conformément à ces procédures, interdisent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

4. Au 1er janvier 1994, les Parties auront décidé de la possibilité d'interdire ou de limiter les importations, à partir de tout Etat non Partie au présent Protocole, de produits fabriqués à l'aide des substances réglementées de l'annexe A mais qui ne les contiennent pas. Si cette possibilité est reconnue, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste desdits produits conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas opposées, conformément à ces procédures, interdisent ou limitent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

4 bis. Dans un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, les Parties décident de la possibilité d'interdire ou de limiter les importations, à partir de tout Etat non Partie au présent Protocole, de produits fabriqués à l'aide de substances réglementées de l'annexe B mais qui ne les contiennent pas. Si cette possibilité est reconnue, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste desdits produits conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne se sont pas opposées à l'annexe, conformément à ces procédures, interdisent ou limitent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

5. Chacune des Parties entreprend, dans toute la mesure du possible, de décourager les exportations des techniques de production ou d'utilisation des substances réglementées vers tout Etat non Partie au Protocole.

2. Le paragraphe 8 de l'article 4 du Protocole est remplacé par le paragraphe suivant :

8. Nonobstant les dispositions du présent article, les importations mentionnées aux paragraphes 1, 1 bis, 3, 3 bis, 4 et 4 bis, ainsi que les exportations mentionnées aux paragraphes 2 et 2 bis peuvent être autorisées à partir ou à destination d'un Etat

non Partie au présent Protocole, à condition qu'une réunion des Parties ait conclu que ledit Etat observe scrupuleusement les dispositions des articles 2, 2A à 2E et du présent article et qu'il a communiqué des données à cet effet comme cela est précisé à l'article 7.

3. Le paragraphe ci-après sera ajouté à l'article 4 du Protocole en tant que paragraphe 9 :

9. Aux fins du présent article, l'expression "Etat non Partie au présent Protocole" désigne, en ce qui concerne toute substance réglementée, un Etat ou une organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas accepté d'être lié par les mesures de réglementation en vigueur pour cette substance.

P. Article 5 - Situation particulière des pays en développement

L'article 5 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

1. Toute Partie qui est un pays en développement et dont le niveau calculé annuel de consommation des substances réglementées de l'annexe A est inférieur à 0,3 kg par habitant à la date d'entrée en vigueur du Protocole à son égard ou à tout moment par la suite jusqu'au 1er janvier 1999 est autorisée, pour satisfaire ses besoins intérieurs fondamentaux, à surseoir pendant dix ans à l'observation des mesures de réglementation indiquées aux articles 2A à 2E.

2. Toutefois, toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article ne doit pas dépasser un niveau calculé annuel de consommation des substances réglementées à l'annexe A de 0,3 kg par habitant ni un niveau calculé annuel de consommation des substances réglementées à l'annexe B de 0,2 kg par habitant.

3. Lorsqu'elle applique une mesure de réglementation énoncée aux articles 2A à 2E, toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée à utiliser:

a) S'il s'agit des substances réglementées figurant à l'annexe A, soit la moyenne de son niveau calculé de consommation annuelle pour la période allant de 1995 à 1997 inclus, soit le niveau calculé de consommation de 0,3 kg par habitant, le chiffre le plus bas étant retenu, pour déterminer si elle observe les mesures de réglementation;

b) S'il s'agit des substances réglementées figurant à l'annexe B, soit la moyenne de son niveau calculé de consommation annuelle pour la période allant de 1998 à 2000 inclus, soit le niveau calculé de consommation de 0,2 kg par habitant, le chiffre le plus bas étant retenu, pour déterminer si elle observe les mesures de réglementation.

4. Toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article qui, à tout moment avant d'être assujettie aux obligations énoncées aux articles 2A à 2E découlant des mesures de réglementation, se trouve dans l'incapacité d'obtenir des quantités suffisantes de substances

/...

réglementées, peut notifier cette situation au Secrétariat. Le Secrétariat communique aussitôt un exemplaire de cette notification aux autres Parties, qui examinent le problème à leur réunion suivante et décident des mesures appropriées à prendre.

5. Le développement des moyens permettant aux Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 de s'acquitter de l'obligation de se conformer aux mesures de réglementation énoncées aux articles 2A à 2E et de les appliquer dépendra de la mise en oeuvre effective de la coopération financière prévue à l'article 10 et au transfert de technologie prévu à l'article 10 A.

6. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 peut, à tout moment, faire savoir par écrit au Secrétariat que, ayant pris toutes les mesures en son pouvoir, elle n'est pas en mesure d'appliquer une ou plusieurs des mesures de réglementation stipulées par les articles 2A à 2E du fait que les dispositions des articles 10 et 10 A n'ont pas été suffisamment observées. Le Secrétariat transmet immédiatement un exemplaire de cette notification aux Parties qui examinent la question à leur réunion suivante compte dûment tenu du paragraphe 5 du présent article, et décident des mesures appropriées.

7. Au cours de la période qui s'écoule entre la notification et la réunion des Parties à laquelle les mesures appropriées mentionnées au paragraphe 6 ci-dessus doivent être décidées, ou pour une période plus longue si la réunion des Parties en décide ainsi, les procédures prévues à l'article 8 en cas de non respect ne seront pas invoquées à l'encontre de la Partie qui a donné notification.

8. Une réunion des Parties examinera, au plus tard en 1995, la situation des Parties visées au paragraphe 1 du présent article, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre effective de la coopération financière et le transfert des techniques prévus à leur intention et adopte les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter aux mesures de réglementation qui s'appliquent à ces Parties.

9. Les décisions des Parties visées aux paragraphes 4, 6 et 7 du présent article sont prises selon la même procédure que celle qui est prévue à l'article 10.

Q. Article 6 - Evaluation et examen des mesures de réglementation

Ajouter à l'article 6, après les mots "article 2", le membre de phrase suivant : "et aux articles 2A à 2E ainsi que la situation touchant la production, les importations et les exportations des substances de transition du Groupe I de l'annexe C".

R. Article 7 - Communication des données

1. Le texte de l'article 7 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

1. Chacune des Parties communique au Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle elle est devenue Partie au Protocole, des données statistiques sur sa production, ses

/...

importations et ses exportations de chacune des substances réglementées de l'annexe A pour l'année 1986, ou les meilleures estimations possibles lorsque les données proprement dites font défaut.

2. Chacune des Parties communique au Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle les dispositions énoncées dans le Protocole pour ces substances sont entrées en vigueur à l'égard de cette Partie, des données statistiques sur sa production, ses importations et ses exportations de chacune des substances de l'annexe B ainsi que des substances de transition du Groupe I de l'annexe C pour l'année 1989, ou les meilleures estimations possibles lorsque les données proprement dites font défaut.

3. Chacune des Parties communique au Secrétariat, des données statistiques sur sa production annuelle (telle que définie au paragraphe 5 de l'article 1) et, séparément,

- sur les quantités utilisées comme matières premières,
- les quantités détruites par des techniques qui seront approuvées par les Parties,
- les importations et les exportations à destination respectivement des Parties et non Parties,

de chacune des substances réglementées des annexes A et B ainsi que des substances de transition du Groupe I de l'annexe C, pour l'année au cours de laquelle les dispositions concernant les substances de l'annexe B sont entrées en vigueur à l'égard de la Partie considérée et pour chacune des années suivantes. Ces données sont communiquées dans un délai maximal de neuf mois après la fin de l'année à laquelle elles se rapportent.

4. Les Parties régies par les dispositions du paragraphe 8 a) de l'article 2 auront satisfait aux obligations prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article relatives à la communication de données statistiques sur les importations et les exportations si l'organisation régionale d'intégration économique compétente fournit des données sur les importations et exportations entre l'organisation et les Etats qui n'en sont pas membres.

5. Article 9 - Recherche, développement, sensibilisation du public et échange de renseignements

L'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 9 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

a) Les techniques les plus propres à améliorer le confinement, la récupération, le recyclage ou la destruction des substances réglementées et des substances de transition ou à réduire par d'autres moyens les émissions de ces substances;

T. Article 10 - Mécanisme de financement

L'article 10 du Protocole est remplacé par les paragraphes suivants :

T. Article 10 - Mécanisme de financement

1. Les Parties établissent un mécanisme de financement pour assurer aux Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 du présent Protocole une coopération financière et technique, notamment pour le transfert de techniques, afin de leur permettre de respecter les mesures de réglementation prévues aux articles 2A à 2E du Protocole. Ce mécanisme de financement, qui sera alimenté par des contributions qui viendront s'ajouter aux autres apports financiers dont bénéficieront ces Parties et couvrira tous les surcoûts convenus pour lesdites Parties afin qu'elles puissent observer les mesures de réglementation prévues par le Protocole. Une liste indicative des catégories de surcoûts sera arrêtée par la réunion des Parties.

2. Le mécanisme créé en vertu du paragraphe 1 du présent article comprend un fonds multilatéral. Il peut aussi comprendre d'autres moyens de financement multilatéral, régional et de coopération bilatérale.

3. Le Fonds multilatéral :

a) Couvre, gracieusement ou au moyen de prêts à des conditions de faveur, selon le cas et en fonction de critères qui seront fixés par les Parties, les surcoûts convenus;

b) Finance le centre d'échange et, à ce titre :

i) Aide les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 à définir leurs besoins en matière de coopération, grâce à des études portant sur les pays et d'autres formes de coopération technique;

ii) Facilite la coopération technique pour satisfaire les besoins identifiés;

iii) Diffuse, en application de l'article 9, des informations et de la documentation pertinente, organise des ateliers, stages de formation et autres activités apparentées à l'intention des Parties qui sont des pays en développement;

iv) Facilite et suit les autres éléments de coopération bilatérale, régionale et multilatérale à la disposition des Parties qui sont des pays en développement;

c) Finance les services de secrétariat du Fonds multilatéral et les dépenses d'appui connexes.

4. Le Fonds multilatéral est placé sous l'autorité des Parties, qui en déterminent la politique générale.

/...

5. Les Parties créent un comité exécutif qui sera chargé de définir et de surveiller l'application des politiques opérationnelles, directives et arrangements administratifs, y compris le décaissement des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du Fonds. Le Comité exécutif s'acquittera de ses fonctions et responsabilités conformément à ses statuts adoptés par les Parties et en coopération et avec l'assistance de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes appropriés en fonction de leurs domaines de compétence respectifs. Les membres du comité exécutif, qui sont choisis selon le principe d'une représentation équilibrée des Parties visées et des Parties non visées au paragraphe 1 de l'article 5, sont nommés par les Parties.

6. Les contributions au Fonds multilatéral, qui seront versées en monnaies convertibles ou, à titre exceptionnel, en nature et/ou en monnaie nationale, sont versées par les Parties qui ne sont pas visées au paragraphe 1 de l'article 5 sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU. On encouragera le versement de contributions par d'autres Parties. Les fonds versés au titre de la coopération bilatérale et, dans certains cas dont les Parties seront convenues, de la coopération régionale, peuvent, jusqu'à un certain pourcentage et en fonction de critères qui seront spécifiés par les Parties, être considérés comme des contributions au Fonds multilatéral, à condition que cette coopération au minimum :

a) Ait strictement pour objet d'assurer le respect des dispositions du Protocole de Montréal;

b) Apporte des ressources additionnelles;

c) Couvre les surcoûts convenus.

7. Les Parties adoptent le budget du Fonds multilatéral correspondant à chaque exercice financier et le barème des contributions des Parties.

8. Les ressources du Fonds multilatéral sont décaissés avec l'accord de la Partie bénéficiaire.

9. Les décisions des Parties auxquelles il est fait référence dans le présent article sont prises par consensus chaque fois que possible. Lorsque tous les efforts pour aboutir à un consensus ont échoué et que l'on n'est parvenu à aucun accord, les décisions sont adoptées à la majorité des deux tiers des Parties présentes et participant au vote, majorité qui représente la majorité des voix des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 présentes et participant au vote et la majorité des voix des Parties qui ne sont pas visées par cet article présentes et participant au vote.

10. Le mécanisme financier exposé dans le présent article ne préjuge pas des arrangements futurs qui pourraient être mis en place touchant d'autres problèmes d'environnement.

U. Article 10 A - Transfert de technologies

L'article ci-après sera ajouté au Protocole en tant qu'article 10 A :

U. Article 10 A - Transfert de technologies

Chaque Partie prend toutes les mesures possibles, compatibles avec les programmes financés par le mécanisme de financement, pour que :

a) Les meilleurs produits de remplacement et techniques connexes sans danger pour l'environnement soient transférés au plus vite aux Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5,

b) Les transferts mentionnés à l'alinéa a) soient effectués dans des conditions équitables et les plus favorables.

V. Article 11 - Réunions des Parties

Le paragraphe 4, alinéa g), de l'article 11 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

g) Evaluer, en application de l'article 6, les mesures de réglementation et la situation en ce qui concerne les substances de transition;

W. Article 17 - Parties adhérant après l'entrée en vigueur

Après "article 2,", ajouter "des articles 2A à 2E" à l'article 17.

X. Article 19 - Dénonciation

Le texte de l'article 19 du Protocole est remplacé par le paragraphe suivant :

Toute Partie peut dénoncer le présent Protocole, par notification écrite donnée au Dépositaire, à l'expiration d'un délai de quatre ans après avoir accepté les obligations spécifiées au paragraphe 1 de l'article 2A. Toute dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa réception par le Dépositaire ou à toute date ultérieure qui peut être spécifiée dans la notification de dénonciation.

Y. Annexes

Les annexes ci-après sont ajoutées au Protocole :

Annexe B

Substances réglementées

<u>Groupe</u>	<u>Substance</u>	<u>Potentiel d'appauvrissement de l'ozone</u>
<u>Groupe I</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-13)	1,0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1,0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1,0
C ₃ FCl ₇	(CFC-211)	1,0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1,0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1,0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1,0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1,0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1,0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1,0
<u>Groupe II</u>		
CCl ₄	Tétrachlorure de carbone	1,1
<u>Groupe III</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1,Trichloroéthane (méthyle chloroforme)	0,1

* La formule ne se rapporte pas au 1, 1, 2-trichloroéthane.

Annexe C

Substances de transition

<u>Groupe</u>	<u>Substance</u>
<u>Groupe I</u>	
CHFCl ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FCl	(HCFC-31)
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ARTICLE 2 : ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent amendement entre en vigueur le 1er janvier 1992, sous réserve du dépôt à cette date d'au moins vingt instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement par des Etats ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été remplie, l'amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jours suivant la date à laquelle elle a été remplie.

2. Aux fins du paragraphe 1, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats Membres de ladite organisation.

3. Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent amendement conformément au paragraphe 1, cet amendement entre en vigueur pour toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.


I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment, adopted on 29 June 1990 at the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held at the headquarters of the International Maritime Organization, in London from 27 to 29 June 1990.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Amendement adopté le 29 juin 1990 à la Deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au 29 juin 1990.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Carl-August Fleischhauer



AMENDMENT TO THE MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES
THAT DEplete THE OZONE LAYER

ARTICLE 1: AMENDMENT

A. Preambular paragraphs

1. The 6th preambular paragraph of the Protocol shall be replaced by the following:

Determined to protect the ozone layer by taking precautionary measures to control equitably total global emissions of substances that deplete it, with the ultimate objective of their elimination on the basis of developments in scientific knowledge, taking into account technical and economic considerations and bearing in mind the developmental needs of developing countries,

2. The 7th preambular paragraph of the Protocol shall be replaced by the following:

Acknowledging that special provision is required to meet the needs of developing countries, including the provision of additional financial resources and access to relevant technologies, bearing in mind that the magnitude of funds necessary is predictable, and the funds can be expected to make a substantial difference in the world's ability to address the scientifically established problem of ozone depletion and its harmful effects,

3. The 9th preambular paragraph of the Protocol shall be replaced by the following:

Considering the importance of promoting international co-operation in the research, development and transfer of alternative technologies relating to the control and reduction of emissions of substances that deplete the ozone layer, bearing in mind in particular the needs of developing countries,

B. Article 1: Definitions

1. Paragraph 4 of Article 1 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

4. "Controlled substance" means a substance in Annex A or in Annex B to this Protocol, whether existing alone or in a mixture. It includes the isomers of any such substance, except as specified in the relevant Annex, but excludes any controlled substance or mixture which is in a manufactured product other than a container used for the transportation or storage of that substance.

2. Paragraph 5 of Article 1 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

5. "Production" means the amount of controlled substances produced, minus the amount destroyed by technologies to be approved by the Parties and minus the amount entirely used as feedstock in the manufacture of other chemicals. The amount recycled and reused is not to be considered as "production".

3. The following paragraph shall be added to Article 1 of the Protocol:

9. "Transitional substance" means a substance in Annex C to this Protocol, whether existing alone or in a mixture. It includes the isomers of any such substance, except as may be specified in Annex C, but excludes any transitional substance or mixture which is in a manufactured product other than a container used for the transportation or storage of that substance.

C. Article 2, paragraph 5

Paragraph 5 of Article 2 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

5. Any Party may, for any one or more control periods, transfer to another Party any portion of its calculated level of production set out in Articles 2A to 2E, provided that the total combined calculated levels of production of the Parties concerned for any group of controlled substances do not exceed the production limits set out in those Articles for that group. Such transfer of production shall be notified to the Secretariat by each of the Parties concerned, stating the terms of such transfer and the period for which it is to apply.

D. Article 2, paragraph 6

The following words shall be inserted in paragraph 6 of Article 2 before the words "controlled substances" the first time they occur:

Annex A or Annex B

E. Article 2, paragraph 8 (a)

The following words shall be added after the words "this Article" wherever they appear in paragraph 8 (a) of Article 2 of the Protocol:

and Articles 2A to 2E

F. Article 2, paragraph 9 (a) (i)

The following words shall be added after "Annex A" in paragraph 9 (a) (i) of Article 2 of the Protocol:

and/or Annex B

G. Article 2, paragraph 9 (a) (ii)

The following words shall be deleted from paragraph 9 (a) (ii) of Article 2 of the Protocol:

from 1986 levels

H. Article 2, paragraph 9 (c)

The following words shall be deleted from paragraph 9 (c) of Article 2 of the Protocol:

representing at least fifty per cent of the total consumption of the controlled substances of the Parties

and replaced by:

representing a majority of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5 present and voting and a majority of the Parties not so operating present and voting

I. Article 2, paragraph 10 (b)

Paragraph 10 (b) of Article 2 of the Protocol shall be deleted, and paragraph 10 (a) of Article 2 shall become paragraph 10.

J. Article 2, paragraph 11

The following words shall be added after the words "this Article" wherever they occur in paragraph 11 of Article 2 of the Protocol:

and Articles 2A to 2E

K. Article 2C: Other fully halogenated CFCs

The following paragraphs shall be added to the Protocol as Article 2C:

Article 2C: Other fully halogenated CFCs

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1993, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Group I of Annex B does not exceed, annually, eighty per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing one or more of these substances shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substances does not exceed, annually, eighty per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.

2. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1997, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Group I of Annex B does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing one or more of these substances shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substances does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.

3. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2000, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Group I of Annex B does not exceed zero. Each Party producing one or more of these substances shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substances does not exceed zero. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to fifteen per cent of its calculated level of production in 1989.

L. Article 2D: Carbon tetrachloride

The following paragraphs shall be added to the Protocol as Article 2D:

Article 2D: Carbon tetrachloride

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1995, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group II of Annex B does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.

2. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2000, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group II of Annex B does not exceed zero. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed zero. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to fifteen per cent of its calculated level of production in 1989.

M. Article 2E: 1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)

The following paragraphs shall be added to the Protocol as Article 2E:

Article 2E: 1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1993, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed, annually, its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.
2. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1995, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed, annually, seventy per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, seventy per cent of its calculated level of consumption in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.
3. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2000, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed, annually, thirty per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, thirty per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.
4. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2005, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed zero. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed zero. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to fifteen per cent of its calculated level of production in 1989.

5. The Parties shall review, in 1992, the feasibility of a more rapid schedule of reductions than that set out in this Article.

N. Article 3: Calculation of control levels

1. The following shall be added after "Articles 2" in Article 3 of the Protocol:

, 2A to 2E,

2. The following words shall be added after "Annex A" each time it appears in Article 3 of the Protocol:

or Annex B

O. Article 4: Control of trade with non-Parties

1. Paragraphs 1 to 5 of Article 4 shall be replaced by the following paragraphs:

1. As of 1 January 1990, each Party shall ban the import of the controlled substances in Annex A from any State not party to this Protocol.

1 bis. Within one year of the date of the entry into force of this paragraph, each Party shall ban the import of the controlled substances in Annex B from any State not party to this Protocol.

2. As of 1 January 1993, each Party shall ban the export of any controlled substances in Annex A to any State not party to this Protocol.

2 bis. Commencing one year after the date of entry into force of this paragraph, each Party shall ban the export of any controlled substances in Annex B to any State not party to this Protocol.

3. By 1 January 1992, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of products containing controlled substances in Annex A. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

3 bis. Within three years of the date of the entry into force of this paragraph, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of products containing controlled substances in Annex B. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

4. By 1 January 1994, the Parties shall determine the feasibility of banning or restricting, from States not party to this Protocol, the import of products produced with, but not containing, controlled substances in Annex A. If determined feasible, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of such products. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

4 bis. Within five years of the date of the entry into force of this paragraph, the Parties shall determine the feasibility of banning or restricting, from States not party to this Protocol, the import of products produced with, but not containing, controlled substances in Annex B. If determined feasible, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of such products. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban or restrict, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

5. Each Party undertakes to the fullest practicable extent to discourage the export to any State not party to this Protocol of technology for producing and for utilizing controlled substances.

2. Paragraph 8 of Article 4 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

8. Notwithstanding the provisions of this Article, imports referred to in paragraphs 1, 1 bis, 3, 3 bis, 4 and 4 bis, and exports referred to in paragraphs 2 and 2 bis, may be permitted from, or to, any State not party to this Protocol, if that State is determined by a meeting of the Parties to be in full compliance with Article 2, Articles 2A to 2E, and this Article and have submitted data to that effect as specified in Article 7.

3. The following paragraph shall be added to Article 4 of the Protocol as paragraph 9:

9. For the purposes of this Article, the term "State not party to this Protocol" shall include, with respect to a particular controlled substance, a State or regional economic integration organization that has not agreed to be bound by the control measures in effect for that substance.

P. Article 5: Special situation of developing countries

Article 5 of the Protocol shall be replaced by the following:

1. Any Party that is a developing country and whose annual calculated level of consumption of the controlled substances in Annex A is less than 0.3 kilograms per capita on the date of the entry into force of the Protocol for it, or any time thereafter until 1 January 1999, shall in order to meet its basic domestic needs, be entitled to delay for ten years its compliance with the control measures set out in Articles 2A to 2E.

2. However, any Party operating under paragraph 1 of this Article shall exceed neither an annual calculated level of consumption of the controlled substances in Annex A of 0.3 kilograms per capita nor an annual calculated level of consumption of the controlled substances of Annex B of 0.2 kilograms per capita.

3. When implementing the control measures set out in Articles 2A to 2E, any Party operating under paragraph 1 of this Article shall be entitled to use:

(a) For controlled substances under Annex A, either the average of its annual calculated level of consumption for the period 1995 to 1997 inclusive or a calculated level of consumption of 0.3 kilograms per capita, whichever is the lower, as the basis for determining its compliance with the control measures;

(b) For controlled substances under Annex B, the average of its annual calculated level of consumption for the period 1998 to 2000 inclusive or a calculated level of consumption of 0.2 kilograms per capita, whichever is the lower, as the basis for determining its compliance with the control measures.

4. If a Party operating under paragraph 1 of this Article, at any time before the control measures obligations in Articles 2A to 2E become applicable to it, finds itself unable to obtain an adequate supply of controlled substances, it may notify this to the Secretariat. The Secretariat shall forthwith transmit a copy of such notification to the Parties, which shall consider the matter at their next Meeting, and decide upon appropriate action to be taken.

5. Developing the capacity to fulfil the obligations of the Parties operating under paragraph 1 of this Article to comply with the control measures set out in Articles 2A to 2E and their implementation by those same Parties will depend upon the effective implementation of the financial co-operation as provided by Article 10 and transfer of technology as provided by Article 10A.

6. Any Party operating under paragraph 1 of this Article may, at any time, notify the Secretariat in writing that, having taken all practicable steps it is unable to implement any or all of the obligations laid down in Articles 2A to 2E due to the inadequate implementation of Articles 10 and 10A. The Secretariat shall forthwith transmit a copy of the notification to the Parties, which shall consider the matter at their next Meeting, giving due recognition to paragraph 5 of this Article and shall decide upon appropriate action to be taken.

7. During the period between notification and the Meeting of the Parties at which the appropriate action referred to in paragraph 6 above is to be decided, or for a further period if the Meeting of the Parties so decides, the non-compliance procedures referred to in Article 8 shall not be invoked against the notifying Party.

8. A Meeting of the Parties shall review, not later than 1995, the situation of the Parties operating under paragraph 1 of this Article, including the effective implementation of financial co-operation and transfer of technology to them, and adopt such revisions that may be deemed necessary regarding the schedule of control measures applicable to those Parties.

9. Decisions of the Parties referred to in paragraphs 4, 6 and 7 of this Article shall be taken according to the same procedure applied to decision-making under Article 10.

Q. Article 6: Assessment and review of control measures

The following words shall be added after "Article 2" in Article 6 of the Protocol:

Articles 2A to 2E, and the situation regarding production, imports and exports of the transitional substances in Group I of Annex C

R. Article 7: Reporting of data

1. Article 7 of the Protocol shall be replaced by the following:

1. Each Party shall provide to the Secretariat, within three months of becoming a Party, statistical data on its production, imports and exports of each of the controlled substances in Annex A for the year 1986, or the best possible estimates of such data where actual data are not available.

2. Each Party shall provide to the Secretariat statistical data on its production, imports and exports of each of the controlled substances in Annex B and each of the transitional substances in Group I of Annex C, for the year 1989, or the best possible estimates of such data where actual data are not available, not later than three months after the date when the provisions set out in the Protocol with regard to the substances in Annex B enter into force for that Party.

3. Each Party shall provide statistical data to the Secretariat on its annual production (as defined in paragraph 5 of Article 1), and, separately,

- amounts used for feedstocks,
- amounts destroyed by technologies approved by the Parties,
- imports and exports to Parties and non-Parties respectively,

of each of the controlled substances listed in Annexes A and B as well as of the transitional substances in Group I of Annex C, for the year during which provisions concerning the substances in Annex B entered into force for that Party and for each year thereafter. Data shall be forwarded not later than nine months after the end of the year to which the data relate.

4. For Parties operating under the provisions of paragraph 8 (a) of Article 2, the requirements in paragraphs 1, 2 and 3 of this Article in respect of statistical data on imports and exports shall be satisfied if the regional economic integration organization concerned provides data on imports and exports between the organization and States that are not members of that organization.

S. Article 9: Research, development, public awareness and exchange of information

Paragraph 1 (a) of Article 9 of the Protocol shall be replaced by the following:

(a) Best technologies for improving the containment, recovery, recycling, or destruction of controlled and transitional substances or otherwise reducing their emissions;

T. Article 10: Financial mechanism

Article 10 of the Protocol shall be replaced by the following:

Article 10: Financial mechanism

1. The Parties shall establish a mechanism for the purposes of providing financial and technical co-operation, including the transfer of technologies, to Parties operating under paragraph 1 of Article 5 of this Protocol to enable their compliance with the control measures set out in Articles 2A to 2E of the Protocol. The mechanism, contributions to which shall be additional to other financial transfers to Parties operating under that paragraph, shall meet all agreed incremental costs of such Parties in order to enable their compliance with the control measures of the Protocol. An indicative list of the categories of incremental costs shall be decided by the meeting of the Parties.

2. The mechanism established under paragraph 1 shall include a Multilateral Fund. It may also include other means of multilateral, regional and bilateral co-operation.

3. The Multilateral Fund shall:

(a) Meet, on a grant or concessional basis as appropriate, and according to criteria to be decided upon by the Parties, the agreed incremental costs;

(b) Finance clearing-house functions to:

(i) Assist Parties operating under paragraph 1 of Article 5, through country specific studies and other technical co-operation, to identify their needs for co-operation;

(ii) Facilitate technical co-operation to meet these identified needs;

(iii) Distribute, as provided for in Article 9, information and relevant materials, and hold workshops, training sessions, and other related activities, for the benefit of Parties that are developing countries; and

(iv) Facilitate and monitor other multilateral, regional and bilateral co-operation available to Parties that are developing countries;

(c) Finance the secretarial services of the Multilateral Fund and related support costs.

4. The Multilateral Fund shall operate under the authority of the Parties who shall decide on its overall policies.

5. The Parties shall establish an Executive Committee to develop and monitor the implementation of specific operational policies, guidelines and administrative arrangements, including the disbursement of resources, for the purpose of achieving the objectives of the Multilateral Fund. The Executive Committee shall discharge its tasks and responsibilities, specified in its terms of reference as agreed by the Parties, with the co-operation and assistance of the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank), the United Nations Environment Programme, the United Nations Development Programme or other appropriate agencies depending on their respective areas of expertise. The members of the Executive Committee, which shall be selected on the basis of a balanced representation of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5 and of the Parties not so operating, shall be endorsed by the Parties.

6. The Multilateral Fund shall be financed by contributions from Parties not operating under paragraph 1 of Article 5 in convertible currency or, in certain circumstances, in kind and/or in national currency, on the basis of the United Nations scale of assessments. Contributions by other Parties shall be encouraged. Bilateral and, in particular cases agreed by a decision of the Parties, regional co-operation may, up to a percentage and consistent with any criteria to be specified by decision of the Parties, be considered as a contribution to the Multilateral Fund, provided that such co-operation, as a minimum:

(a) Strictly relates to compliance with the provisions of this Protocol;

(b) Provides additional resources; and

(c) Meets agreed incremental costs.

7. The Parties shall decide upon the programme budget of the Multilateral Fund for each fiscal period and upon the percentage of contributions of the individual Parties thereto.

8. Resources under the Multilateral Fund shall be disbursed with the concurrence of the beneficiary Party.

9. Decisions by the Parties under this Article shall be taken by consensus whenever possible. If all efforts at consensus have been exhausted and no agreement reached, decisions shall be adopted by a two-thirds majority vote of the Parties present and voting, representing a majority of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5 present and voting and a majority of the Parties not so operating present and voting.

10. The financial mechanism set out in this Article is without prejudice to any future arrangements that may be developed with respect to other environmental issues.

U. Article 10A: Transfer of technology

The following Article shall be added to the Protocol as Article 10A:

Article 10A: Transfer of technology

Each Party shall take every practicable step, consistent with the programmes supported by the financial mechanism, to ensure:

(a) That the best available, environmentally safe substitutes and related technologies are expeditiously transferred to Parties operating under paragraph 1 of Article 5; and

(b) That the transfers referred to in subparagraph (a) occur under fair and most favourable conditions.

V. Article 11: Meetings of the Parties

Paragraph 4 (g) of Article 11 of the Protocol shall be replaced by the following:

(g) Assess, in accordance with Article 6, the control measures and the situation regarding transitional substances;

W. Article 17: Parties joining after entry into force

The following words shall be added after "as well as under" in Article 17:

Articles 2A to 2E, and

X. Article 19: Withdrawal

Article 19 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

Any Party may withdraw from this Protocol by giving written notification to the Depositary at any time after four years of assuming the obligations specified in paragraph 1 of Article 2A. Any such withdrawal shall take effect upon expiry of one year after the date of its receipt by the Depositary, or on such later date as may be specified in the notification of the withdrawal.

Y. Annexes

The following annexes shall be added to the Protocol:

Annex B

Controlled substances

<u>GROUP</u>	<u>Substance</u>	<u>Ozone-depleting potential</u>
<u>Group I</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-13)	1.0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1.0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1.0
C ₃ FCl ₇	(CFC-211)	1.0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1.0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1.0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1.0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1.0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1.0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1.0
<u>Group II</u>		
CCl ₄	carbon tetrachloride	1.1
<u>Group III</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)	0.1

* This formula does not refer to 1,1,2-trichloroethane.

Annex C

Transitional substances

<u>Group</u>	<u>Substance</u>
--------------	------------------

Group I

CHFCl ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FCl	(HCFC-31)
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ARTICLE 2: ENTRY INTO FORCE

1. This Amendment shall enter into force on 1 January 1992, provided that at least twenty instruments of ratification, acceptance or approval of the Amendment have been deposited by States or regional economic integration organizations that are Parties to the Montreal Protocol on Substances That Deplete the Ozone Layer. In the event that this condition has not been fulfilled by that date, the Amendment shall enter into force on the ninetieth day following the date on which it has been fulfilled.
2. For the purposes of paragraph 1, any such instrument deposited by a regional economic integration organization shall not be counted as additional to those deposited by member States of such organization.
3. After the entry into force of this Amendment as provided under paragraph 1, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval.

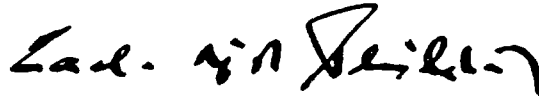
I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment, adopted on 29 June 1990 at the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held at the headquarters of the International Maritime Organization, in London from 27 to 29 June 1990.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General)

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Amendement adopté le 29 juin 1990 à la Deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au 29 juin 1990.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Carl-August Fleischhauer



United Nations, New York
6 December 1990

Organisation des Nations Unies
New York, le 6 décembre 1990

**ПОПРАВКИ К МОНРЕАЛЬСКОМУ ПРОТОКОЛУ ПО ВЕЩЕСТВАМ,
РАЗРУШАЮЩИМ ОЗОНОВЫЙ СЛОЙ**

СТАТЬЯ 1: ПОПРАВКИ

A. Пункты преамбулы

1. Пункт 6 преамбулы Протокола заменяется следующим текстом:

"преисполненные решимости обеспечить охрану озонового слоя путем принятия превентивных мер по надлежащему регулированию всех глобальных выбросов разрушающих его веществ, с целью добиться в конечном итоге их устранения на основе научных знаний и с учетом соображений технического и экономического характера, а также учитывая потребности развивающихся стран, связанные с развитием".

2. Пункт 7 преамбулы Протокола заменяется следующим текстом:

"признавая необходимость предусмотреть особое положение для удовлетворения потребностей развивающихся стран, включая предоставление дополнительных финансовых ресурсов и доступ к соответствующим технологиям, учитывая, что можно предсказать объем необходимых средств, и следует ожидать, что эти средства внесут значительные изменения в способность мирового сообщества решить научно установленную проблему разрушения озона, и вредных последствий такого разрушения".

3. Пункт 9 преамбулы Протокола заменяется следующим текстом:

"учитывая важность содействия международному сотрудничеству в исследованиях, разработках и передаче альтернативных технологий, касающихся регулирования и сокращения выбросов веществ, разрушающих озоновый слой, принимая во внимание, в частности, потребности развивающихся стран".

B. Статья 1: Определения

1. Пункт 4 статьи 1 Протокола заменяется следующим пунктом:

"4. "Регулируемое вещество" означает любое вещество, указанное в приложении А или в приложении В к настоящему Протоколу, которое существует самостоятельно или в смеси. Это понятие включает изомеры таких веществ, за исключением веществ, указанных в соответствующем приложении, но не относится к любым таким веществам или смесям, которые являются составной частью готового продукта, имеющего иную форму, чем емкость, используемая для транспортировки или хранения упомянутого вещества".

2. Пункт 5 статьи 1 Протокола заменяется следующим пунктом:

"5. "Производство" означает количество произведенных регулируемых веществ за вычетом того количества веществ, которое уничтожается с применением технологии, подлежащей утверждению Сторонами, а также того количества веществ, которое используется исключительно как сырье для производства химических веществ. Количество веществ, подвергшихся рециркуляции и учету, не рассматривается как "производство".

3. В статью 1 Протокола добавляется следующий пункт:

"9. "Переходное вещество" означает вещество, указанное в приложении С к настоящему Протоколу, которое существует самостоятельно или в смеси. Это относится к изомерам любого такого вещества, за исключением веществ, перечисленных в приложении С, но не относится к любым таким веществам или смесям, которые являются составной частью готового продукта, имеющего иную форму, чем емкость, используемая для транспортировки или хранения упомянутых веществ".

C. Пункт 5 статьи 2

Пункт 5 статьи 2 Протокола заменяется следующим пунктом:

"5. Любая Сторона может в рамках любого единичного или нескольких периодов регулирования передать любой другой Стороне любую часть квоты своего расчетного уровня производства, указанного в статьях 2А и 2Е, при условии, что общий суммарный расчетный уровень производства для этих Сторон по любой группе регулируемых веществ не выходит за пределы ограничения производства, которое установлено этими статьями для данной группы веществ. Каждая участвующая в этом процессе Сторона уведомляет секретариат о такой передаче, заявляя об условиях и периоде, на который действует такая передача".

D. Пункт 6 статьи 2

В пункте 6 статьи 2 после первого упоминания "регулируемых веществ" после запятой следует поместить слова:

"перечисленных в приложении А или приложении В".

E. Пункт 8а) статьи 2

В пункте 8а) статьи 2 Протокола после слов "этой статьи" следует поместить слова:

"и статей 2 А - 2Е."

Г. Пункт 9а) i) статьи 2

В пункте 9а) i) статьи 2 Протокола после слов "приложение А" следует добавить:

"и/или приложение В".

Г. Пункт 9а) ii) статьи 2

Из пункта 9а) ii) статьи 2 Протокола исключаются следующие слова:

"по сравнению с уровнями 1986 года".

Н. Пункт 9с) статьи 2

В пункте 9с) статьи 2 Протокола слова:

"представляющих не менее пятидесяти процентов общего потребления Сторонами регулируемых веществ"

заменить словами:

"представляющих большинство Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, присутствующих и участвующих в голосовании, и большинство Сторон, не действующих в рамках этого пункта, которые присутствуют и участвуют в голосовании".

И. Пункт 10b) статьи 2

Изъять пункт 10b) статьи 2 Протокола. Пункт 10а) статьи 2 становится пунктом 10 статьи 2.

Ж. Пункт 11 статьи 2

После слов "настоящая статья" по всему тексту пункта 11 статьи 2 Протокола следует добавить следующие слова:

"и статьи 2А-2Е".

К. Статья 2С: Другие полностью галондированные ХФУ

Следующие пункты включаются в Протокол в качестве статьи 2С:

"Статья 2С: Другие полностью галондированные ХФУ

1. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1993 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I в приложении В, не превышал восьмидесяти процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая одно или несколько из

этих месяцев, за тот же период обеспечивается, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для ускорения основных инвентарных статей 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

2. Каждая сторона обеспечивает, чтобы за период денацификации месяцев, начинающийся 1 января 1997 года, и за каждый последующий период денацификации месяцев, расчетный уровень ее производства в период денацификации месяцев, армянских в пункт I в приложении B, не превышает пятидесяти процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Каждая сторона, производящая одно или несколько из этих месяцев, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для ускорения основных инвентарных статей 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

3. Каждая сторона обеспечивает, чтобы за период денацификации месяцев, начинающийся 1 января 2000 года, и за каждый последующий период денацификации месяцев, расчетный уровень ее производства в период денацификации месяцев, армянских в пункт I в приложении B, не превышает нулевого уровня. Каждая сторона, производящая одно или несколько из этих месяцев, за тот же период обеспечивает, чтобы расчетный уровень ее производства от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

L. Статья 2D: Тетрациклин

Следующие пункты будут добавлены в протокол в качестве статьи 2D:

..Статья 2D: Тетрациклин

1. Каждая сторона обеспечивает, чтобы за период денацификации месяцев, начинающийся 1 января 1995 года, и за каждый последующий период денацификации месяцев, расчетный уровень ее производства от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для ускорения основных инвентарных статей 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для ускорения основных инвентарных статей 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для ускорения основных инвентарных статей 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

2. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2000 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества, включенного в группу II в приложении В, не превышал нулевого уровня. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы расчетный уровень производства ее этих веществ не превышал нулевого уровня. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на пятнадцать процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году".

М. Статья 2Е: 1,1,1-трихлорэтан (метилхлороформ)

Следующие пункты будут добавлены в Протокол в качестве статьи 2Е:

"Статья 2Е: 1,1,1-трихлорэтан (метилхлороформ)

1. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1993 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества, включенных в группу III в приложении В, не превышал расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства этого вещества не превышал расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень производства ее может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

2. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1995 года, и за каждый последующий период ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемых вещества, включенного в группу III в приложении В, не превышал семидесяти процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства этого вещества не превышал семидесяти процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

3. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2000 года, и за каждый последующий период ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества,

включенного в группу III в приложении В, не превышал тридцати процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень производства ее этого вещества не превышал тридцати процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

4. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2005 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества, включенного в группу III в приложении В, не превышал нулевого уровня. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы расчетный уровень производства ее этого вещества не превышал нулевого уровня. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на пятнадцать процентов от расчетного уровня производства в 1989 году.

5. В 1992 году Стороны рассмотрят возможность ускорения графика сокращений по сравнению с тем, который предусмотрен настоящей статьей".

И. Статья 3: Расчет регулируемых уровней

1. В статье 3 Протокола после слов "статей 2" добавить:

" , 2А-2Е".

2. После слов: "приложении А" каждый раз, когда они встречаются в статье 3 Протокола, добавлять слова

"или приложения В".

О. Статья 4: Регулирование торговли с государствами, не являющимися Сторонами

1. Пункты 1-5 статьи 4 Протокола заменяются следующими пунктами:

"1. Начиная с 1 января 1990 года каждая Сторона запрещает импорт регулируемых веществ, перечисленных в приложении А, из любого государства, которое не является Стороной настоящего Протокола.

1 бис. В течение одного года после даты вступления в силу настоящего пункта каждая Сторона запрещает импорт регулируемых веществ, перечисленных в приложении В, из любого государства, которое не является Стороной настоящего Протокола.

2. Начиная с 1 января 1993 года каждая Сторона запрещает экспорт любых регулируемых веществ, перечисленных в приложении А, в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола.

2 бис. По истечении одного года с даты вступления в силу настоящего пункта каждая Сторона запрещает экспорт любых регулируемых веществ, перечисленных в приложении В, в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола.

3. К 1 января 1992 года Стороны в соответствии с положениями, предусмотренными в статье 10 Конвенции, готовят в виде приложения список продуктов, содержащих регулируемые вещества, перечисленные в приложении А. Стороны, не высказавшие возражения против этого приложения, в соответствии с указанными процедурами в пределах одного года после вступления в силу этого приложения запрещают импорт таких продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

3 бис. В пределах трех лет с даты вступления в силу настоящего пункта Стороны, в соответствии с процедурами, установленными в статье 10 Конвенции, составляют в качестве приложения перечень продуктов, содержащих регулируемые вещества, включенные в приложение В. Стороны, не высказавшие возражений против этого приложения, в соответствии с этими процедурами запрещают в пределах одного года с момента вступления в силу этого приложения импорт этих продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

4. К 1 января 1994 года Стороны определяют практическую возможность запрещения или ограничения импорта продуктов, производимых на основе регулируемых веществ, перечисленных в приложении А, но не содержащих их, из государств, не являющихся Сторонами настоящего Протокола. Стороны, если они сочтут это возможным, в соответствии с процедурами, указанными в статье 10 Конвенции, готовят в виде приложения список таких веществ. Не высказавшие против него возражения Стороны в соответствии с указанными процедурами запрещают в пределах одного года после вступления в силу приложения импорт таких продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

4 бис. В пределах пяти лет с даты вступления в силу настоящего пункта Стороны определяют практическую возможность запрещения или ограничения импорта продуктов, производимых на основе регулируемых веществ, перечисленных в приложении В, но не содержащих их, из государств, не являющихся Сторонами настоящего Протокола. Стороны, если они сочтут это возможным, в соответствии с процедурами, указанными в статье 10 Конвенции, готовят в виде приложения список таких веществ. Не высказавшие против него возражения Стороны в соответствии с указанными процедурами запрещают или ограничивают в пределах одного года после вступления в силу приложения импорт таких продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

5. Каждая Сторона обязуется по возможности не поощрять экспорт в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола, технологии для производства и использования регулируемых веществ".

2. Пункт 8 статьи 4 Протокола заменяется следующим пунктом:

"8. Несмотря на положения настоящей статьи, импорт, о котором говорится в пунктах 1, 1 бис, 3, 3 бис, 4 и 4 бис, и экспорт, о котором говорится в пунктах 2 и 2 бис, могут быть разрешены из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола, или в любое такое государство, если Совещание Сторон определяет, что это государство полностью выполняет положения статьи 2, статей 2А-2Е и настоящей статьи, и если оно представило данные об этом, как это установлено в статье 7".

3. В статью 4 Протокола включается следующий новый пункт в качестве пункта 9:

"9. Для целей настоящей статьи термин "государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола", подразумевает в отношении любого конкретного регулируемого вещества государство или региональную организацию по экономической интеграции, которые не согласились быть связанными мерами регулирования, действующими в отношении этого вещества".

Р. Статья 5: Особое положение развивающихся стран

Статья 5 Протокола заменяется следующим текстом:

"1. Любая Страна, являющаяся развивающейся страной, чей ежегодный расчетный уровень потребления регулируемых веществ, указанных в приложении А, составляет менее 0,3 килограмма на душу населения на дату вступления для нее в силу Протокола или в любой последующий период до 1 января 1999 года, имеет право в целях удовлетворения своих основных внутренних потребностей отсрочить на десять лет соблюдение мер регулирования, предусмотренных в статьях 2А-2Е.

2. Однако любая Страна, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, не должна превышать ни ежегодного расчетного уровня потребления регулируемых веществ, указанных в приложении А, сверх 0,3 килограмма на душу населения, ни ежегодного расчетного уровня потребления регулируемых веществ, указанных в приложении В, сверх 0,2 килограмма на душу населения.

3. В случае применения мер регулирования в соответствии со статьями 2А-2Е, любая Страна, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, имеет право использовать:

а) для регулируемых веществ, указанных в приложении А, либо расчетный среднегодовой уровень своего потребления за период с 1995 по 1997 год включительно, либо расчетный уровень потребления в объеме 0,3 килограмма на душу населения в зависимости от того, какой уровень является меньшим, в качестве основы для определения критерия соблюдения ею мер регулирования;

б) для регулируемых веществ, указанных в приложении В, либо расчетный среднегодовой уровень своего потребления за период с 1998 по 2000 год включительно, либо расчетный уровень потребления в объеме 0,2 килограмма на душу населения в зависимости от того, какой уровень является меньшим, в качестве основы для определения критерия соблюдения ее мер регулирования.

4. Если Страна, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, в любой момент до вступления для нее в силу обязательств по мерам регулирования, предусмотренных в статьях 2А-2Е, обнаруживает невозможность получения достаточного количества регулируемых веществ, она может уведомить об этом секретариат. Секретариат незамедлительно направляет экземпляр такого уведомления Странам, которые рассматривают этот вопрос на следующем Советании и принимают решение о надлежащих мерах.

5. Обеспечение способности выполнять обязательства Стран, действующих в рамках пункта 1 настоящей статьи, по соблюдению мер регулирования, предусмотренных статьями 2А-2Е, и их осуществление этими Странами будет зависеть от эффективного осуществления финансового сотрудничества, предусмотренного статьей 10, и передачи технологии, как это предусмотрено статьей 10.

6. Любая Страна, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, может в любой момент уведомить в письменной форме секретариат о том, что, несмотря на принятие всех практически возможных шагов, она, тем не менее, считает себя не в силах выполнить любое или все обязательства по мерам регулирования, предусмотренным статьями 2А-2Е, по причине недостаточно строгого выполнения статьи 10 и 10А. Секретариат незамедлительно направляет экземпляр этого уведомления Странам, которые рассматривают этот вопрос на следующем Советании с должным учетом пункта 5 настоящей статьи и принимают решение о необходимых мерах.

7. В период между получением уведомления и проведением Советания Стран, на котором должны быть приняты решения о необходимых мерах, упоминаемых в пункте 6 выше, или на любой последующий период к уведомляющей Стране по решению Советания Стран не применяются процедуры, связанные с несоблюдением, о которых говорится в статье 8.

8. Советание Стран не позднее 1995 года проведет обзор положения Стран, действующих в рамках пункта 1 настоящей статьи, в том числе эффективное осуществление финансового сотрудничества и передачу им технологии, и проведет любые пересмотры, которые могут быть сочтены необходимыми в отношении графика мер регулирования, применимых к этим Странами.

9. Решения Стран, о которых говорится в пунктах 4, 6 и 7 настоящей статьи, принимаются в соответствии с той же процедурой, которая распространяется на принятие решений в рамках статьи 10.

Q. Статья 6: Оценка и обзор мер регулирования

В статье 6 Протокола после слов "статья 2," добавить фразу:

"статьях 2А-2Е, а также положения с производством, импортом и экспортом переходных веществ группы I приложения С,".

R. Статья 7: Представление данных

Статья 7 Протокола заменяется следующим текстом:

"1. Каждая Сторона представляет секретариату в течение трех месяцев после того, как она станет Стороной, статистические данные о своем производстве, импорте и экспорте каждого из регулируемых веществ приложения А за 1986 год или наиболее надежные оценочные данные такого характера, если фактические данные отсутствуют

2. Каждая Сторона представляет секретариату статистические данные о своем производстве, импорте и экспорте каждого из регулируемых веществ приложения В, а также переходных веществ группы I приложения С за 1989 год или наиболее надежные оценочные данные такого характера, если фактические данные отсутствуют, не позднее чем через три месяца после даты вступления в силу для этой Стороны положений Протокола, касающихся веществ приложения В.

3. Каждая Сторона представляет секретариату статистические данные о своем ежегодном производстве (как это определено в пункте 5 статьи 1) и отдельно:

- о количестве веществ, используемых для производства промышленного сырья,
- о количестве веществ, уничтоженных с применением утвержденных Сторонами технологий,
- об импорте и экспорте сторон и несторон, соответственно,

каждого из регулируемых веществ группы I приложения С за год, в котором положения, касающиеся этих веществ, вступили в силу для данной Стороны, и за каждый последующий год. Данные направляются не позднее чем через девять месяцев после окончания года, к которому относятся такие данные.

4. В отношении Сторон, действующих в рамках положения пункта 8 а) статьи 2, требования относительно представления статистических данных об импорте и экспорте, содержащиеся в пунктах 1, 2 и 3 этой статьи, выполняются в том случае, если соответствующая региональная организация по экономической интеграции представляет данные об импорте и экспорте между этой организацией и государствами, которые не являются членами этой организации".

5. Статья 9: Исследования, разработки, информирование общественности и обмен информацией

Пункт 1 (а) статьи 9 протокола заменяется следующим текстом:

"а) наиболее современной технологии для улучшения безопасного хранения, утилизации, рециркуляции или уничтожения радиоактивных переходных веществ или соединений или образцов их выбросов:"

Г. Статья 10: Механизм финансирования

Статья 10 протокола заменяется следующим пунктом:

"Статья 10: Механизм финансирования"

1. Стороны Конвенционного протокола упрощают механизм для обеспечения финансового и технического сотрудничества, включая передачу технологий Сторонам, действующим в рамках пункта 1 статьи 5 этого Протокола, в целях содействия созданию новых регулярных взносов, предусмотренных в статьях 2А - 2Е Протокола. Механизм, взносы в который вносятся дополнительно к другим финансовым средствам, направляемым Сторонам, действующим в рамках этого пункта, покрывает все согласованные дополнительные расходы этих Сторон, с тем чтобы сделать возможной включение мер регулирования, предусмотренных в Протоколе. Прямой перечень дополнительных расходов определяется Совещанием Сторон.

2. Механизм, созданный в соответствии с пунктом 1, включает Многосторонний фонд. Он также может охватывать другие формы Многостороннего, регионального и двустороннего сотрудничества.

3. Многосторонний фонд:

а) на основе предоставляемых соответствующим субъектам или групп согласованных дополнительных расходов;

б) финансирует функции механизма предоставления в целях:

1) оказания помощи странам, действующим в рамках пункта 1 статьи 5, для определения их потребностей в области сотрудничества за счет проведения исследований по странам и другого технического сотрудничества;

2) содействия техническому сотрудничеству для

удовлетворения этих выразительных потребностей;

3) распространения, как предусмотрено в статье 4,

информации и соответствующих материалов и проведение семинаров, подготовительных занятий, а также других соответствующих мероприятий для оказания помощи Сторонам, развивающимся развивающимся странам; и

iv) содействия другому многостороннему, региональному и двустороннему сотрудничеству с такими Сторонами и его контролирования;

с) осуществляет финансирование расходов по секретариатскому обслуживанию многостороннего Фонда и других связанных с ним вспомогательных расходов;

4. Многосторонний фонд функционирует под руководством Сторон, которые определяют общие направления его политики.

5. Стороны учреждают Исполнительный комитет для разработки и осуществления конкретной оперативной политики, руководящих принципов и административных мер, включая распоряжения средствами, для достижения целей Многостороннего фонда. Исполнительный комитет выполняет свои задачи и функции в соответствии со своим кругом ведения, который будет одобрен Сторонами, в сотрудничестве и при содействии Международного банка реконструкции и развития (Всемирного банка), Программы Организации Объединенных Наций по окружающей среде, Программы развития Организации Объединенных Наций или других соответствующих учреждений в зависимости от их областей компетенции. Члены исполнительного комитета, которые избираются на основе сбалансированного представительства Сторон, действующих и не действующих в рамках пункта 1 статьи 5, одобряются Сторонами.

6. Многосторонний фонд финансируется за счет взносов Сторон, не действующих в рамках пункта 1 статьи 5, в конвертируемой валюте или, в определенных случаях, услугами и/или в национальной валюте на основе шкалы взносов Организации Объединенных Наций. Поощряются взносы других Сторон. Двустороннее и в особых случаях, согласованное на основе решения Сторон, региональное сотрудничество, до определенной процентной доли и в соответствии с любыми критериями, которые будут определены Сторонами, может рассматриваться как взнос в Многосторонний фонд, при условии, что такое сотрудничество, как минимум:

- a) строго связано с соблюдением этого Протокола;
- b) обеспечивает поступление дополнительных ресурсов; и
- c) покрывает согласованные дополнительные расходы.

7. Стороны утверждают программный бюджет Многостороннего фонда на каждый финансовый период и определяют размеры взносов отдельных Сторон в процентах.

8. Средства в рамках Многостороннего фонда выделяются по согласованию со Стороной, являющейся бенефициарием.

..Любая Сторона может выйти из настоящего Протокола, представив письменное уведомление Депозитария в любой момент по прошествии четырех лет после принятия обязательств, указанных в пункте 1 статьи 2А. Любая такая выход вступает в силу по истечении одного года после даты получения Депозитарием уведомления о выходе или на такую последующую дату, которая может быть указана в уведомлении о выходе..

Статья 19 Протокола заменяется следующим пунктом:

Х. Статья 19: Выход

..статьи 2А-2Е и" .

В статье 17 после слов "а также по" добавить слова

после его вступления в силу
М. Статья 17: Стороны, присоединившиеся к Протоколу

8) рассматривают в соответствии со статьями 6 и 7 реформування и поименно с переходящим составом:..

Пункт 4 в) статьи 11 Конвенцiйского протокола заменяется следующим текстом:

А. Статья 11: Совещания Сторон

осуществляется при справедливых и наиболее благоприятных условиях".

- б) передача технологий, упомянутые в подпункте а),
- в) передача технологий, действующим в рамках пункта 1 статьи 5; и
- г) налучшие имеющиеся в наличии экологически безопасные

Каждая Сторона принимает все возможные меры, совместные с другими Сторонами, для обеспечения того, чтобы:

"Статья 10 А: Передача технологий

Добавить в Протокол следующие статьи в качестве статьи 10 А:

У. Статья 10 А: Передача технологий

- 9. Решения Сторон в связи с настоящей статьёй принимаются по возможности консенсусом. Если были приложены все усилия, но договоренности достигнуть не удалось, решения принимаются большинством в две трети голосов Сторон, присутствующих и участвующих в голосовании, представляющих большинство Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, и большинство Сторон, не действующих в рамках этого пункта, присутствующих и участвующих в голосовании.
- 10. Механизм финансирования, определяемый в настоящей статье, не уменьшает каких-либо иных договоренностей, которые могут быть разработаны для решения других природоохранных проблем".

У. Приложения

К Протоколу прилагаются следующие приложения:

Приложение В

Регулируемые вещества

<u>Группа</u>	<u>Вещество</u>	<u>Озоноразрушающая способность</u>
<u>Группа I</u>		
CF_3Cl	(ХФУ-13)	1.0
C_2FCl_5	(ХФУ-111)	1.0
$C_2F_2Cl_4$	(ХФУ-112)	1.0
C_3FCl_7	(ХФУ-211)	1.0
$C_3F_2Cl_6$	(ХФУ-212)	1.0
$C_3F_3Cl_5$	(ХФУ-213)	1.0
$C_3F_4Cl_4$	(ХФУ-214)	1.0
$C_3F_5Cl_3$	(ХФУ-215)	1.0
$C_3F_6Cl_2$	(ХФУ-216)	1.0
C_3F_7Cl	(ХФУ-217)	1.0
<u>Группа II</u>		
CCl_4	тетрахлорметан	1.1
<u>Группа III</u>		
$C_2H_3Cl_3^*$	1,1,1-трихлорэтан (метилхлороформ)	0.1

* Настоящая формула не относится к 1,1,2-трихлорэтану.

Приложение С

Переходные вещества

<u>Группа</u>	<u>Вещество</u>
<u>Группа I</u>	
CHFC1 ₂	(ГХФУ-21)
CHF ₂ Cl	(ГХФУ-22)
CH ₂ FC1	(ГХФУ-31)
C ₂ HFC1 ₄	(ГХФУ-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(ГХФУ-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(ГХФУ-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(ГХФУ-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(ГХФУ-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(ГХФУ-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(ГХФУ-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(ГХФУ-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(ГХФУ-142)
C ₂ H ₄ FC1	(ГХФУ-151)
C ₃ HFC1 ₆	(ГХФУ-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(ГХФУ-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(ГХФУ-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(ГХФУ-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(ГХФУ-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(ГХФУ-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(ГХФУ-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(ГХФУ-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(ГХФУ-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(ГХФУ-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(ГХФУ-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(ГХФУ-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(ГХФУ-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(ГХФУ-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(ГХФУ-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(ГХФУ-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(ГХФУ-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(ГХФУ-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(ГХФУ-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(ГХФУ-262)
C ₃ H ₆ FC1	(ГХФУ-271)

СТАТЬЯ 2. ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. Настоящая поправка вступает в силу 1 января 1992 года при условии сдачи на хранение не менее двадцати документов о ратификации, принятии или одобрении поправок государствами или региональными организациями по экономической интеграции, являющимися Сторонами Монреальского протокола по веществам, разрушающим озоновый слой. Если к этой дате указанное условие не будет соблюдено, поправки вступают в силу на девяностый день с момента выполнения этого условия.

2. Для целей пункта 1 любой такой документ, сданный на хранение какой-либо региональной организацией по экономической интеграции, не считается дополнительным по отношению к документам, сданным на хранение государствами-членами такой организации.

3. После вступления в силу настоящей поправки, как предусмотрено в пункте 1, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день с момента сдачи на хранение своего документа о ратификации, принятии, одобрении или присоединении.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment, adopted on 29 June 1990 at the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held at the headquarters of the International Maritime Organization, in London from 27 to 29 June 1990.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Amendement adopté le 29 juin 1990 à la Deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au 29 juin 1990.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Carl-August Fleischhauer




I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment, adopted on 29 June 1990 at the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held at the headquarters of the International Maritime Organization, in London from 27 to 29 June 1990.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General)

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Amendement adopté le 29 juin 1990 à la Deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au 29 juin 1990.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Carl-August Fleischhauer



United Nations, New York
6 December 1990

Organisation des Nations Unies
New York, le 6 décembre 1990

المادة ٢ - بدء النفاذ

١ - يبدأ نفاذ هذا التعديل في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٢ ، شريطة أن يتم ايداع عشرين مكالاً على الاقل من مكوك التصديق أو القبول أو الموافقة على هذه التعديلات من جانب الدول أو منظمات التكامل الاقتصادي الاقليمية التي هي اطراف في بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الاوزون . وإذا لم يستوف هذا الشرط حتى ذلك التاريخ ، يبدأ نفاذ التعديلات في اليوم التسمين من تاريخ تحقيقه .

٢ - تحقيقاً لافراض الفقرة ١ ، فان أى مك من هذه المكوك تودعه منظمة اقليمية للتكامل الاقتصادي لا يعتبر مكالاً إضافياً للمكوك التي قامت بايداعها الدول الاعضاء في تلك المنظمة .

٣ - بعد بدء نفاذ هذا التعديل كما نص على ذلك بموجب الفقرة ١ ، يبدأ نفاذه على أى طرف في البروتوكول في اليوم التسمين من تاريخ ايداعه مك التصديق أو القبول أو الموافقة .

المرفق جيم

المواد الانتقالية

المجموعة	المادة
<u>المجموعة الاولى</u>	
CHFC1 ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FC1	(HCFC-31)
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ظاء - المرفقات

يضاف المرفقان التاليان إلى البروتوكول :

المرفق بء

المواد الخاضعة للرقابة

المجموعة	المادة	قدرات استنفاد الأوزون
<u>المجموعة الأولى</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-13)	1.0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1.0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1.0
C ₃ FCl ₇	(CFC-211)	1.0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1.0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1.0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1.0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1.0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1.0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1.0
<u>المجموعة الثانية</u>		
CCl ₄	رابع كلورية الكربون	1.1
<u>المجموعة الثالثة</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,2 ثلاث كلور الايثان (مثيل الكلوروفورم)	0.1

* لا تشير الحافية إلى 1,1,2 trichloroethane

התאחדות ארץ ישראל

הנהלת ההגנה והביטחון
התאחדות ארץ ישראל
הנהלת ההגנה והביטחון
התאחדות ארץ ישראל
הנהלת ההגנה והביטחון
התאחדות ארץ ישראל

הנהלת ההגנה והביטחון התאחדות ארץ ישראל

התאחדות ארץ ישראל : 11 התאחדות ארץ ישראל

הנהלת ההגנה והביטחון

הנהלת ההגנה והביטחון התאחדות ארץ ישראל

הנהלת ההגנה והביטחון התאחדות ארץ ישראל : 11 התאחדות ארץ ישראל

הנהלת ההגנה והביטחון

הנהלת ההגנה והביטחון התאחדות ארץ ישראל (1)

הנהלת ההגנה והביטחון התאחדות ארץ ישראל : 11 התאחדות ארץ ישראל (1)

הנהלת ההגנה והביטחון התאחדות ארץ ישראל : 11 התאחדות ארץ ישראל

٨ - وتوزع الموارد الموجودة في حيازة الصندوق المتعدد الاطراف بموافقة الطرف المستفيد .

٩ - تعتمد المقررات بموجب هذه المادة التي تتخذها الاطراف بتوافق الآراء ، كلما كان ذلك ممكنا . وإذا استنفدت جميع الجهود للتوصل إلى اتفاق في الآراء ولم يتحقق أي اتفاق على الاطلاق ، تعتمد المقررات بأغلبية ثلثي أصوات الاطراف الحاضرة والمصوتة التي تمثل غالبية الاطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ الحاضرة والمصوتة وغالبية الاطراف غير العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ الحاضرة والمصوتة .

١٠ - لا تتعارض الآلية المالية المنصوص عليها في هذه المادة مع أي ترتيبات قد يمكن التوصل إليها مستقبلاً فيما يتعلق بالقضايا البيئية الأخرى .

شين - المادة ١٠ ألف : نقل التكنولوجيا

تضاف المادة التالية إلى البروتوكول باعتبارها المادة ١٠ ألف :

المادة ١٠ ألف : نقل التكنولوجيا

يتخذ كل طرف جميع الخطوات العملية ، بما يتفق مع البرامج التي تدعمها الآلية المالية من أجل ضمان :

(أ) نقل أفضل المواد البديلة المتاحة المأمونة بيئياً والتكنولوجيات ذات الملة إلى الاطراف العاملة بمقتضى الفقرة ١ من المادة ٥ على وجه السرعة ، و

(ب) أن يتم النقل المشار إليه في الفقرة الفرعية ١ في إطار أفضل الشروط المادلة الملائمة .

התאחדות המורים

1. תאריך: 15.12.2019

2. נושא: פיקוח על הוראה

3. מטרה: להגן על האינטרסים של התלמידים

4. סוגיית הבעיה

5. תיאור הבעיה

6. אמצעים להגנה על האינטרסים

7. מטרות

8. אמצעים

9. תוצאות

10. סיכום

11. הערות

12. תאריך

13. חתום

14. מיקום: ...

15. תאריך: ...

16. נושא: ...

17. מטרה: ...

18. אמצעים: ...

19. אמצעים: ...

20. מטרה: ...

21. מטרות: ...

22. אמצעים: ...

23. תוצאות: ...

24. סיכום: ...

25. הערות: ...

- وارداته وصادراته إلى كل من الأطراف وغير الأطراف ،

من كل من المواد الخاضعة للرقابة المحددة في المرفقين الف و بـ ، وكذا من المواد الانتقالية الواردة في المجموعة الأولى من المرفق جيم عن الصنة التي يبدأ فيها صريان الأحكام المتعلقة بالمواد في المرفق بـ ، على ذلك الطرف ، وعن كل صنة تالية . ويتمين تقديم هذه البيانات في موعد لا يتجاوز فترة تسعة أشهر من انتهاء الصنة التي تتعلق بها تلك البيانات .

٤ - تتوفي الأطراف العاملة بموجب حكم الفقرة ٨ (٢) من المادة ٢ ، الشروط الواردة في الفقرات ١ و ٢ و ٣ من هذه المادة ، فيما يتعلق بالبيانات الاحصائية عن الواردات والصادرات ، اذا قدمت منظمة اقليمية للتكامل الاقتصادي معنية ، بيانات عن الواردات والصادرات بينها وبين الدول غير الاعضاء في تلك المنظمة.

قاف - المادة ٩ : البحث والتطوير والوعي الجماهيري وتبادل المعلومات

يستعان عن الفقرة ١ (٢) من المادة ٩ بما يلي :

(٢) أفضل التقنيات لتحسين احتواء أو استرجاع أو اعادة تدوير أو اعادة المواد الخاضعة للرقابة والمواد الانتقالية أو خفض انبعاثاتها ؛

راء - المادة ١٠ : الآلية المالية

يستعان عن المادة ١٠ من البروتوكول بما يلي :

المادة ١٠ : الآلية المالية

١ - تحث الأطراف آلية لاغراض توفير التعاون المالي والتقني ، بما في ذلك نقل التكنولوجيا ، إلى الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ من هذا البروتوكول لتمكينها من الامتثال لتدابير الرقابة الواردة في المواد من ٢ أ إلى ٢ هـ من البروتوكول . تقوم الآلية ، التي ستكون المهامات فيها اضافية للموارد المالية

٩ - تتخذ الاطراف المقررات المشار إليها في الفقرات ٤ و ٦ و ٧ من هذه المادة طبقا لنفس الاجراء المعمول به في اتخاذ القرارات بموجب المادة ١٠ .

هاء - المادة ٦ : تقييم واستعراض تدابير الرقابة

تضاف المباراة التالية بمد "المادة ٢" في المادة ٦ من البروتوكول :

المواد من ٢ ألف إلى ٢ هاء الوضع المتعلق بانتاج وواردات وصادرات المواد الانتقالية في المجموعة الاولى من المرفق جيم

ساد - المادة ٧ : إبلاغ البيانات

١ - يستمخ عن المادة ٧ من البروتوكول بالتالي :

١ - على كل طرف أن يزود الأمانة ، في خلال ثلاثة أشهر من بمد أن يصبح طرفا ، بالبيانات الاحصائية عن إنتاج وواردات وصادرات كل من المواد الخاضعة للرقابة في الملحق ألف عن عام ١٩٨٦ ، أو أفضل تقديرات ممكنة لتلك البيانات في حالة عدم توفر بيانات فعلية .

٢ - يقدم كل طرف إلى الأمانة بيانات احصائية عن انتاجه ووارداته وصادراته من كل مادة من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق بء فضلا عن كل مادة من المواد الانتقالية المحددة في المجموعة الاولى من المرفق جيم عن عام ١٩٨٩ ، أو أفضل تقديرات ممكنة لمثل هذه البيانات في حالة عدم توافر البيانات الفعلية ، في موعد لا يتجاوز ثلاثة أشهر من تاريخ مريان الحدود الواردة في البروتوكول فيما يتعلق بالمواد في المرفق بء على هذا الطرف .

٣ - على كل طرف أن يقدم إلى الأمانة بيانات احصائية عن انتاجه الصنوي (كما حدد في الفقرة ٥ من المادة ١) وبيانات مخفلة عن :

- الكميات المستخدمة كمادة اصاسية ،

- الكميات المبادة بواسطة التقنيات التي وافقت عليها الاطراف ،

٤ - وإذا وجد أى طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، فسي
أى وقت قبل تطبيق التزاماته بتدابير الرقابة الواردة في المادة من
٢ ألف إلى ٢ هاء ، أنه غير قادر على الحصول على الامدادات الكافية
من المواد الخاضعة للرقابة ، يجوز له إخطار الامانة بذلك . وتحول
الامانة هذا الاخطار إلى الاطراف ، التي تنظر بدورها في المحالة فسي
اجتماعها العادي التالي وتقرر ما يمكن أن تتخذه من اجراء مناسب في
هذا الشأن .

٥ - إن تطوير القدرة للايفاء بالتزامات الاطراف العاملة بموجب
الفقرة ١ من هذه المادة للامتثال بتدابير الرقابة الواردة فسي
المادة ٢ ألف إلى ٢ هاء وتنفيذها من قبل نفس الاطراف يعتمد على
التنفيذ الفعال للتماون المالي الذي نمت عليه المادة ١٠ ونقل
التكنولوجيا كما نمت عليه المادة ١٠ ألف .

٦ - يجوز لأي طرف يعمل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، فسي أى
وقت من الاوقات ، اخطار الامانة كتابة انه بالرغم من اتخاذه لجميع
الخطوات العملية فهو غير قادر على تنفيذ أى او جميع الالتزامات
الواردة في المواد من ٢ ألف إلى ٢ هاء نظرا لعدم التنفيذ الكافي
للمادتين ١٠ و ١٠ ألف . وعلى الامانة أن تحيل نسخة من الاخطار إلى
الاطراف ، التي ستنظر في المحالة في اجتماعها التالي وأن تولي
الفقرة ٥ من هذه المادة ما يلزم من الاعتراف وأن تقرر بشأن الاجراء
الملائم الذي يمكن اتخاذه .

٧ - لا تنطبق تدابير عدم الامتثال المشار إليها في المادة ٨ على
الطرف المقدم للاخطار ، خلال الفترة الواقعة بين تقديم الاخطار
واجتماع الاطراف الذي ينبغي أن يتم فيه تقرير الاجراء المناسب
المشار إليه في الفقرة ٦ اعلاه ، أو خلال فترة أخرى ، إذا قرر
اجتماع الاطراف ذلك .

٨ - يعقد اجتماع للاطراف ، في موعد لا يتعدى عام ١٩٩٥ ، يتم فيه
استعراض حالة الاطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، بما
في ذلك التنفيذ الفعال للتماون المالي ونقل التكنولوجيا إليها ،
واعتماد ما يراه الاجتماع ضروريا من تحقيقات لجداول تدابير الرقابة
السارية على هذه الاطراف .

٤ مكرر - على الاطراف ان تحدد ، في غضون خمس سنوات من تاريخ بدء هذه الفقرة ، مدى امكانية حظر او تقييد لاستيراد منتجات المواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق باء التي لا تحتوي على مواد خاضعة للرقابة من أي دولة ليست طرفاً في البروتوكول . وعلى الاطراف إذا قررت امكانية ذلك ، ان تقوم وفقاً للاجراءات المنصوص عليها في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة لتلك المنتجات وايراضيها في مرفق . وعلى الاطراف التي لم تعترف على ذلك وفقاً للاجراءات السابقة الذكر ، ان تحظر او تقييد في غضون سنة واحدة من بدء سريان المرفق ، استيراد المواد المشار اليها من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

٥ - يلزم كل طرف ما أمكنه عملياً ، بتم تشجيع تصدير تكنولوجيا انتاج المواد الخاضعة للرقابة أو امتثالها إلى أي دولة ليست طرفاً في البروتوكول .

٢ - يستلزم عن الفقرة ٨ من المادة ٤ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٨ - يخضع النظر عن أحكام هذه المادة ، يجوز السماح بالواردات المشار اليها في الفقرات ١ و ١ مكرر و ٢ و ٢ مكرر و ٤ و ٤ مكرر والصادرات المشار اليها في الفقرات ٢ و ٢ مكرر من أي دولة غير طرف في هذا البروتوكول أو إليها إذا قررت الاطراف في اجتماع لها أن هذه الدولة تطبق تطبيقاً كاملاً أحكام المادة ٢ والمواد ٢ ألف إلى ٢ هـ وهذه المادة ، وانها قدمت بهانات بهذا المعنى كما هو محدد في المادة ٧ .

٢ - تنص الفقرة التالية إلى المادة ٤ من البروتوكول ، باعتبارها الفقرة ٩ :

٩ - لاخراج هذه المادة ، يشمل مصطلح "دولة غير طرف في هذا البروتوكول" ، فيها يتعلق بأي مادة معينة خاضعة للرقابة أية دولة أو منظمة للتكامل الاقتصادي الاقليمي لم توافق على أن تلتزم بتدابير الرقابة السارية على تلك المادة .

٢ - على كل طرف أن يحظر اعتباراً من ١ كانون العاني/يناير ١٩٩٢ تسمير أي مادة من المواد الخاضعة للرقابة واردة في الملحق ألف لأي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

٣ مكرز - على كل طرف أن يحظر ابتداء من مرور عام واحد من تاريخ بدء نفاذ هذه الفقرة ، تسمير أي مادة من المواد الخاضعة للرقابة الواردة في الملحق بآء لأي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول ،

٤ - على الاطراف أن تقوم ، ابتداء من ١ كانون العاني/يناير ١٩٩٢ وتبما للاجراءات الواردة في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة ترد في مرفق وتتضمن المنتجات المحتوية على مواد خاضعة للرقابة في الملحق ألف . وعلى الاطراف التي لم تتمرخ على المرفق وفقاً لتلك الاجراءات ، أن تحظر ، في غضون سنة واحدة من بدء سريان المرفق ، استيراد تلك المنتجات من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

٥ مكرز - على الاطراف أن تقوم ، في غضون ثلاثة سنوات من تاريخ بدءه نفاذ هذا البروتوكول ، وتبما للاجراءات المضموم عليها في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة ترد في مرفق وتتضمن المنتجات المحتوية على مواد خاضعة للرقابة في الملحق بآء . وعلى الاطراف التي لم تتمرخ على المرفق وفقاً لتلك الاجراءات ، أن تحظر في غضون سنة واحدة من بدء سريان المرفق ، استيراد تلك المنتجات من أي دولة ليست طرفاً في البروتوكول .

٤ - على الاطراف أن تحدد ، في موعد لا يتجاوز ١ كانون العاني/يناير ١٩٩٤ متى امكانية حظر أو تقييد استيراد منتجات المواد الخاضعة للرقابة في الملحق ألف التي لا تحتوي على مواد خاضعة للرقابة من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول . وعلى الاطراف إذا قررت امكانية ذلك ، أن تقوم تبما للاجراءات المضموم عليها في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة يحلك المنتجات وايرادها في مرفق . وعلى الاطراف التي لم تتمرخ على ذلك أن تقوم وفقاً للاجراءات المذكورة آنفاً ، وفي غضون سنة واحدة من بدء سريان المرفق ، بحظر أو تقييد استيراد تلك المنتجات من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

ينتج تلك المادة أن يضمن ، في نفس الفترات ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لانتاجه مفرًا . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب للانتاج هذا الحد إلى 15 في المائة من المستوى المحسوب للانتاج في عام 1989 وذلك لحد الاحتياجات المحلية الامامية للاطراف الماملة بموجب الفقرة 1 من المادة 5 .

5 - تستمرق الاطراف في عام 1992 إمكانية وضع برنامج أسرع للتخفيضات من البرنامج المبين في هذه المادة .

نون - المادة 3 : حساب مستويات الرقابة

1 - يخاف ما يلي بعد عبارة "المادة 3" في المادة 3 من البروتوكول :
، من 2 إلى 2 هاء ،

2 - تغاف المباراة التالية بعد "الملحق ألف" كلها وردت في المادة 3 من البروتوكول :

أو الملحق بـ

سين - المادة 4 : مراقبة المبادلات التجارية مع غير الاطراف

1 - يستعان عن الفقرات من 1 إلى 5 من المادة 4 بالفقرات التالية :

1 - يحظر على كل طرف استيراد المواد الخالصة للرقابة الواردة في الملحق ألف ، من أي دولة ليست طرفًا في هذا البروتوكول ، ابتداء من 1 كانون الثاني/يناير 1990 .

1 مكرر - على كل طرف أن يقوم بحظر استيراد المواد الخالصة للرقابة الواردة في الملحق بـ ، من أي دولة ليست طرفًا في هذا البروتوكول ، في غضون عام واحد من تاريخ بدء نفاذ هذه الفقرة .

لاستهلاكه في ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يضمن ألا يتجاوز إنتاجه من هذه المادة ، في نفس الفترة ، المستوى المحسوب للانتاجه السنوي في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب الانتاجه ذلك الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من المستوى المحسوب الانتاجه في ١٩٨٩ وذلك لسد الاحتياجات المحلية الاسمية للاطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهرا التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٥ ، وفي كل فترة اثني عشر شهرا بعد ذلك ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة المعالمة في الملحق بآء سبمين في المائة سنويا من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة الخاضعة للرقابة أن يضمن ألا يتجاوز المستوى المحسوب الانتاج هذه المادة ، في نفس الفترة سبمين في المائة من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب الانتاجه ذلك الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من المستوى المحسوب الانتاجه في ١٩٨٩ وذلك لسد الاحتياجات المحلية الاسمية للاطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٣ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٠ ، وفي كل فترة اثني عشر شهرا بعد ذلك ، ألا يتجاوز استهلاكه من المادة الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة المعالمة في الملحق بآء ثلاثين في المائة ، من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يضمن المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ من هذه المادة لا يتجاوز ثلاثين في المائة سنويا من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب الانتاجه ذلك الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من انتاجه في ١٩٨٩ وذلك لسد الاحتياجات المحلية الاسمية للاطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٤ - على كل طرف أن يضمن خلال فترة الاثني عشر شهرا التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٥ ، وفي كل فترة اثني عشر شهرا بعد ذلك ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة المعالمة في الملحق بآء مفرأ . وعلى كل طرف

المادة ٢ دال : رابع كلوريد الكربون

١ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٥ وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المادة الخاضعة للرقابة من المجموعة الثانية في الملحق بـأ خمسة عشر في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لاستهلاكه عام ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يكفل أن المستوى المنسوب لانتاجه منها خلال الفترات نفسها لا يتجاوز خمسة عشرة في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعدى هذا الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ لمد الاحتياجات المحلية الأساسية للاطراف التي تشمل بموجب المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٠ وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المادة الخاضعة للرقابة من المجموعة الثانية في الملحق بـأ طرأ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يتأكد من أن المستوى المحسوب لانتاجه منها في نفس الفترة لا يتجاوز طرأ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعدى هذا الحد بما لا يتجاوز خمسة عشر في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ لمد الاحتياجات الأساسية المحلية للاطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

م - المادة ٢ هـ : خاله كلور الايثان ١٥١٥١ (مخيل الكلوروفورم)

تلك الفترات التالية إلى البروتوكول بامتبارها المادة ٢ هـ :

المادة ٢ هـ : خاله كلور الايثان ١٥١٥١ (مخيل الكلوروفورم)

١ - على كل طرف أن يضمن ، خلال فترة الاتي عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٢ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك ألا يتجاوز استهلاكه السنوي من المواد الخاضعة للرقابة المخترجة في المجموعة الخالعة في الملحق بـأ ، المستوى المحسوب

واحدة أو أكثر من هذه المواد أن يضمن ، خلال الفترات نفسها ، أن المستوى المحسوب لإنتاجه منها لا يتعدى ثمانين في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لإنتاجه في عام ١٩٨٩ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لإنتاجه أن يتعدى هذا الحد بنسبة عشرة في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه في عام ١٩٨٩ لحد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٧ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك إلا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى في الملحق بآء خمسة عشر في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لاستهلاكه في عام ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج مادة أو أكثر من هذه المواد أن يكفل خلال الفترات نفسها ، إلا يتعدى المستوى المحسوب لإنتاجه من هذه المواد خمسة عشر في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لإنتاجه عام ١٩٨٩ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لإنتاجه أن يتعدى هذا الحد بما لا يزيد عن عشرة في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه عام ١٩٨٩ لحد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٣ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٠ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك إلا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى في الملحق بآء المقرر . وعلى كل طرف ينتج مادة أو أكثر من هذه المواد أن يكفل بالحسبة لنفس الفترات إلا يتعدى المستوى المحسوب لإنتاجه من تلك المواد مئراً . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لإنتاجه أن يتعدى هذا الحد بما لا يزيد عن خمسة عشر في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه عام ١٩٨٩ لحد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

لام - المادة ٢ دال - رابع كلوريد الكربون

تعد الفترتان التاليان إلى البروتوكول باعتبارهما المادة ٢ دال :

التي تمثل ما لا يقل عن ٥٠ ٪ من اجمالي امتهلاك الاطراف من المواد الخاضعة للرقابة

ويستعان عنها بما يلي :

تمثل اغلبيية الاطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ الحاضرة والمصوتة و اغلبيية الاطراف غير العاملة بطلب الفقرة الحاضرة والمصوتة .

طاء - المادة ٢ ، الفقرة ١٠ (ب)

تحذف الفقرة ١٠ (ب) من المادة ٢ من البروتوكول وتصبح الفقرة ١٠ (الف) من المادة ٢ الفقرة ١٠ .

ياء - المادة ٢ ، الفقرة ١١

تضاف العبارة التالية بعد كلمتي "هذه المادة" ايحدا وردتا في الفقرة ١١ من المادة ٢ من البروتوكول :

والمواد من ٢ الف إلى ٢ هاء .

كاف - المادة ٢ جيم : المركبات الكلورية الفلورية الكريونوية الاخرى كاملة الهلجنة

تضاف الفقرات التالية إلى البروتوكول باعتبارها المادة ٢ جيم :

المادة ٢ جيم : المركبات الكلورية الفلورية الكريونوية الاخرى كاملة الهلجنة

١ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ من كانون الثاني/يناير ١٩٩٣ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك الا يتجاوز المستوى المحسوب لامتلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الاولى في الملحق بء شمانين في المائة مئوية من المستوى المحسوب لامتلاكه في عام ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج مادة

קצותיו של המרחב (2) של המרחב הריבועי הממשי.

$$(2) \quad \overline{[0, 1] \times [0, 1]} = [0, 1] \times [0, 1]$$

המרחב הריבועי הממשי

קצותיו של המרחב (1) של המרחב הריבועי הממשי.

$$(1) \quad \overline{[0, 1] \times [0, 1]} = [0, 1] \times [0, 1]$$

המרחב הריבועי הממשי

קצותיו של המרחב:

קצותיו של המרחב (1) של המרחב הריבועי הממשי.

$$(1) \quad \overline{[0, 1] \times [0, 1]} = [0, 1] \times [0, 1]$$

המרחב הריבועי הממשי

קצותיו של המרחב:

קצותיו של המרחב (1) של המרחב הריבועי הממשי.

$$(1) \quad \overline{[0, 1] \times [0, 1]} = [0, 1] \times [0, 1]$$

המרחב הריבועי הממשי

קצותיו של המרחב:

קצותיו של המרחב (1) של המרחב הריבועי הממשי.

$$(1) \quad \overline{[0, 1] \times [0, 1]} = [0, 1] \times [0, 1]$$

המרחב הריבועי הממשי

קצותיו של המרחב (1) של המרחב הריבועי הממשי.

باء - المادة ١ : تعاريف

- ١ - يستعان عن الفقرة ٤ من المادة ١ من البروتوكول بالفقرة التالية :
- ٤ - تعني "المادة الخامة للرقابة" أية مادة مدرجة في الملحق ألف أو الملحق بباء من هذا البروتوكول ، سواء كانت قائمة بذاتها أو موجودة في مخلوط . وتشمل الأيسمرات من أي من هذه المواد ، فيها عدا ما هو مبين بالمرئق ذي الملحة ، غير أن ذلك يستبعد أية مادة خامة للرقابة أو مخلوط يكون موجودا في منتج مصنع بخلاف أي وعاء يستخدم في نقل المادة المدرجة أو في تخزينها .

- ٢ - يستعان عن الفقرة ٥ من المادة ١ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٥ - يعني "الانتاج" حجم ما ينتج من المواد الخامة للرقابة مطروحاً منه الكمية المبادة بواسطة التكنولوجيا المتعين أن توافق عليها الأطران ومطروحة منها الكمية المستخدمة بالكامل كمواد أساسية في انتاج مواد كيميائية أخرى . ولا تعتبر الكميات المعاد دورانها واستخدامها على أنها ("إنتاج") .

- ٣ - نطاق الفقرة التالية إلى المادة ١ من البروتوكول :

٩ - يقصد "بالمواد الانتعالية" المواد المبيحة بالمرئق جيم لهذا البروتوكول ، سواء كانت قائمة بذاتها أو مستخدمة في مزيج . وتشمل ايسومرات تلك المواد فيها عدا ما قد تحدد في المرئق جيم ، بيد أنه يستبعد منها أي مادة انتعالية أو مزيج يوجد في أي منتجات معمة غير الوعاء المستخدم في نقل أو تخزين تلك المادة .

جيم - المادة ٢ ، الفقرة ٥

- ٥ من الفقرة ٥ من المادة ٢ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٥ - يجوز لأي طرف أن ينقل إلى أي طرف آخر لعنزة واحدة أو أكثر من فترات الرقابة أي جزء من مستوى إنتاجه المحسوب المبين في الفقرتين ٢ لك ، إلى ٢ هاء ، فريطة إلا يتجاوز إجمالي المستويات المحسوبة المجمعة لانتاج الأطراف الممنية من أي مجموعة مواد خامة

تعديلات بروتوكول مونتريال بشأن
المواد المستنفدة لطبقة الأوزون

المادة ١ : التعديلات

الف - فقرات الديباجة

١ - يستعاض عن الفقرة ٦ من ديباجة البروتوكول بما يلي :

وتصمياً منها على حماية طبقة الأوزون باتخاذ التدابير الوقائية للحد على نحو عادل من الحجم الكلي لانبعاثات المواد المستنفدة للأوزون على النطاق العالمي ، مع القضاء عليها كهدف نهائي على أساس التطورات في المعرفة العلمية ، وآخذة في الحسبان للاعتبارات الفنية الاقتصادية وواضحة في الاعتبار الاحتياجات الإنمائية للبلدان النامية .

٢ - يستعاض عن الفقرة ٧ من ديباجة البروتوكول بما يلي :

إذ تلعب بالحاجة إلى حكم خاص لتلبية احتياجات البلدان النامية ، بما في ذلك توفير موارد مالية إضافية وإمكانية الوصول إلى التكنولوجيات المناسبة مع الأخذ في الاعتبار أنه يمكن التنبؤ بحجم الأموال اللازمة وتوقع ما يمكن أن تقوم به الأموال من فرق هائل في قدرة العالم على مواجهة المشكلة الشابتة علمياً الخاصة باستنفاد الأوزون وما لها من آثار ضارة .

٣ - ويستعاض عن الفقرة ٩ من الديباجة بما يلي :

وإذ تنظر بعين الاعتبار لأهمية تعزيز التعاون الدولي في مجال البحث ، وتطوير ونقل التكنولوجيات البديلة المتعلقة بالرقابة على انبعاثات المواد المستنفدة للأوزون والتقليل منها ، مع إيلاء الاعتبار بصفة خاصة لاحتياجات البلدان النامية .

《关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书》的修正

第1条：修正

A. 序言段落

1. 议定书序言第六段应以下文取代：

决心采取公平地控制消耗臭氧层物质全球排放总量的预防措施，以保护臭氧层，而最终目的则是根据科学知识的发展，考虑到技术和经济方面，并铭记发展中国家的发展需要，来彻底清除此种排放，

2. 议定书序言第七段应以下文取代：

认识到必需作出特别安排，满足发展中国家的需要，包括提供额外的资金和取得有关技术，考虑到所需资金款额可以预期，且此项资金将大大提高世界处理科学断定的臭氧消耗及其有害影响问题的能力，

3. 议定书序言第九段应以下文取代：

考虑到有关消耗臭氧层物质排放控制和削减的替代技术的研究、发展和转让方面，必须促进国际合作，特别铭记着发展中国家的需要，

B. 第1条：定义

1. 议定书第1条第4款应以下文取代：

4. “控制物质”是指本议定书附件A或附件B所载单独存在的或存在于混合物之内的物质；除非特别在有关附件中指明，应包括任何这类物质的异构体，但不包括制成品内所含任何控制物质或混合物，而包括运输或储存该物质的容器中的此种物质或混合物。

2. 议定书第1条第5款应以下文取代:

5. “生产量”是指控制物质的生产量减去待由各缔约国核准的技术所销毁的数量再减去完全用作其他化学品制造原料的数量之后所得的数量。再循环和再使用的数量不算作“生产量”。

3. 议定书第1条内应加列下款:

9. “过渡性物质”是指本议定书附件C所载单独存在的或存在于混合物之内的物质;除非可能在附件C内特别指明,应包括任何这类物质的异构体,但不包括制成品内所含任何过渡性物质或混合物,而包括运输或储存该物质的容器中的此种物质或混合物。

C. 第2条第5款

议定书第2条第5款应以下款取代:

5. 任何缔约国在任何一个或几个控制期间内,可转移给另一缔约国第2A至2E条款所规定的生产计算数量的任何数量,只要有关缔约国所生产的任何一类控制物质计算总额并不超过这些条款为该类物质规定的限额。此种生产的转移应由每一个有关缔约国通报秘书处,说明转移的条件及适用的期间。

D. 第2条第6款

在第2条第6款中“控制物质”首次出现前加入:

附件A或附件B

E. 第2条第8(a)款

在议定书第2条第8(a)款“本条”两字之后都加上:

及第2A至2E条

F. 第2条第9(a)(i)款

在议定书第2条第9(a)(i)款“附件A”等字之后加上：

和/或附件B

G. 第2条第9(a)(ii)款

下列字样应自议定书第2条第9(a)(ii)款中删去：

从1986年数量

H. 第2条第9(c)款

删去议定书第2条第9(c)款内下列文字：

至少占缔约国控制物质消费总量中百分之五十的出席并参加投票的缔约国
以三分之二多数票通过此种决定

并以下列文字取代：

出席并参加表决的按第5条第1款行事的缔约国多数票以及出席并参加表
决的非按该条款行事的缔约国的多数票通过此种决定

I. 第2条第10(b)款

议定书第2条第10(b)款应予删去，第2条第10(a)款应为第10款。

J. 第2条第11款

在议定书第2条第11款“本条”两字之后都加上：

及第2A至2E条

K. 2C条：其他全卤化氟氯化碳

将以下各款加在议定书内作为第2C条：

第2 C条：其他全卤化氟氯化碳

1. 每一缔约国应确保，在1993年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第一类控制物质的消费的计算数量每年不超过其1989年消费的计算数量的百分之八十。生产一种或数种这些物质的每一缔约国，应确保其在同一期间内这些物质的生产的计算数量每年不超过其1989年生产的计算数量的百分之八十。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十。

2. 每一缔约国应确保，在1997年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第一类控制物质的消费的计算数量每年不超过其1989年消费的计算数量的百分之十五。生产一种或数种这些物质的每一缔约国，应确保其在同一期间内这些物质的生产的计算数量每年不超过其1989年生产的计算数量的百分之十五。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十。

3. 每一缔约国应确保，在2000年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第一类控制物质的消费的计算数量不超过零。生产一种或数种这些物质的每一缔约国，应确保其在同一期间内这些物质的生产的计算数量不超过零。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十五。

L. 第2 D条：四氯化碳

将以下各款加在议定书内作为第2 D条：

第2 D条：四氯化碳

1. 每一缔约国应确保，在1995年1月1日起的十二个月期间，及其后每

十二个月内，其附件 B 第二类所列控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百分之十五。生产该物质的每一缔约国，应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年生产的计算数量的百分之十五。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十。

2. 每一缔约国应确保，在 2000 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第二类所列控制物质的消费的计算数量每年不超过零。生产该物质的每一缔约国应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过零。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十五。

M. 第 2 E 条：1, 1, 1 - 三氯乙烷 (甲基氯仿)

将以下各款加在议定书内作为第 2 E 条：

第 2 E 条：1, 1, 1 - 三氯乙烷 (甲基氯仿)

1. 每一缔约国应确保，在 1993 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第三类控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量。生产该物质的每一缔约国应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年的生产的计算数量。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十。

2. 每一缔约国应确保，在 1995 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第三类控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百分之七十。生产该物质的每一缔约国应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百

分之七十。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这一限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十。

3. 每一缔约国应确保，在2000年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第三类所列控制物质的消费的计算数量每年不超过其1989年消费的计算数量的百分之三十。生产该物质的每一缔约国，应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其1989年生产的计算数量的百分之三十。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十。

4. 每一缔约国应确保，在2005年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第三类所列控制物质的消费的计算数量不超过零。生产该物质的每一缔约国，应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量不超过零。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十五。

5. 缔约国应于1992年审查本条规定的削减进度是否尚可加快。

B. 第3条：控制数量的计算

1. 在议定书第3条的“第2条”等字之后加上：

、第2A至2E条

2. 在议定书第3条的“附件A”等字之后都加上：

或附件B

0. 第4条：同非缔约国贸易的控制

1. 第4条第1至第5款应以下列各款取代：

1. 从1990年1月1日起，每一缔约国应禁止从非本议定书缔约国的任何国家进口附件A所列控制物质。

1之二。在本款生效之日以后一年内，每一缔约国应禁止从非本议定书缔约国的任何国家进口附件B所列控制物质。

2. 从1993年1月1日起，每一缔约国应禁止向非本议定书缔约国的任何国家出口附件A所列任何控制物质。

2之二。在本款生效之日起一年后，每一缔约国应禁止向非本议定书缔约国的任何国家出口附件B所列任何控制物质。

3. 到1992年1月1日，缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一附件内列出含有附件A所列控制物质的产品清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内禁止从非本议定书缔约国的任何国家进口此种产品。

3之二。在本款生效之日起三年内，各缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一附件内列出含有附件B所列控制物质的产品清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内禁止从非本议定书缔约的任何国家进口此种产品。

4. 到1994年1月1日，缔约国应确定是否禁止或限制从非本议定书缔约国的国家进口在生产过程中使用附件A所列控制物质但不含有此种物质的产品。如果确定可行，缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一份附件内列出此种产品的清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内，禁止或限制从非本议定书缔约国的任何国家进口此种产品。

4之二。在本款生效之日起五年内，缔约国应确定是否禁止或限制从非本议定书缔约国的国家进口在生产过程中使用附件B所列控制物质但不含有此种物质的产品。如果确定可行，缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一份附件内列出此种产品的清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内，禁止或限制从非本议定书缔约国的任何国家进口此种产品。

5. 每一缔约国承诺尽量以可行的步骤劝阻向非本议定书缔约国的任何国家出口生产和利用控制物质的技术。

3. 议定书第4条第8款应由下款取代：

8. 虽有本条的规定，非本议定书缔约国的任何国家如经缔约国会议确定充分遵守第2条、第2A至2E条和本条规定并已按照第7条规定提交数据以为佐证，则可以允许从该国作第1、1之二、3、3之二、4和4之二各款所指的进口，或对该国作第2和2之二款所指的出口。

4. 议定书第4条内应加入下款作为第9款：

9. 为本条的目的，“非本议定书缔约国的国家”一词，以任何特定的控制物质而言，应包括尚未同意受当时对该物质生效的控制措施约束的每一国家或区域经济一体化组织。

P. 第5条：发展中国家的特殊情况

议定书第5条应以下文取代：

1. 任何发展中国家缔约国，如果在本议定书对其生效之日或其后直至1999年1月1日止其附件A所列控制物质每年的消费的计算数量低于人均0.3公斤，为满足其国内基本需要应有权暂缓十年执行第2A至2E条规定的控制措施。

2. 不过，任何按照本条第1款行事的缔约国，其附件A所列控制物质每年的消费的计算数量不得超过人均0.3公斤，或其附件B所列控制物质每年的消费的计算数量不得超过人均0.2公斤。

3. 在执行第2A至2E条所规定控制措施时，任何按本条第1款行事的缔约国应有权使用：

(a) 对于附件A所列控制物质：其1995至1997年每年消费的计算数量的平均值或消费的计算数量为人均0.3公斤，取其数值较低者作为确定其执行控制措施的基准；

(b) 对于附件B所列控制物质：其1998至2000年每年消费的计算数量的平均值或消费的计算数量为人均0.2公斤，取其数值较低者作为确定其执行控制措施的基准。

4. 按照本条第1款行事的缔约国，如在第2A至2E条所规定控制措施义务适用于该国之前的任何时候，发现不能获得控制物质充分的供应，可将此情况通知秘书处。秘书处应即将此项通知的副本转送各缔约国，缔约国应在其下一次会议时审议此事并对采取适当行动作出决定。

5. 对于按照本条第1款行事的缔约国，增进其履行义务的能力以执行第2A至2E条所规定控制措施，以及这些缔约国执行这些措施，将系于第10条所规定财务合作及第10A条所规定技术转让的有效实行。

6. 按照本条第1款行事的任何缔约国可在任何时候以书面通知秘书处：经采取一切实际可行的步骤，但由于第10条和第10A条没有充分执行，无法履行第2A至2E条所规定的任何或全部义务。秘书处应即将该项通知的副本转送各缔约国，缔约国应充分考虑到本条第5款，在其下一次会议时审议此事并对采取适当行动作出决定。

7. 在递送通知到缔约国开会以上第6款所指的适当行动作出决定之前这段时间，或在缔约国会议决定的更长一段时间内，不应对发出通知的缔约国引用第8条所指的不遵守情事程序。

8. 缔约国会议应迟于1995年审查按照本条第1款行事的缔约国的情况，包括有效执行财务合作和给它们的技术转让并对适用于这些缔约国的控制措施进度采取可能认为必要的订正。

9. 本条第4、6、7款所指缔约国决定的作出应按照在第10条之下作出决定所适用的同一程序。

Q. 第6条：控制措施的评估和审查

将议定书第6条的“对第2条规定的控制措施进行评估”改为：

对第2条、第2A至2E条规定的控制措施及附件C第一类所列过渡性物质的生产、进口和出口情况进行评估

R. 第7条：数据汇报

议定书第7条应以下文取代：

1. 每一缔约国应在成为缔约国之后的三个月内，向秘书处提供关于其附件A所列每一种控制物质的1986年生产、进口和出口的统计数据；在没有确实数据时，则提供此种数据的最佳估计数据。

2. 每一缔约国应向秘书处提供关于其附件B所列每一种控制物质、以及附件C第一类内所列每一种过渡性物质的1989年生产、进口和出口的统计数据；在没有确实数据时，则提供此种数据的最佳估计数据；提供此数据不得迟于本议定书关于附件B所列物质的条款对该缔约国生效之日起的三个月。

3. 每一缔约国应向秘书处提供有关附件B所列物质的规定对该国生效的一年及其后每一年关于附件A和B所列每一种控制物质以及附件C第一类过渡性物质的每年生产量（按照第1条第5款所下定义）并单独提出：

- 用作原料的数量；
- 使用缔约国核准的技术所销毁的数量；
- 同缔约国和非缔约国的进出口量

的统计数据。提供此数据不应迟于此数据有关年度终了后九个月。

4. 对按照第2条第8(a)款规定行事的各缔约国而言，如果有关的区域经济一体化组织汇报该组织与非该组织成员国之间的进出口数据，则本条第2条第1、2和3款关于进口和出口的统计数据的要求应视为已经满足。

S. 第9条：研究、发展、公众警觉
及资料交流

议定书第9条第1款第(a)项应以下文取代：

- (a) 改善控制物质和过渡性物质的密封、回收、再循环或销毁、或以其他方式减少它们的排放的最佳技术；

T. 第10条：资金机制

议定书第10条应以下文取代：

第10条：资金机制

1. 缔约国应设置一个机制，向按照本议定书第5条第1款行事的缔约国提供财务及技术合作，包括转让技术在内，使这些国家能够执行议定书第2 A至2 E条所规定的控制措施。对该机制的捐款应当是在对按照该款行事的缔约国的资金转让之外的其他捐款。这个机制应支付这类缔约国的一切议定的增加费用，使它们能够执行议定书的控制措施。缔约国会议应就增加费用类别的一份指示性清单作出决定。
2. 按第1款设置的机制应包括一个多边基金。该机制还可包括其他多边、区域和双边合作的办法。
3. 这个多边基金应：
 - (a) 斟酌情形作为赠款或作为减让性款项，并按照待由缔约国通过的准则，支付议定的增加费用；

- (b) 提供交换所经费从事下列任务：
- (i) 通过国别研究及其他技术合作，协助按照第5条第1款行事的缔约国确定其合作需要；
 - (ii) 便利技术合作，以满足这些已确定的需要；
 - (iii) 按第9条规定散发新闻及其他有关材料、举办讲习班、训练班及其他有关活动，以利于发展中国家缔约国；
 - (iv) 便利及监测发展中国家缔约国可取得的其他多边、区域和双边合作；
- (c) 提供多边基金的秘书事务费用及有关支助费用。

4. 多边基金应置于缔约国权力之下，缔约国应决定基金的全盘政策。

5. 缔约国应设立一个执行委员会制定并监测具体业务政策、指导方针和行政安排的实施，包括资源的支配，以达成多边基金的目标。执行委员会应在国际复兴开发银行（世界银行）、联合国环境规划署、联合国开发计划署或其他适当机构各按其专门领域提供合作和协助下，履行缔约国议定的委员会职权规定内载明的任务和职责。执行委员会的成员应在按照第5条第1款行事的缔约国和非按该条款行事的缔约国享有均衡代表权的基础上推选，由缔约国会议认可。

6. 多边基金的资金应来自非按照第5条第1款行事的缔约国根据联合国摊款比额表以可自由兑换货币或在某些情况下以实物和/或本国货币作出的捐献。其他缔约国捐款应予以鼓励。双边合作以及缔约国决定同意的某些区域合作若符合缔约国的决定中载明的条件可在一定百分比内视为对多边基金的捐款，但这类合作须至少包括下列要点：

- (a) 与执行本议定书的规定切实有关；
- (b) 提供额外资金；
- (c) 用以支付议定的增加费用。

7. 缔约国应就多边基金每一财政时期的方案预算作出决定并确定个别缔约国对该预算的捐款百分数。
8. 多边基金项下的资源应在受惠缔约国同意下拨付。
9. 在本条下的缔约国决定应尽量以协商一致方式作出。如果尽了一切努力谋求一致意见而仍然未能达成协议，则这些决定应以出席并参加表决的缔约国的三分之二多数票通过，但须在按照第5条第1款行事和非按照该条款行事的缔约国两者之中都取得多数票。
10. 本条所规定的基金机制不妨碍将来就其他环境问题可能作成的任何安排。

U. 第10A条：技术转让

以下条款应加在议定书内作为第10A条：

第10A条：技术转让

每一缔约国应配合资金机制支持的方案，采取一切实际可行步骤，以确保：

- (a) 现有最佳的、无害环境的替代品和有关技术迅速转让给按照第5条第1款行事的缔约国，
- (b) 以上(a)项所指的转让在公平和最优惠的条件下进行。

V. 第11条：缔约国会议

议定书第11条第4款(g)项应以下文取代：

- (g) 按照第6条，评估关于过渡性物质的控制措施和情况；

议定书第19条应以下文取代：
任何缔约国，可在履行第2A条第1款所赋义务满四年后的任何时候，经向保
存人提出书面通知，退出本议定书。退出应在保存人接到退出通知起一年后
生效，或在退出通知上指明较后日期生效。

x. 第19条：退出

第17条在“第2条”字样之后应加入“第2A至第2E条”几个字。

w. 第17条：生效后加入的缔约国

Y. 附 件

下列附件应加在《议定书》内：

附 件 B

控 制 物 质

<u>类 别</u>	<u>物 质</u>	<u>消耗臭氧潜能值</u>
<u>第一类</u>		
CF_3Cl	(CFC-113)	1.0
C_2FCl_5	(CFC-111)	1.0
$C_2F_2Cl_4$	(CFC-112)	1.0
C_3FCl_7	(CFC-211)	1.0
$C_3F_2Cl_6$	(CFC-212)	1.0
$C_3F_3Cl_5$	(CFC-213)	1.0
$C_3F_4Cl_4$	(CFC-214)	1.0
$C_3F_5Cl_3$	(CFC-215)	1.0
$C_3F_6Cl_2$	(CFC-216)	1.0
C_3F_7Cl	(CFC-217)	1.0
<u>第二类</u>		
CCl_4	四氯化碳	1.1
<u>第三类</u>		
$C_2H_3Cl_3$ *	1, 1, 1-三氯乙烷 (甲基氯仿)	0.1

* 本分子式并不指 1, 1, 2-三氯乙烷。

附件 C

过渡性物质

<u>类 别</u>	<u>物 质</u>	<u>消耗臭氧潜能值</u>
<u>第一类</u>		
CHFC1 ₂	(HCFC-21)	
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)	
CH ₂ FC1	(HCFC-31)	
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)	
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)	
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)	

第2条：生 效

1. 本修正应于1992年1月1日生效，但届时必须已有成为《关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书》缔约国的国家或区域经济一体化组织交存至少二十份批准、接受或核准本修正的文书。如果这项条件在该日尚未满足，则本修正应于这项条件满足之日以后第九十天生效。

2. 为第1款的目的，一个区域经济一体化组织交存的任何文书不应被视为该组织的成员国交存的文书以外的附加文书。

3. 在本修正按第1款规定生效后，本修正应于任何其他议定书缔约国交存其批准、接受或核准文书之日以后第九十天对其生效。

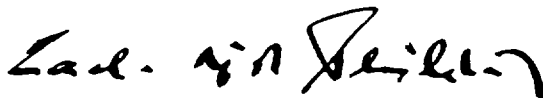
I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment, adopted on 29 June 1990 at the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held at the headquarters of the International Maritime Organization, in London from 27 to 29 June 1990.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General)

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Amendement adopté le 29 juin 1990 à la Deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au 29 juin 1990.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Carl-August Fleischhauer



United Nations, New York
6 December 1990

Organisation des Nations Unies
New York, le 6 décembre 1990

ENMIENDA DEL PROTOCOLO DE MONTREAL RELATIVO A LAS
SUSTANCIAS QUE AGOTAN LA CAPA DE OZONO

ARTICULO 1: ENMIENDA

A. Párrafos del preámbulo

1. El sexto párrafo del preámbulo del Protocolo se reemplazará por el párrafo siguiente:

Decididas a proteger la capa de ozono adoptando medidas preventivas para controlar equitativamente el total de emisiones mundiales de las sustancias que la agotan, con el objetivo final de eliminarlas, sobre la base de los adelantos en los conocimientos científicos, teniendo en cuenta aspectos técnicos y económicos y teniendo presentes las necesidades que en materia de desarrollo tienen los países en desarrollo,

2. El séptimo párrafo del preámbulo del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

Reconociendo que hay que tomar disposiciones especiales para satisfacer las necesidades de los países en desarrollo, incluso la aportación de recursos financieros adicionales y el acceso a las tecnologías pertinentes, teniendo en cuenta que la magnitud de los fondos necesarios es previsible y que cabe esperar que los fondos produzcan un aumento sustancial de la capacidad del mundo para abordar el problema, científicamente comprobado, del agotamiento del ozono y sus nocivos efectos,

3. El noveno párrafo del preámbulo se reemplazará por el siguiente:

Considerando la importancia de promover la cooperación internacional en la investigación, el desarrollo y la transferencia de tecnologías alternativas, en relación con el control y la reducción de las emisiones de sustancias que agotan la capa de ozono, teniendo presentes en particular las necesidades de los países en desarrollo.

B. Artículo 1: Definiciones

1. El párrafo 4 del artículo 1 del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

4. Por "sustancia controlada" se entiende una sustancia que figura en el anexo A o en el anexo B de este Protocolo, bien se presente aisladamente o en una mezcla. Incluye los isómeros de cualquiera de esas sustancias, con excepción de lo señalado específicamente en el anexo pertinente, pero excluye toda sustancia o mezcla controlada que se encuentre en un producto manufacturado, salvo si se trata de un recipiente utilizado para el transporte o almacenamiento de esa sustancia.

2. El párrafo 5 del artículo 1 del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

5. Por "producción" se entiende la cantidad de sustancias controladas producidas menos la cantidad de sustancias destruidas mediante técnicas que sean aprobadas por las Partes y menos la cantidad enteramente utilizada como materia prima en la fabricación de otras sustancias químicas. La cantidad reciclada y reutilizada no se considera como "producción".

3. Se añadirá al artículo 1 del Protocolo el párrafo siguiente:

9. Por "sustancia de transición" se entiende una sustancia que figure en el anexo C de este Protocolo, bien se presente aisladamente o en una mezcla. Incluye los isómeros de esas sustancias, con excepción de lo que pudiera señalarse específicamente en el anexo C, pero excluye toda sustancia de transición o mezcla que se encuentre en un producto manufacturado, salvo si se trata de un recipiente utilizado para el transporte o el almacenamiento de esa sustancia.

C. Artículo 2, párrafo 5

El párrafo 5 del artículo 2 del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

5. Toda Parte podrá, por uno o más períodos de control, transferir a otra Parte cualquier proporción del nivel calculado de su producción establecido en los artículos 2A a 2E, siempre que el total de todos los niveles calculados de producción de las Partes interesadas con respecto a cada grupo de sustancias controladas no supere los límites de producción establecidos en esos artículos para ese Grupo. Cada una de las Partes interesadas deberá notificar a la Secretaría esas transferencias de producción, especificando las condiciones de la transferencia y el período a que se aplica.

D. Artículo 2, párrafo 6

Se insertarán las siguientes palabras en el párrafo 6 del artículo 2 tras las palabras "sustancias controladas", cuando éstas se mencionan por primera vez:

que figuren en el anexo A o en el anexo B.

E. Artículo 2, párrafo 8, a)

Se añadirán las siguientes palabras en el apartado a) del párrafo 8 del artículo 2 del Protocolo tras las palabras "en el presente artículo," donde aparezcan:

y en los artículos 2A a 2E

F. Artículo 2, párrafo 9, a), i)

Se añadirán las siguientes palabras a continuación de "anexo A" en el inciso i) del apartado a) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo:

, en el anexo B o en ambos.

G. Artículo 2, párrafo 9, a), ii)

Se suprimirán las siguientes palabras en el inciso ii) del apartado a) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo:

respecto de los niveles de 1986.

H. Artículo 2, párrafo 9, c)

Se suprimirán las siguientes palabras del apartado c) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo:

que representen al menos el 50% del consumo total por las Partes de las sustancias controladas

y se sustituirán por el texto siguiente:

que representen una mayoría de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 y una mayoría de las Partes presentes y votantes que no operan al amparo de esa disposición.

I. Artículo 2, párrafo 10, b)

Se suprimirá el apartado b) del párrafo 10 del artículo 2 del Protocolo, y el apartado a) del párrafo 10 del artículo 2 se convertirá en párrafo 10.

J. Artículo 2, párrafo 11

Se añadirán las siguientes palabras en el párrafo 11 del artículo 2 del Protocolo tras las palabras "en el presente artículo", donde aparezcan:

y en los artículos 2A a 2E

K. Artículo 2C: Otros CFC completamente halogenados

Se añadirán al Protocolo como artículo 2C los párrafos siguientes:

Artículo 2C: Otros CFC completamente halogenados

1. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1993, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas que figuran en el Grupo I del anexo B no supere, anualmente, el ochenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca una o más de esas sustancias velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de las sustancias no supere, anualmente, el ochenta por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

2. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1997, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas que figuran en el Grupo I del anexo B no supere, anualmente, el quince por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca una o más de esas sustancias velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de las sustancias no supere, anualmente, el quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

3. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 2000, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas que figuran en el Grupo I del anexo B no sea superior a cero. Cada Parte que produzca una o más de esas sustancias velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de las sustancias no sea superior a cero. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

L. Artículo 2D: Tetracloruro de carbono

Los párrafos siguientes se añadirán al Protocolo como artículo 2D:

Artículo 2D: Tetracloruro de carbono

1. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1995, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que

figura en el Grupo II del anexo B no supere, anualmente, el cincuenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, el quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

2. Cada Parte velará por que en el periodo de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 2000, y en cada periodo sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo II del anexo B no sea superior a cero. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no sea superior a cero. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

M. Artículo 2E: 1,1,1-tricloroetano (metilcloroformo)

Los párrafos siguientes se añadirán al Protocolo como artículo 2E:

Artículo 2E: 1,1,1-tricloroetano (metilcloroformo)

1. Cada Parte velará por que en el periodo de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1993, y en cada periodo sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no supere, anualmente, su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

2. Cada Parte velará por que en el periodo de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1995, y en cada periodo sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no supere, anualmente, al setenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia controlada velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, el setenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

3. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 2000, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no supere, anualmente, el treinta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, el treinta por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

4. Cada Parte velará por que en el período de 12 meses contados a partir del 1o. de enero de 2005, y en cada período sucesivo de 12 meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no sea superior a cero. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no sea superior a cero. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

5. Las Partes examinarán, en 1992, la viabilidad de un plan de reducciones más rápido que el establecido en el presente artículo.

N. Artículo 3. Cálculo de los niveles de control

1. Se añadirán las palabras siguientes en el artículo 3 del Protocolo después de "artículo 2":

.2A a 2E,

2. Se añadirán las palabras siguientes en el artículo 3 del Protocolo después de "el anexo A", cada vez que aparezca:

o en el anexo B

O. Artículo 4: Control del comercio con Estados que no sean Partes en el Protocolo

1. Los párrafos siguientes sustituirán a los párrafos 1 a 5 del artículo 4:

1. Al 1o. de enero de 1990, toda Parte prohibirá la importación de las sustancias controladas que figuran en el anexo A procedente de cualquier Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

1 bis. En el plazo de un año a contar de la entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, toda Parte prohibirá la importación de sustancias controladas que figuran en el anexo B procedente de cualquier Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

2. A partir del 1o. de enero de 1993, toda Parte prohibirá la exportación de sustancias controladas que figuran en el anexo A a los Estados que no sean Partes en el presente Protocolo.

2 bis. Transcurrido un año a contar de la entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, toda Parte prohibirá la exportación de sustancias controladas que figuran en el anexo B a los Estados que no sean Partes en el presente Protocolo.

3. Antes del 1o. de enero de 1992, las Partes prepararán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de los productos que contengan sustancias controladas que figuran en el anexo A. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

3 bis. En el plazo de tres años contados a partir de la entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, las Partes prepararán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de los productos que contengan sustancias controladas que figuran en el anexo B. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

4. Antes del 1o. de enero de 1994, las Partes determinarán la viabilidad de prohibir o restringir la importación de productos elaborados con sustancias controladas que figuran en el anexo A, pero que no contengan tales sustancias, procedente de Estados que no sean Partes en el presente Protocolo. Si lo consideran factible, las Partes elaborarán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de tales productos. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán o restringirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

4 bis. En el plazo de cinco años contados a partir de la fecha de entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, las Partes determinarán la viabilidad de prohibir o restringir la importación de productos elaborados con sustancias controladas que figuran en el anexo B, pero que no contengan tales sustancias, procedente de Estados que no sean Partes en el Protocolo. Si lo consideran factible, las Partes elaborarán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de tales productos. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán o restringirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

5. Toda Parte se compromete a desalentar de la manera más efectiva posible la exportación a cualquier Estado que no sea Parte en el Presente Protocolo de tecnología para la producción y la utilización de sustancias controladas.

2. El párrafo 8 del artículo 4 del Protocolo se reemplazará por el párrafo siguiente:

8. No obstante lo dispuesto en este artículo, podrán permitirse las importaciones mencionadas en los párrafos 1, 1 bis, 3, 3 bis, 4 y 4 bis, y las exportaciones mencionadas en los párrafos 2 y 2 bis, de y a cualquier Estado que no sea Parte en este Protocolo si en una reunión de las Partes se determina que ese Estado cumple cabalmente lo dispuesto en los artículos 2, 2A a 2E y en el presente artículo y ha presentado datos a tal efecto en la forma prevista en el artículo 7.

3. Se añadirá el siguiente párrafo al artículo 4 del Protocolo como párrafo 9:

9. A los efectos del presente artículo, la expresión "Estado que no sea Parte en este Protocolo" incluirá, por lo que respecta a cualquier sustancia controlada, a todo Estado u organización de integración económica regional que no haya convenido en aceptar como vinculantes las medidas de control vigentes en relación con dicha sustancia.

P. Artículo 5: Situación especial de los países en desarrollo

El artículo 5 del Protocolo se sustituirá por el siguiente:

1. Toda Parte que sea un país en desarrollo y cuyo nivel calculado de consumo anual de las sustancias controladas que figuran en el anexo A sea inferior a 0,3 kg per cápita en la fecha en que el Protocolo entre en vigor para dicha Parte, o en cualquier otra fecha a partir de entonces hasta el 1o. de enero de 1999, tendrá derecho, para satisfacer sus necesidades básicas internas, a aplazar por diez años el cumplimiento de las medidas de control enunciadas en los artículos 2A a 2E.

2. No obstante, las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del presente artículo no podrán superar un nivel calculado de consumo anual de las sustancias controladas que figuran en el anexo A de 0,3 kg per cápita, o un nivel calculado de consumo anual de las sustancias controladas que figuran en el anexo B de 0,2 kg per cápita.

3. Al aplicar las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E, toda Parte que opere al amparo del párrafo 1 del presente artículo tendrá derecho a emplear, como base para determinar su cumplimiento de las medidas de control:

a) en el caso de las sustancias controladas enumeradas en el anexo A, ya sea el promedio de su nivel calculado de consumo anual correspondiente al período 1995 a 1997 inclusive o un nivel calculado de consumo de 0,3 kg per cápita, si este último es menor;

b) en el caso de las sustancias controladas enumeradas en el anexo B, ya sea el promedio de su nivel calculado de consumo anual correspondiente al período 1998 a 2000 inclusive o un nivel calculado de consumo de 0,2 kg per cápita, si este último es menor.

4. Cualquier Parte que opere al amparo del párrafo 1 de este artículo podrá notificar a la Secretaría, en cualquier momento antes de que entren en vigor para esa Parte las obligaciones que entrañan las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E, que no está en condiciones de obtener un suministro suficiente de sustancias controladas. La Secretaría transmitirá sin dilación una copia de esa notificación a las Partes, que examinarán la cuestión en su siguiente reunión, y decidirán qué medidas corresponde adoptar.

5. El desarrollo de la capacidad para cumplir las obligaciones de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 de este artículo derivadas de la aplicación de las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E, y su aplicación por esas mismas Partes, dependerá de la aplicación efectiva de la cooperación financiera prevista en el artículo 10 y de la transferencia de tecnología prevista en el artículo 10A.

6. Toda Parte que opere al amparo del párrafo 1 de este artículo podrá, en cualquier momento, notificar por escrito a la Secretaría que, a pesar de haber adoptado todas las medidas factibles, no está en condiciones de cumplir alguna o todas las obligaciones establecidas en los artículos 2A a 2E, como consecuencia del cumplimiento inadecuado de los artículos 10 y 10A. La Secretaría transmitirá sin dilación la notificación a las Partes, que examinarán la cuestión en su siguiente reunión, tomando debidamente en cuenta lo dispuesto en el párrafo 5 del presente artículo y decidirán qué medidas corresponde adoptar.

7. Durante el período que medie entre la notificación y la reunión de las Partes en la que se tomará una decisión acerca de las medidas apropiadas mencionadas en el párrafo 6 del presente artículo, o durante un período más extenso, si así lo decide la Reunión de las Partes, el procedimiento de incumplimiento mencionado en el artículo 8 no se invocará contra la Parte notificante.

8. Una Reunión de las Partes examinará, a más tardar en 1995, la situación de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 de este artículo, incluida la aplicación efectiva de la cooperación financiera y de la transferencia de tecnología a dichas Partes, y aprobará las revisiones que se consideren necesarias respecto del plan de las medidas de control aplicable a estas Partes.

9. Las decisiones de las Partes mencionadas en los párrafos 4, 6 y 7 del presente artículo se adoptarán con arreglo al mismo procedimiento aplicado a la toma de decisiones en virtud del artículo 10

Q. Artículo 6: Evaluación y examen de las medidas de control

Se añadirán las palabras siguientes en el artículo 6 del Protocolo después de "en el artículo 2":

y en los artículos 2A a 2E, y la situación relativa a la producción, importación y exportación de las sustancias de transición enumeradas en el Grupo I del anexo C

R. Artículo 7: Presentación de datos

1. El Artículo 7 se sustituirá por el siguiente:

1. Toda Parte proporcionará a la Secretaría, dentro de los tres meses siguientes a la fecha en que se haya constituido en Parte, datos estadísticos sobre su producción, importaciones y exportaciones de cada una de las sustancias controladas enumeradas en el anexo A correspondientes a 1986, o las estimaciones más fidedignas que sea posible obtener de dichos datos, cuando no se disponga de ellos.

2. Toda Parte proporcionará a la Secretaría datos estadísticos sobre su producción, importaciones y exportaciones de cada una de las sustancias controladas enumeradas en el anexo B y de cada una de las sustancias de transición enumeradas en el Grupo I del anexo C, correspondientes al año 1989, o las estimaciones más fidedignas que sea posible obtener de dichos datos, cuando no se disponga de ellos, a más tardar tres meses después de la fecha en que hayan entrado en vigor, para esa Parte, las disposiciones del Protocolo referentes a las sustancias enumeradas en el anexo B.

3. Toda Parte proporcionará a la Secretaría datos estadísticos de su producción anual (tal como se define en el párrafo 5 del artículo 1) y, por separado sobre:

- las cantidades utilizadas como materias primas,
- las cantidades destruidas mediante tecnologías aprobadas por las Partes,
- las importaciones y exportaciones a Partes y Estados que no sean Partes, respectivamente,

de cada una de las sustancias controladas enumeradas en los anexos A y B así como de las sustancias de transición enumeradas en el Grupo I del anexo C, respecto del año en que las disposiciones referentes a las sustancias enumeradas en el anexo B hayan entrado en vigor para esa Parte, así como respecto de cada año subsiguiente. Los datos se comunicarán a más tardar nueve meses después del final del año a que se refieran.

4. Para las Partes que operen al amparo de lo dispuesto en el apartado a) del párrafo 8 del artículo 2, las normas de los párrafos 1, 2 y 3 del presente artículo con respecto a datos estadísticos sobre importaciones y exportaciones se estimarán cumplidas, si la organización de integración económica regional de que se trate proporciona datos sobre las importaciones y las exportaciones entre la organización y Estados que no sean miembros de dicha organización.

S. Artículo 9: Investigación, desarrollo, sensibilización del público e intercambio de información

El texto siguiente sustituirá el apartado a) del párrafo 1 del artículo 9 del Protocolo:

a) Las tecnologías más idóneas para mejorar el confinamiento, la recuperación, el reciclado o la destrucción de las sustancias controladas y de las sustancias de transición, o reducir de cualquier otra manera las emisiones de éstas;

T. Artículo 10: Mecanismo financiero

El artículo 10 del Protocolo será sustituido por el siguiente:

1. Las Partes establecerán un mecanismo para proporcionar cooperación financiera y técnica, incluida la transferencia de tecnologías, a las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 del presente Protocolo a fin de que éstas puedan aplicar las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E del Protocolo. El mecanismo, que

recibirá contribuciones que serán adicionales a otras transferencias financieras a las Partes que operen al amparo de dicho párrafo, cubrirá todos los costos adicionales acordados en que incurran esas Partes, para que puedan cumplir las medidas de control previstas en el Protocolo. Las Partes establecerán en su Reunión una lista indicativa de las categorías de costos adicionales.

2. El mecanismo establecido con arreglo al párrafo 1 comprenderá un Fondo Multilateral. También podrá incluir otros medios de cooperación multilateral, regional y bilateral.

3. El Fondo Multilateral:

a) Sufragará, a título de donación o en condiciones concesionarias, según proceda, y de conformidad con los criterios que decidan las Partes, todos los costos adicionales acordados;

b) Financiará funciones de mediación para:

- i) Ayudar a las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, mediante estudios por países y otras formas de cooperación técnica, a determinar sus necesidades de cooperación;
- ii) Facilitar cooperación técnica para satisfacer esas necesidades determinadas;
- iii) Distribuir, conforme a lo dispuesto en el artículo 9, información y documentos pertinentes, celebrar cursos prácticos y reuniones de capacitación, así como realizar otras actividades conexas, para beneficio de las Partes que sean países en desarrollo; y
- iv) Facilitar y seguir otras formas de cooperación multilateral, regional y bilateral que se pongan a disposición de las Partes que sean países en desarrollo;

c) Financiará los servicios de secretaría del Fondo Multilateral y los gastos de apoyo conexos.

4. El Fondo Multilateral estará sometido a la autoridad de las Partes, que decidirán su política global.

5. Las Partes establecerán un Comité Ejecutivo para desarrollar y seguir la aplicación de arreglos administrativos, directrices y políticas operacionales específicas, incluido el desembolso de recursos, a fin de alcanzar los objetivos del Fondo Multilateral. El Comité Ejecutivo desempeñará las tareas y funciones que se indiquen en su mandato en la

forma en que acuerden las Partes, con la cooperación y ayuda del Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (Banco Mundial), el Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente, el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, u otros organismos pertinentes en sus respectivas esferas de competencia. Los miembros del Comité Ejecutivo, que serán seleccionados basándose en una representación equilibrada de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 y de las demás Partes, serán aprobados por las Partes.

6. EL Fondo Multilateral se financiará con contribuciones de las Partes que no operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 en monedas convertibles o, en determinadas circunstancias, en especie, y/o en moneda nacional tomando como base la escala de cuotas de las Naciones Unidas. Se fomentarán las contribuciones de otras Partes. La cooperación bilateral y, en casos particulares convenidos por las Partes, regional, podrá contar, hasta un cierto porcentaje y de conformidad con los criterios especificados por decisión de las Partes, como una contribución al Fondo Multilateral a condición de que esa cooperación, como mínimo:

- a) Esté estrictamente relacionada con el cumplimiento de las disposiciones del presente Protocolo;
- b) Proporcione recursos adicionales; y
- c) Corresponda a costos complementarios convenidos.

7. Las Partes decidirán el presupuesto del programa del Fondo Multilateral para cada ejercicio económico y el porcentaje de las contribuciones a éste que corresponda a cada una de las Partes en el mismo.

8. Los recursos facilitados con cargo al Fondo Multilateral se proporcionarán con la aquiescencia de la parte beneficiaria.

9. Las decisiones de las Partes de conformidad con el presente artículo se adoptarán por consenso siempre que sea posible. Si todos los esfuerzos que se hubieran hecho por llegar a un consenso no dieran resultado y no se llegara a un acuerdo, las decisiones se adoptarán por una mayoría de dos tercios de votos de las Partes presentes y votantes, que representen una mayoría de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 presentes y votantes y una mayoría de las Partes presentes y votantes que no operen al amparo de dicho párrafo.

10. El mecanismo financiero establecido en este artículo no excluye cualquier otro arreglo que pueda concertarse en el futuro con respecto a otras cuestiones ambientales.

U. Artículo 10A: Transferencia de tecnología

El siguiente artículo se añadirá al Protocolo como artículo 10A:

Artículo 10A: Transferencia de tecnología

1. Las Partes adoptarán todas las medidas factibles, compatibles con los programas sufragados por el mecanismo financiero, con objeto de garantizar:

- a) que los mejores productos sustitutivos y tecnologías conexas disponibles y que no presenten riesgos para el medio ambiente se transfieran en forma expeditiva a las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5; y
- b) que las transferencias mencionadas en el apartado a) se lleven a cabo en condiciones justas y en los términos más favorables.

V. Artículo 11: Reuniones de las Partes

El apartado g) del párrafo 4 del artículo 11 del Protocolo se sustituirá por el siguiente:

g) Evaluar, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 6, las medidas de control y la situación relativa a las sustancias de transición;

W. Artículo 17: Partes que se adhieran al Protocolo después de su entrada en vigor

Se añadirán las siguientes palabras en el artículo 17 después de "en las previstas en":

los artículos 2A a 2E, y en

X. Artículo 19: Denuncia

El artículo 19 del Protocolo se sustituirá por el siguiente párrafo:

Cualquiera de las Partes podrá denunciar el presente Protocolo mediante notificación por escrito transmitida al Depositario una vez transcurrido un plazo de cuatro años después de haber asumido las obligaciones establecidas en el párrafo 1 del artículo 2A. Esa denuncia surtirá efecto un año después de la fecha en que haya sido recibida por el Depositario o en la fecha posterior que se indique en la notificación de la denuncia.

Y. Anexos

Se añadirán al Protocolo los anexos siguientes:

Anexo B

Sustancias controladas

<u>Grupo</u>	<u>Sustancia</u>	<u>Potencial de agotamiento del ozono</u>
<u>Grupo I</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-13)	1,0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1,0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1,0
C ₃ FCl ₇	(CFC-211)	1,0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1,0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1,0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1,0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1,0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1,0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1,0
<u>Grupo II</u>		
CCl ₄	tetracloruro de carbono	1,1
<u>Grupo III</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1-tricloroetano (metilcloroformo)	0,1

* Esta fórmula no se refiere al 1,1,2-tricloroetano.

Anexo C

Sustancias de transición

<u>Grupo</u>	<u>Sustancia</u>
<u>Grupo I</u>	
CHFCl ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FCl	(HCFC-31)
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FCl ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FCl ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FCl	(HCFC-151)
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FCl ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FCl ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FCl ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FCl ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FCl	(HCFC-271)

ARTICULO 2: ENTRADA EN VIGOR

1. La presente enmienda entrará en vigor el 1o. de enero de 1992, siempre que se hayan depositado por lo menos 20 instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación de la enmienda por Estados u organizaciones de integración económica regional que sean Partes en el Protocolo de Montreal relativo a las sustancias que agotan la capa de ozono. En el caso de que en esa fecha no se haya cumplido esta condición, la enmienda entrará en vigor el nonagésimo día contado a partir de la fecha en que se haya cumplido dicha condición.

2. A los efectos del párrafo 1, el instrumento depositado por una organización de integración económica regional no se contará como adicional a los depositados por los Estados Miembros de dicha organización.

3. Después de su entrada en vigor con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 1, esta enmienda entrará en vigor para cualquier otra Parte en el Protocolo en el nonagésimo día contado a partir de la fecha en que se haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment, adopted on 29 June 1990 at the Second Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held at the headquarters of the International Maritime Organization, in London from 27 to 29 June 1990.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General)

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Amendement adopté le 29 juin 1990 à la Deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tenue au siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 27 au 29 juin 1990.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Carl-August Fleischhauer



United Nations, New York
6 December 1990

Organisation des Nations Unies
New York, le 6 décembre 1990

المادة ٢ - بدء النفاذ

١ - يبدأ نفاذ هذا التعديل في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٢ ، شريطة أن يتم ايداع عشرين مكالاً على الأقل من مكوك التصديق أو القبول أو الموافقة على هذه التعديلات من جانب الدول أو منظمات التكامل الاقتصادي الإقليمية التي هي أطراف في بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون . وإذا لم يستوف هذا الشرط حتى ذلك التاريخ ، يبدأ نفاذ التعديلات في اليوم التسمين من تاريخ تحقيقه .

٢ - تحقيقاً لأغراض الفقرة ١ ، فإن أي مك من هذه المكوك تودعه منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي لا يعتبر مكالاً إضافياً للمكوك التي قامت بإيداعها الدول الأعضاء في تلك المنظمة .

٣ - بعد بدء نفاذ هذا التعديل كما نص على ذلك بموجب الفقرة ١ ، يبدأ نفاذه على أي طرف في البروتوكول في اليوم التسمين من تاريخ ايداعه مك التصديق أو القبول أو الموافقة .

المرفق جيم

المواد الانتقالية

المجموعة	المادة
<u>المجموعة الاولى</u>	
CHFC1 ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FC1	(HCFC-31)
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ظاء - المرفقات

يضاف المرفقان التاليان إلى البروتوكول :

المرفق بء

المواد الخاضعة للرقابة

المجموعة	المادة	قدرات استنفاد الازون
<u>المجموعة الاولى</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-13)	1.0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1.0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1.0
C ₃ FC17	(CFC-211)	1.0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1.0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1.0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1.0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1.0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1.0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1.0
<u>المجموعة الثانية</u>		
CCl ₄	رابع كلورية الكربون	1.1
<u>المجموعة الثالثة</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1 ثالث كلور الايثان (مثيل الكلوروفورم)	0.1

* لا تشير الحاشية إلى 1,1,2 trichloroethane .

حاء - المادة ١١ : اجتماعات الاطراف

يستأنف عن الفقرة ٤ (ن) من المادة ١١ من البروتوكول بما يلي :

(ن) تقييم تدابير الرقابة والحالة المتعلقة بالمواد

الانتقالية بموجب أحكام المادة ٦ .

حاء - المادة ١٧ : الاطراف التي تنضم بعد بدء النفاذ

تغلق المباراة التالية بعد كلمتي "فضلا عن" في المادة ١٧ :

المواد من ٢ الى ٢ هاء ، و

حاء - المادة ١٩ : الانسحاب

يستأنف عن المادة ١٩ من البروتوكول الفقرة بالتالية :

يجوز لأي طرف أن يصبح من هذا البروتوكول بواسطة تقديم

اخطار كتابي إلى جهة الايداع في أي وقت بعد مرور أربع سنوات من

الاطلاع بالاتزامات المحددة في الفقرة ١ من المادة ٢ الهـ . ويعتبر

هذا الانسحاب ساريا بعد انقضاء سنة واحدة من تاريخ استلام جهة

الايداع للاخطار بالانسحاب ، أو في تاريخ لاحق حسبما ينص عليه نص

اخطار الانسحاب .

٨ - وتوزع الموارد الموجودة في حيازة الصندوق المتعدد الاطراف بموافقة الطرف المستفيد .

٩ - تعتمد المقررات بموجب هذه المادة التي تتخذها الاطراف بتوافق الآراء ، كلما كان ذلك ممكنا . وإذا استنفت جميع الجهود للتوصل إلى اتفاق في الآراء ولم يتحقق أي اتفاق على الاطلاق ، تعتمد المقررات بأغلبية ثلثي أصوات الاطراف الحاضرة والمصوتة التي تمثل غالبية الاطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ الحاضرة والمصوتة وغالبية الاطراف غير العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ الحاضرة والمصوتة .

١٠ - لا تتعارض الآلية المالية المنصوص عليها في هذه المادة مع أي ترتيبات قد يمكن التوصل إليها مستقبلاً فيما يتعلق بالقضايا البيئية الأخرى .

شين - المادة ١٠ ألف : نقل التكنولوجيا

تضاف المادة التالية إلى البروتوكول باعتبارها المادة ١٠ ألف :

المادة ١٠ ألف : نقل التكنولوجيا

يتخذ كل طرف جميع الخطوات العملية ، بما يتفق مع البرامج التي تدعمها الآلية المالية من أجل ضمان :

(أ) نقل أفضل المواد البديلة المتاحة المأمونة بيئياً والتكنولوجيات ذات الملة إلى الاطراف العاملة بمقتضى الفقرة ١ من المادة ٥ على وجه السرعة ، و

(ب) أن يتم النقل المشار إليه في الفقرة الفرعية ١ في إطار أفضل الشروط العادلة الملائمة .

٤ - يعمل الصندوق المتعدد الاطراف تحت ملطة الاطراف التي ستقوم بتحديد السياسات الشاملة للصندوق .

٥ - تنشئ الاطراف لجنة تنفيذية لتقوم بوضع ورمذ تنفيذ سياسات عملية محددة ومبادئ توجيهية وترتيبات ادارية بما في ذلك توزيع الموارد من أجل تحقيق الهدف من الصندوق المتعدد الاطراف . وتقوم اللجنة التنفيذية بمهامها ومسؤولياتها على النحو المحدد في اختصاصاتها بالتعاون مع البنك الدولي أو برنامج الأمم المتحدة للبيئة أو برنامج الأمم المتحدة الإنمائي أو أي وكالات أخرى ملائمة وبمساعدة منها كل في مجال اختصاصه . تقوم الاطراف بالموافقة على أعضاء اللجنة التنفيذية الذين يتم اختيارهم على أساس التمثيل المتوازن للأطراف العاملة بمقتضى الفقرة ١ من المادة ٥ و الاطراف غير العاملة بمقتضاها .

٦ - يمول الصندوق المتعدد الاطراف من مساهمات الاطراف غير العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ بالعملة القابلة للتحويل وفي الحالات الاستثنائية عينا و/أو بالعملة المحلية على أساس جدول اشتراكات الأمم المتحدة . وتشجع الاطراف الأخرى على تقديم مساهمات . ويمكن ان يعتبر التعاون الشخائي والتعاون الاقليمي حتى نسبة مئوية معينة في حالات خاصة توافق عليها الاطراف بواسطة مقرر ووفقا لاي معايير تحددها الاطراف بمقرر ، مساهمة في الصندوق المتعدد الاطراف ، ويشترط كحد أدنى في هذا التعاون أن :

(١) يكون متملاً بشكل محدد بالامتثال لاحكام هذا البروتوكول ؛

(ب) يوفر موارد اضافية ؛ و

(ج) يغطي التكاليف الاضافية المتفق عليها .

٧ - تعتمد الاطراف الميزانية البرنامجية للصندوق متعدد الاطراف لكل فترة مالية وتحدد النسبة المئوية لمساهمات كل طرف على حدة فيه .

התאחדות המורים

(2) המועצה הלאומית למערכת הוראה

התאחדות המורים והתאחדות המורים

3, המועצה הלאומית למערכת הוראה

6 ב' התאחדות המורים

התאחדות המורים והתאחדות המורים

התאחדות המורים והתאחדות המורים

4, המועצה הלאומית למערכת הוראה

5 המועצה הלאומית

1, המועצה הלאומית למערכת הוראה

6 המועצה הלאומית

התאחדות המורים והתאחדות המורים

התאחדות המורים והתאחדות המורים

1, המועצה הלאומית למערכת הוראה

(4) המועצה הלאומית למערכת הוראה

1 המועצה הלאומית

התאחדות המורים והתאחדות המורים

(1) המועצה הלאומית למערכת הוראה

1 - המועצה הלאומית למערכת הוראה

התאחדות המורים והתאחדות המורים

1 המועצה הלאומית למערכת הוראה

1 - המועצה הלאומית למערכת הוראה

התאחדות המורים והתאחדות המורים

התאחדות המורים והתאחדות המורים

התאחדות המורים והתאחדות המורים

התאחדות המורים והתאחדות המורים

- وارداته ومدراته إلى كل من الأطراف وغير الأطراف ،

من كل من المواد الخاضعة للرقابة المحددة في المرفقين اله وبراء وكذا من المواد الانتقالية الواردة في المجموعة الأولى من المرفق جيم عن السنة التي يبدأ فيها مريان الاحكام المتعلقة بالمواد فسي المرفق بء على ذلك الطرف ، وعن كل سنة تالية . ويتمين تقديم هذه البيانات في موعد لا يتجاوز فترة تسمة أؤهر من انتهاء السنة التي تتعلق بها تلك البيانات .

ع - تتوفي الأطراف العاملة بموجب حكم الفقرة ٨ (١) ممن المادة ٢ ، الشروط الواردة في الفقرات ١ و ٢ و ٣ من هذه المادة ، فيها يتعلق بالبيانات الاحصائية عن الواردات والمدرات ، اذا قدمت منظمة اقليمية للتكامل الاقتصادي مننية ، بيانات عن الواردات والمدرات بينها وبين الدول غير الاعضاء في تلك المنظمة.

فاه - المادة ٩ : البحة والتطوير والوعي الجماهيري وتبادل المعلومات

يمتاع عن الفقرة ١ (١) من المادة ٩ بما يلي :

(١) أفضل التعيينات لتحسين احتواء أو استرجاع أو اعادة تطوير أو اعادة المواد الخاضعة للرقابة والمواد الانتقالية أو خلفي انبعاثاتها ؛

راء - المادة ١٠ : الالية المالية

يمتاع عن المادة ١٠ من البروتوكول بما يلي :

المادة ١٠ : الالية المالية

١ - تتمتع الأطراف آلية للإبلاغ توفير التعاون المالي والتعفي ، بما في ذلك نقل التكنولوجيا ، إلى الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ من هذا البروتوكول لتمكينها من الاعمال لتدابير الرقابة الواردة في المواد من ٢ إلى ٢ هاء من البروتوكول . تقوم الالية ، التي ستكون المساهمات فيها اخافية للموارد المالية

٩ - تتخذ الاطراف المقررات المشار إليها في الفقرات ٤ و ٦ و ٧ من هذه المادة طبقا لنفس الاجراء المعمول به في اتخاذ القرارات بموجب المادة ١٠ .

فاء - المادة ٦ : تقييم واستعراض تدابير الرقابة

تضاف العبارة التالية بعد "المادة ٢" في المادة ٦ من البروتوكول :

المواد من ٢ ألف إلى ٢ هاء الوضع المتعلق بانتاج وواردات وصادرات المواد الانتقالية في المجموعة الاولى من المرفق جيم

ساد - المادة ٧ : إبلاغ البيانات

١ - يستعاض عن المادة ٧ من البروتوكول بالتالي :

١ - على كل طرف أن يزود الامانة ، في خلال ثلاثة أشهر من بعد أن يصبح طرفا ، بالبيانات الاحصائية عن إنتاج وواردات وصادرات كل من المواد الخاضعة للرقابة في الملحق الف عن عام ١٩٨٦ ، أو أفضل تقديرات ممكنة لتلك البيانات في حالة عدم توفر بيانات فعلية .

٢ - يقدم كل طرف إلى الامانة بيانات احصائية عن انتاجه ووارداته وصادراته من كل مادة من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق بء فضلا عن كل مادة من المواد الانتقالية المحددة في المجموعة الاولى من المرفق جيم عن عام ١٩٨٩ ، أو أفضل تقديرات ممكنة لمثل هذه البيانات في حالة عدم توافر البيانات الفعلية ، في موعد لا يتجاوز ثلاثة أشهر من تاريخ سريان الحدود الواردة في البروتوكول فيما يتعلق بالمواد في المرفق بء على هذا الطرف .

٣ - على كل طرف أن يقدم إلى الامانة بيانات احصائية عن انتاجه السنوي (كما حدد في الفقرة ٥ من المادة ١) وبيانات منمطة عن :

- الكميات المستخدمة كمادة أساسية ،

- الكميات المبادة بواسطة التقنيات التي وافقت عليها الاطراف ،

٤ - وإذا وجد أي طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، في أي وقت قبل تطبيق التزاماته بتدابير الرقابة الواردة في المادة من ٢ أ إلى ٢ هـ ، أنه غير قادر على الحصول على الامدادات الكافية من المواد الخاضعة للرقابة ، يجوز له إخطار الامانة بذلك . وتقوم الامانة هذا الاخطار إلى الاطراف ، التي تنظر بدورها في المسألة في اجتماعها المعادي التالي وتقرر ما يمكن أن تتخذه من اجراء مناسب في هذا الشأن .

٥ - إن تطوير القدرة للإيفاء بالتزامات الاطراف المعاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة للامتثال بتدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ أ إلى ٢ هـ وتنفيذها من قبل نفس الاطراف يعتمد على التنفيذ الفعال للتعاون المالي الذي نعت عليه المادة ١٠ ونقل التكنولوجيا كما نعت عليه المادة ١٠ أ ك .

٦ - يجوز لأي طرف يعمل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، في أي وقت من الأوقات ، إخطار الامانة كتابة انه بالرغم من اتخاذه لجميع الخطوات العملية فهو غير قادر على تنفيذ أي أو جميع الالتزامات الواردة في المواد من ٢ أ إلى ٢ هـ نظرا لعدم التنفيذ الكافي للمادتين ١٠ و ١٠ أ ك . وعلى الامانة أن تحيل نسخة من الاخطار إلى الاطراف ، التي ستنظر في المسألة في اجتماعها التالي وأن تولي الفقرة ٥ من هذه المادة ما يلزم من الامتراك وأن تقرر بشأن الاجراء الملزم الذي يمكن اتخاذه .

٧ - لا تنطبق تدابير عدم الامتثال المطار إليها في المادة ٨ على الطرق المقدم للاخطار ، خلال الفترة الواقعة بين تقديم الاخطار واجتماع الاطراف الذي ينبغي أن يتم فيه تقرير الاجراء المتكسب المطار إليه في الفقرة ٦ أعلاه ، أو خلال فترة أخرى ، إذا قرر اجتماع الاطراف ذلك .

٨ - يمكن اجتماع الاطراف ، في موعد لا يتعدى عام ١٩٩٥ ، يتم فيه استعراض حالة الاطراف المعاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، بها في ذلك التنفيذ الفعال للتعاون المالي ونقل التكنولوجيا إليها ، واعتقاد ما يراه الاجتماع ضروريا من تنقيحات لجداول تدابير الرقابة السارية على هذه الاطراف .

عين - المادة ٥ : الوضع الخاص للبلدان النامية

يستعاض عن المادة ٥ من البروتوكول بالفقرات التالية :

١ - يحق لأي طرف من البلدان النامية يقل المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق ألف عن آ.٣ كيلوغرامات للفرد سنوياً في تاريخ نفاذ هذا البروتوكول أو أي وقت بعد ذلك حتى ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٩ ، أن يؤخر امتثاله لتدابير الرقابة المحددة في المواد ٢ ألف إلى ٢ هاء ، لمدة عشر سنوات لتلبية احتياجاته المحلية الأساسية .

٢ - بيد أنه ، على كل طرف يعمل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ، ألا يتجاوز المستوى السنوي المحسوب لاستهلاك الفرد فيها من المواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق ألف قدره آ.٣ كيلوغرامات ولا أن يتجاوز المستوى المحسوب السنوي لاستهلاك الفرد فيها من المواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق بـ آ.٣ كيلوغرامات .

٣ - عند تنفيذ تدابير الرقابة المنصوص عليها في المواد من ٢ ألف إلى ٢ هاء ، يحق لأي طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة أن يستخدم :

(أ) بالنسبة للمواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق ألف ، أما متوسط المستوى المحسوب لاستهلاكه سنوياً عن الفترة من ١٩٩٥ إلى ١٩٩٧ بأكملها ، أو مستوى محسوباً من الاستهلاك قدره آ.٣ كيلوغرامات للفرد ، أيهما أقل ، كأساس لتحديد امتثاله لتدابير الرقابة .

(ب) بالنسبة للمواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق بـ آ.٣ ، أما متوسط المستوى المحسوب لاستهلاكه سنوياً عن الفترة من ١٩٩٨ إلى ٢٠٠٠ بأكملها ، أو مستوى محسوباً من الاستهلاك قدره آ.٣ كيلوغرامات للفرد ، أيهما أقل كأساس لتحديد امتثاله لتدابير الرقابة .

٤ مكرر - على الاطراف أن تحدد ، في غضون خمس سنوات من تاريخ بدء هذه الفقرة ، مدى امكانية حظر أو تقييد لاستيراد منتجات المواد الخاضعة للرقابة الواردة في المرفق بـ ، التي لا تحتوي على مواد خاضعة للرقابة من أي دولة ليست طرفاً في البروتوكول . وعلى الاطراف إذا قررت امكانية ذلك ، أن تقوم وفقاً للإجراءات المنصوص عليها في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة لتلك المنتجات وأيرادها في مرفق . وعلى الاطراف التي لم تمتثل على ذلك وفقاً للإجراءات مالمسبقة ، أن تحظر أو تقييد في غضون سنة واحدة من بدء مريان المرفق ، امتيراد المواد المشار إليها من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

٥ - يلزم كل طرف ما أمكنه عملياً ، بعدم تشجيع تصدير تكنولوجيا إنتاج المواد الخاضعة للرقابة أو امتعمالها إلى أي دولة ليست طرفاً في البروتوكول .

٢ - يستأنف عن الفقرة ٨ من المادة ٤ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٨ - ينقح الحظر عن أحكام هذه المادة ، يجوز السماح بالواردات المشار إليها في الفقرات ١ و ٢ و ٣ و ٤ و ٤ مكرر والصادرات المشار إليها في الفقرات ٢ و ٣ مكرر من أي دولة غير طرف في هذا البروتوكول أو إليها إذا قررت الاطراف في اجتماع لها أن هذه الدولة تطبق تطبيقاً كاملاً أحكام المادة ٢ والمواد ٢ الك إلى ٣ هـ وهذه المادة ، وانها قدمت بهانات بهذا المعنى كما هو محدد في المادة ٧ .

٢ - تنقح الفقرة التالية إلى المادة ٤ من البروتوكول ، باعتبارها الفقرة ٩ :

٩ - لاغراض هذه المادة ، يشمل مصطلح "دولة غير طرف في هذا البروتوكول" ، فيها يتعلق بأي مادة معينة خاضعة للرقابة أية دولة أو منظمة للتكامل الاقتصادي الاقليمي لم توافق على أن تلتزم بتدابير الرقابة السارية على تلك المادة .

٢ - على كل طرف أن يحظر اعتباراً من ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٣ تصدير أي مادة من المواد الخام للرقابة واردة في الملحق ألف لأي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

٣ مكرر - على كل طرف أن يحظر ابتداء من مرور عام واحد من تاريخ بدء نفاذ هذه الفقرة ، تصدير أي مادة من المواد الخام للرقابة الواردة في الملحق بـأه لأي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول ،

٢ - على الأطراف أن تقوم ، ابتداء من ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٣ وتبعا للإجراءات الواردة في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة ترد في مرفق وتتضمن المنتجات المحتوية على مواد خام للرقابة في الملحق أـك . وعلى الأطراف التي لم تصدق على المرفق وفقاً لتلك الإجراءات ، أن تحظر ، في غضون سنة واحدة من بدء مريان المرفق ، استيراد تلك المنتجات من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

٣ مكرر - على الأطراف أن تقوم ، في غضون ثلاثة سنوات من تاريخ بدء نفاذ هذا البروتوكول ، وتبعا للإجراءات المعمول عليها في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة ترد في مرفق وتتضمن المنتجات المحتوية على مواد خام للرقابة في الملحق بـأه . وعلى الأطراف التي لم تصدق على المرفق وفقاً لتلك الإجراءات ، أن تحظر في غضون سنة واحدة من بدء مريان المرفق ، استيراد تلك المنتجات من أي دولة ليست طرفاً في البروتوكول .

٤ - على الأطراف أن تحدد ، في موعد لا يتجاوز ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٤ متى إمكانية حظر أو تقييد استيراد محتويات المواد الخام للرقابة في الملحق أـك التي لا تحتوي على مواد خام للرقابة من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول . وعلى الأطراف إذا قررت إمكانية ذلك ، أن تقوم تبعا للإجراءات المعمول عليها في المادة ١٠ من الاتفاقية ، بوضع قائمة بحلك المنتجات وإيرادها في مرفق . وعلى الأطراف التي لم تصدق على ذلك أن تقوم وفقاً للإجراءات المذكورة آنفاً ، وفي غضون سنة واحدة من بدء مريان المرفق ، بحظر أو تقييد استيراد تلك المنتجات من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول .

ينتج تلك المادة أن يضمن ، في نفس الفترات ، ألا يتجاوز المستوي المحسوب لانتاجه مغرا . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب للانتاج هذا الحد إلى ١٥ في المائة من المستوى المحسوب للانتاج في عام ١٩٨٩ وذلك لمد الاحتياجات المحلية الامامية للطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٥ - تستعرض الاطراف في عام ١٩٩٢ إمكانية وضع برنامج أسرع للتخفيضات من البرنامج المبتين في هذه المادة .

نون - المادة ٣ : حساب مستويات الرقابة

١ - يخاف ما يلي بعد عبارة "المادة ٣" في المادة ٣ من البروتوكول :

، من ٢ ألف إلى ٢ هاء ،

٢ - تخاف العبارة التالية بعد "الملحق الف" كلما وردت في المادة ٣ من البروتوكول :

أو الملحق بء

سبن - المادة ٤ : مراقبة المبادلات التجارية مع غير الاطراف

١ - يستعان عن الفقرات من ١ إلى ٥ من المادة ٤ بالفقرات التالية :

١ - يحظر على كل طرف امتيراد المواد الخاضعة للرقابة الواردة في الملحق الف ، من أي دولة ليست طرفا في هذا البروتوكول ، ابتداء من ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٠ .

١ مكرر - على كل طرف أن يقوم بحظر امتيراد المواد الخاضعة للرقابة الواردة في الملحق بء ، من أي دولة ليست طرفا في هذا البروتوكول ، في غضون عام واحد من تاريخ بدء نفاذ هذه الفقرة .

لاستهلاكه في ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يضمن ألا يتجاوز انتاجه من هذه المادة ، في نفس الفترات ، المستوى المحسوب لانتاجه السنوي في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب لانتاجه ذلك الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ وذلك لحد الاحتياجات المحلية الاساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهرا التي تبدأ في كانون الثاني/يناير ١٩٩٥ ، وفي كل فترة اثني عشر شهرا بعد ذلك ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة العالمة في الملحق بآء سبمين في المائة سنويا من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة الخاضعة للرقابة أن يضمن ألا يتجاوز المستوى المحسوب لانتاج هذه المادة ، في نفس الفترات سبمين في المائة من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب لانتاجه ذلك الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ وذلك لحد الاحتياجات المحلية الاساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في كانون الثاني/يناير ٢٠٠٠ ، وفي كل فترة اثني عشر شهرا بعد ذلك ، ألا يتجاوز استهلاكه من المادة الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة العالمة في الملحق بآء ثلاثين في المائة ، سنويا ، من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يضمن أن المستوى المحسوب لانتاجه من هذه المادة لا يتجاوز ثلاثين في المائة سنويا من المستوى المحسوب لاستهلاكه في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز أن يتجاوز المستوى المحسوب لانتاجه ذلك الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من انتاجه في ١٩٨٩ وذلك لحد الاحتياجات المحلية الاساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٤ - على كل طرف أن يضمن خلال فترة الاثني عشر شهرا التي تبدأ في كانون الثاني/يناير ٢٠٠٥ ، وفي كل فترة اثني عشر شهرا بعد ذلك ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة العالمة في الملحق بآء صفرا . وعلى كل طرف

المادة ٢ دال : رابع كلوريد الكربون

١ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في كانون الثاني/يناير ١٩٩٥ وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المادة الخاضعة للرقابة من المجموعة الثانية في الملحق بآء خمسة عشر في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لاستهلاكه عام ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يكفل أن المستوى المنسوب لانتاجه منها خلال الفترات نفسها لا يتجاوز خمسة عشرة في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعمق هذا الحد بنسبة تصل إلى عشرة في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ لسد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في كانون الثاني/يناير ٢٠٠٠ وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك ، ألا يتجاوز المستوى المحسوب لاستهلاكه من المادة الخاضعة للرقابة من المجموعة الثانية في الملحق بآء مفرأ . وعلى كل طرف ينتج هذه المادة أن يتأكد من أن المستوى المحسوب لانتاجه منها في نفس الفترة لا يتجاوز مفرأ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعمق هذا الحد بما لا يتجاوز خمسة عشر في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في ١٩٨٩ لسد الاحتياجات الأساسية المحلية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

ميم - المادة ٢ هاء : خالك كلور الاثنيان ١٤١،١٤١ (ميجيل الكلوروفلوريم)

تعد الفترات التالية إلى البروتوكول باعتبارها المادة ٢ هاء :

المادة ٢ هاء : خالك كلور الاثنيان ١٤١،١٤١ (ميجيل الكلوروفلوريم)

١ - على كل طرف أن يضمن ، خلال فترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٢ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك ألا يتجاوز استهلاكه السنوي من المواد الخاضعة للرقابة المبرجعة في المجموعة الثالثة في الملحق بآء ، المستوى المحسوب

واحدة أو أكثر من هذه المواد أن يضمن ، خلال الفترات نفسها ، أن المستوى المحسوب لانتاجه منها لا يتعدى ثمانين في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لانتاجه في عام ١٩٨٩ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعدى هذا الحد بنسبة عشرة في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه في عام ١٩٨٩ لمد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٧ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك الا يتجاوز المستوى المحسوب لامتلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى في الملحق بـ٥ خمسة عشر في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لامتلاكه في عام ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج مادة أو أكثر من هذه المواد أن يكفل خلال الفترات نفسها ، الا يتعدى المستوى المحسوب لانتاجه من هذه المواد خمسة عشر في المائة سنوياً من المستوى المحسوب لانتاجه عام ١٩٨٩ . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعدى هذا الحد بما لا يزيد عن عشرة في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه عام ١٩٨٩ لمد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

٢ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٠ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك الا يتجاوز المستوى المحسوب لامتلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى في الملحق بـ٥ المرفر . وعلى كل طرف ينتج مادة أو أكثر من هذه المواد أن يكفل بالنسبة لنفس الفترات الا يتعدى المستوى المحسوب لانتاجه من تلك المواد مئراً . غير أنه يجوز للمستوى المحسوب لانتاجه أن يتعدى هذا الحد بما لا يزيد عن خمسة عشر في المائة من المستوى المحسوب لانتاجه عام ١٩٨٩ لمد الاحتياجات المحلية الأساسية للأطراف التي تشمل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ .

لام - المادة ٢ دال - رابح كلوريد الكربون

تعاكس المقررتان التاليتان إلى البروتوكول باعتبارهما المادة ٢ دال :

التي تمثل ما لا يقل عن ٥٠ ٪ من إجمالي امتهلاك الأطراف من المواد الخاضعة للرقابة

ويستعاض عنها بما يلي :

تمثل أغلبية الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ الحاضرة والمصوتة و أغلبية الأطراف غير العاملة بتلك الفقرة الحاضرة والمصوتة .

طاء - المادة ٢ ، الفقرة ١٠ (ب)

تحذف الفقرة ١٠ (ب) من المادة ٢ من البروتوكول وتصبح الفقرة ١٠ (الف) من المادة ٢ الفقرة ١٠ .

يباء - المادة ٢ ، الفقرة ١١

تضاف العبارة التالية بمد كلمتي "هذه المادة" ايضاً وردتا في الفقرة ١١ من المادة ٢ من البروتوكول :

والمواد من ٢ ألف إلى ٢ هاء .

كاف - المادة ٢ جيم : المركبات الكلورية الفلورية

الكربونية الأخرى كاملة الهلجنة

تضاف الفقرات التالية إلى البروتوكول باعتبارها المادة ٢ جيم :

المادة ٢ جيم : المركبات الكلورية الفلورية الكربونية

الأخرى كاملة الهلجنة

١ - على كل طرف أن يضمن لفترة الاثني عشر شهراً التي تبدأ من كانون الثاني/يناير ١٩٩٣ ، وفي كل فترة اثني عشر شهراً بعد ذلك الا يتجاوز المستوى المحسوب لامتلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى في الملحق بباء شمانين في المائة مئوية من المستوى المحسوب لامتلاكه في عام ١٩٨٩ . وعلى كل طرف ينتج مادة

: קצתות... (2) ב' ע'... (2) ב' ע'...

(2) ב' ע'... - ב' ע'

1961... ב' ע'

: קצתות... (1) ב' ע'... (1) ב' ע'...

(1) ב' ע'... - ב' ע'

ב' ע'... ב' ע'

: קצתות...

... (1) ב' ע'... (1) ב' ע'...

(1) ב' ע'... - ב' ע'

... ב' ע'... ב' ע'

: קצתות... (1) ב' ע'...

(1) ב' ע'... (1) ב' ע'...

(1) ב' ע'... - ב' ע'

... ב' ע'... ב' ע'

: קצתות... (1) ב' ע'...

(1) ב' ע'... (1) ב' ע'...

(1) ב' ע'... - ב' ע'

... ב' ע'... ב' ע'... ב' ע'...

باء - المادة ١ : تعاريف

١ - يستعاض عن الفقرة ٤ من المادة ١ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٤ - تعني "المادة الخاضعة للرقابة" أية مادة مدرجة في الملحق ألف أو الملحق بباء من هذا البروتوكول ، سواء كانت قائمة بذاتها أو موجودة في مخلوط . وتشمل الايسمرات من أي من هذه المواد ، فيما عدا ما هو مبين بالمرفق ذي العلة ، غير أن ذلك يستبعد أية مادة خاضعة للرقابة أو مخلوط يكون موجودا في منتج يمنع بخلاف أي وعاء يستخدّم في نقل المادة المدرجة أو في تخزينها .

٢ - يستعاض عن الفقرة ٥ من المادة ١ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٥ - يعني "الانتاج" حجم ما ينتج من المواد الخاضعة للرقابة مطروحاً منه الكمية المهداة بواسطة التكنولوجيات المتمين أن توافق عليها الاطراف ومطروحة منها الكمية المستخدمة بالكامل كمواد أساسية في انتاج مواد كيميائية أخرى . ولا تعتبر الكميات المعاد دورانها واستخدامها على أنها ("إنتاج") .

٢ - تضاف الفقرة التالية إلى المادة ١ من البروتوكول :

٩ - يقصد "بالمواد الانتقالية" المواد المهيئة بالمرفق جيم لهذا البروتوكول ، سواء كانت قائمة بذاتها أو مستخدمة في مزيج . وتشمل ايسومرات تلك المواد فيما عدا ما قد تحدد في المرفق جيم ، بيد أنه يستبعد منها أي مادة انتقالية أو مزيج يوجد في أي منتجات معدّمة غير الوعاء المستخدم في نقل أو تخزين تلك المادة .

جيم - المادة ٢ ، الفقرة ٥

يستعاض عن الفقرة ٥ من المادة ٢ من البروتوكول بالفقرة التالية :

٥ - يجوز لأي طرف أن ينقل إلى أي طرف آخر لفترة واحدة أو أكثر من فترات الرقابة أي جزء من مستوى إنتاجه المحسوب المبيّن في الفقرتين ٢ ألف ، إلى ٢ هاء ، خريطة ألا يتجاوز إجمالي المستويات المحسوبة المجمعة لانتاج الاطراف الممنية من أي مجموعة مواد خاضعة

تعديلات بروتوكول مونتريال بشأن
المواد المستنفدة لطبقة الاوزون

المادة ١ : التعديلات

الف - فقرات الديباجة

١ - يستعاض عن الفقرة ٦ من ديباجة البروتوكول بما يلي :

وتصميما منها على حماية طبقة الاوزون باتخاذ التدابير الوقائية للحد على نحو عادل من الحجم الكلي لانبعاثات المواد المستنفدة للأوزون على النطاق العالمي ، مع القضاء عليها كهدف نهائي على اساس التطورات في المعرفة العلمية ، وآخذة في الحسبان للاعتبارات الفنية الاقتصادية وواضحة في الاعتبار الاحتياجات الإنمائية للبلدان النامية .

٢ - يستعاض عن الفقرة ٧ من ديباجة البروتوكول بما يلي :

إذ تسلم بالحاجة إلى حكم خاص لتلبية احتياجات البلدان النامية ، بما في ذلك توفير موارد مالية اضافية وامكانية الوصول إلى التكنولوجيات المناسبة مع الاخذ في الاعتبار أنه يمكن التنبؤ بحجم الاموال اللازمة وتوقع ما يمكن أن تقوم به الاموال من فرق هائل في قدرة العالم على مواجهة المشكلة الشابتة علميا الخاصة باستنفاد الأوزون وما لها من آثار ضارة .

٣ - ويستعاض عن الفقرة ٩ من الديباجة بما يلي :

وإذ تنظر بعين الاعتبار لاهمية تعزيز التعاون الدولي في مجال البحث ، وتطوير ونقل التكنولوجيات البديلة المتعلقة بالرقابة على انبعاثات المواد المستنفدة للأوزون والتقليل منها ، مع اينلاء الاعتبار بمفء خاصة لاحتياجات البلدان النامية .

《关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书》的修正

第1条：修正

A. 序言段落

1. 议定书序言第六段应以下文取代：

决心采取公平地控制消耗臭氧层物质全球排放总量的预防措施，以保护臭氧层，而最终目的则是根据科学知识的发展，考虑到技术和经济方面，并铭记发展中国家的发展需要，来彻底清除此种排放，

2. 议定书序言第七段应以下文取代：

认识到必需作出特别安排，满足发展中国家的需要，包括提供额外的资金和取得有关技术，考虑到所需资金款额可以预期，且此项资金将大大提高世界处理科学断定的臭氧消耗及其有害影响问题的能力，

3. 议定书序言第九段应以下文取代：

考虑到有关消耗臭氧层物质排放控制和削减的替代技术的研究、发展和转让方面，必须促进国际合作，特别铭记着发展中国家的需要，

B. 第1条：定义

1. 议定书第1条第4款应以下文取代：

4. “控制物质”是指本议定书附件A或附件B所载单独存在的或存在于混合物之内的物质；除非特别在有关附件中指明，应包括任何这类物质的异构体，但不包括制成品内所含任何控制物质或混合物，而包括运输或储存该物质的容器中的此种物质或混合物。

2. 议定书第1条第5款应以下文取代:

5. “生产量”是指控制物质的生产量减去待由各缔约国核准的技术所销毁的数量再减去完全用作其他化学品制造原料的数量之后所得的数量。再循环和再使用的数量不算作“生产量”。

3. 议定书第1条内应加列下款:

9. “过渡性物质”是指本议定书附件C所载单独存在的或存在于混合物之内的物质;除非可能在附件C内特别指明,应包括任何这类物质的异构体,但不包括制成品内所含任何过渡性物质或混合物,而包括运输或储存该物质的容器中的此种物质或混合物。

C. 第2条第5款

议定书第2条第5款应以下款取代:

5. 任何缔约国在任何一个或几个控制期间内,可转移给另一缔约国第2 A至2 E条款所规定的生产计算数量的任何数量,只要有关缔约国所生产的任何一类控制物质计算总额并不超过这些条款为该类物质规定的限额。此种生产的转移应由每一个有关缔约国通报秘书处,说明转移的条件及适用的期间。

D. 第2条第6款

在第2条第6款中“控制物质”首次出现前加入:

附件A或附件B

E. 第2条第8(a)款

在议定书第2条第8(a)款“本条”两字之后都加上:

及第2 A至2 E条

F. 第2条第9(a)(i)款

在议定书第2条第9(a)(i)款“附件A”等字之后加上：

和/或附件B

G. 第2条第9(a)(ii)款

下列字样应自议定书第2条第9(a)(ii)款中删去：

从1986年数量

H. 第2条第9(c)款

删去议定书第2条第9(c)款内下列文字：

至少占缔约国控制物质消费总量中百分之五十的出席并参加投票的缔约国
以三分之二多数票通过此种决定

并以下列文字取代：

出席并参加表决的按第5条第1款行事的缔约国多数票以及出席并参加表
决的非按该条款行事的缔约国的多数票通过此种决定

I. 第2条第10(b)款

议定书第2条第10(b)款应予删去，第2条第10(a)款应为第10款。

J. 第2条第11款

在议定书第2条第11款“本条”两字之后都加上：

及第2A至2E条

K. 2C条：其他全卤化氟氯化碳

将以下各款加在议定书内作为第2C条：

第 2 C 条：其他全卤化氟氯化碳

1. 每一缔约国应确保，在 1993 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第一类控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百分之八十。生产一种或数种这些物质的每一缔约国，应确保其在同一期间内这些物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年生产的计算数量的百分之八十。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十。

2. 每一缔约国应确保，在 1997 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第一类控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百分之十五。生产一种或数种这些物质的每一缔约国，应确保其在同一期间内这些物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年生产的计算数量的百分之十五。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十。

3. 每一缔约国应确保，在 2000 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第一类控制物质的消费的计算数量不超过零。生产一种或数种这些物质的每一缔约国，应确保其在同一期间内这些物质的生产的计算数量不超过零。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十五。

L. 第 2 D 条：四氯化碳

将以下各款加在议定书内作为第 2 D 条：

第 2 D 条：四氯化碳

1. 每一缔约国应确保，在 1995 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每

十二个月内，其附件 B 第二类所列控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百分之十五。生产该物质的每一缔约国，应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年生产的计算数量的百分之十五。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十。

2. 每一缔约国应确保，在 2000 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第二类所列控制物质的消费的计算数量每年不超过零。生产该物质的每一缔约国应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过零。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十五。

M. 第 2 E 条：1, 1, 1 - 三氯乙烷 (甲基氯仿)

将以下各款加在议定书内作为第 2 E 条：

第 2 E 条：1, 1, 1 - 三氯乙烷 (甲基氯仿)

1. 每一缔约国应确保，在 1993 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第三类控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量。生产该物质的每一缔约国应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年的生产的计算数量。但为满足按照第 5 条第 1 款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其 1989 年生产的计算数量的百分之十。

2. 每一缔约国应确保，在 1995 年 1 月 1 日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件 B 第三类控制物质的消费的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百分之七十。生产该物质的每一缔约国应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其 1989 年消费的计算数量的百

分之七十。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这一限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十。

3. 每一缔约国应确保，在2000年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第三类所列控制物质的消费的计算数量每年不超过其1989年消费的计算数量的百分之三十。生产该物质的每一缔约国，应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量每年不超过其1989年生产的计算数量的百分之三十。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十。

4. 每一缔约国应确保，在2005年1月1日起的十二个月期间，及其后每十二个月内，其附件B第三类所列控制物质的消费的计算数量不超过零。生产该物质的每一缔约国，应确保其同一期间内该物质的生产的计算数量不超过零。但为满足按照第5条第1款行事的缔约国的国内基本需要，其生产的计算数量可超过这个限额，超出部分至多为其1989年生产的计算数量的百分之十五。

5. 缔约国应于1992年审查本条规定的削减进度是否尚可加快。

N. 第3条：控制数量的计算

1. 在议定书第3条的“第2条”等字之后加上：

、第2A至2E条

2. 在议定书第3条的“附件A”等字之后都加上：

或附件B

0. 第4条：同非缔约国贸易的控制

1. 第4条第1至第5款应以下列各款取代：

1. 从1990年1月1日起，每一缔约国应禁止从非本议定书缔约国的任何国家进口附件A所列控制物质。

1之二。在本款生效之日以后一年内，每一缔约国应禁止从非本议定书缔约国的任何国家进口附件B所列控制物质。

2. 从1993年1月1日起，每一缔约国应禁止向非本议定书缔约国的任何国家出口附件A所列任何控制物质。

2之二。在本款生效之日起一年后，每一缔约国应禁止向非本议定书缔约国的任何国家出口附件B所列任何控制物质。

3. 到1992年1月1日，缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一附件内列出含有附件A所列控制物质的产品清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内禁止从非本议定书缔约国的任何国家进口此种产品。

3之二。在本款生效之日起三年内，各缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一附件内列出含有附件B所列控制物质的产品清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内禁止从非本议定书缔约的任何国家进口此种产品。

4. 到1994年1月1日，缔约国应确定是否禁止或限制从非本议定书缔约国的国家进口在生产过程中使用附件A所列控制物质但不含有此种物质的产品。如果确定可行，缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一份附件内列出此种产品的清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内，禁止或限制从非本议定书缔约国的任何国家进口此种产品。

4之二。在本款生效之日起五年内，缔约国应确定是否禁止或限制从非本议定书缔约国的国家进口在生产过程中使用附件B所列控制物质但不含有此种物质的产品。如果确定可行，缔约国应依照公约第10条规定的程序，在一份附件内列出此种产品的清单。未曾依照该程序对该附件提出异议的缔约国，应在该附件生效后一年内，禁止或限制从非本议定书缔约国的任何国家进口此种产品。

5. 每一缔约国承诺尽量以可行的步骤劝阻向非本议定书缔约国的任何国家出口生产和利用控制物质的技术。

3. 议定书第4条第8款应由下款取代：

8. 虽有本条的规定，非本议定书缔约国的任何国家如经缔约国会议确定充分遵守第2条、第2A至2E条和本条规定并已按照第7条规定提交数据以为佐证，则可以允许从该国作第1，1之二、3、3之二、4和4之二各款所指的进口，或对该国作第2和2之二款所指的出口。

4. 议定书第4条内应加入下款作为第9款：

9. 为本条的目的，“非本议定书缔约国的国家”一词，以任何特定的控制物质而言，应包括尚未同意受当时对该物质生效的控制措施约束的每一国家或区域经济一体化组织。

P. 第5条：发展中国家的特殊情况

议定书第5条应以下文取代：

1. 任何发展中国家缔约国，如果在本议定书对其生效之日或其后直至1999年1月1日止其附件A所列控制物质每年的消费的计算数量低于人均0.3公斤，为满足其国内基本需要应有权暂缓十年执行第2A至2E条规定的控制措施。
2. 不过，任何按照本条第1款行事的缔约国，其附件A所列控制物质每年的消费的计算数量不得超过人均0.3公斤，或其附件B所列控制物质每年的消费的计算数量不得超过人均0.2公斤。
3. 在执行第2A至2E条所规定控制措施时，任何按本条第1款行事的缔约国应有权使用：
 - (a) 对于附件A所列控制物质：其1995至1997年每年消费的计算数量的平均值或消费的计算数量为人均0.3公斤，取其数值较低者作为确定其执行控制措施的基准；
 - (b) 对于附件B所列控制物质：其1998至2000年每年消费的计算数量的平均值或消费的计算数量为人均0.2公斤，取其数值较低者作为确定其执行控制措施的基准。
4. 按照本条第1款行事的缔约国，如在第2A至2E条所规定控制措施义务适用于该国之前的任何时候，发现不能获得控制物质充分的供应，可将此情况通知秘书处。秘书处应即将此项通知的副本转送各缔约国，缔约国应在其下一次会议时审议此事并对采取适当行动作出决定。
5. 对于按照本条第1款行事的缔约国，增进其履行义务的能力以执行第2A至2E条所规定控制措施，以及这些缔约国执行这些措施，将系于第10条所规定财务合作及第10A条所规定技术转让的有效实行。

6. 按照本条第1款行事的任何缔约国可在任何时候以书面通知秘书处：经采取一切实际可行的步骤，但由于第10条和第10A条没有充分执行，无法履行第2A至2E条所规定的任何或全部义务。秘书处应即将该项通知的副本转送各缔约国，缔约国应充分考虑到本条第5款，在其下一次会议时审议此事并对采取适当行动作出决定。

7. 在递送通知到缔约国开会以上第6款所指的适当行动作出决定之前这段时间，或在缔约国会议决定的更长一段时间内，不对发出通知的缔约国引用第8条所指的不遵守情事程序。

8. 缔约国会议应至迟于1995年审查按照本条第1款行事的缔约国的情况，包括有效执行财务合作和给它们的技术转让并对适用于这些缔约国的控制措施进度采取可能认为必要的订正。

9. 本条第4、6、7款所指缔约国决定的作出应按照在第10条之下作出决定所适用的同一程序。

Q. 第6条：控制措施的评估和审查

将议定书第6条的“对第2条规定的控制措施进行评估”改为：

对第2条、第2A至2E条规定的控制措施及附件C第一类所列过渡性物质的生产、进口和出口情况进行评估

R. 第7条：数据汇报

议定书第7条应以下文取代：

1. 每一缔约国应在成为缔约国之后的三个月内，向秘书处提供关于其附件A所列每一种控制物质的1986年生产、进口和出口的统计数据；在没有确实数据时，则提供此种数据的最佳估计数据。

2. 每一缔约国应向秘书处提供关于其附件B所列每一种控制物质、以及附件C第一类内所列每一种过渡性物质的1989年生产、进口和出口的统计数据；在没有确实数据时，则提供此种数据的最佳估计数据；提供此数据不得迟于本议定书关于附件B所列物质的条款对该缔约国生效之日起的三个月。

3. 每一缔约国应向秘书处提供有关附件B所列物质的规定对该国生效的一年及其后每年关于附件A和B所列每一种控制物质以及附件C第一类过渡性物质的每年生产量（按照第1条第5款所下定义）并单独提出：

- 用作原料的数量；
- 使用缔约国核准的技术所销毁的数量；
- 同缔约国和非缔约国的进出口量

的统计数据。提供此数据不应迟于此数据有关年度终了后九个月。

4. 对按照第2条第8(a)款规定行事的各缔约国而言，如果有关的区域经济一体化组织汇报该组织与非该组织成员国之间的进出口数据，则本条第2条第1、2和3款关于进口和出口的统计数据的要求应视为已经满足。

S. 第9条：研究、发展、公众警觉
及资料交流

议定书第9条第1款第(a)项应以下文取代：

- (a) 改善控制物质和过渡性物质的密封、回收、再循环或销毁、或以其他方式减少它们的排放的最佳技术；

T. 第10条：资金机制

议定书第10条应以下文取代：

第10条：资金机制

1. 缔约国应设置一个机制，向按照本议定书第5条第1款行事的缔约国提供财务及技术合作，包括转让技术在内，使这些国家能够执行议定书第2 A至2 E条所规定的控制措施。对该机制的捐款应当是在对按照该款行事的缔约国的资金转让之外的其他捐款。这个机制应支付这类缔约国的一切议定的增加费用，使它们能够执行议定书的控制措施。缔约国会议应就增加费用类别的一份指示性清单作出决定。

2. 按第1款设置的机制应包括一个多边基金。该机制还可包括其他多边、区域和双边合作的办法。

3. 这个多边基金应：

- (a) 斟酌情形作为赠款或作为减让性款项，并按照待由缔约国通过的准则，支付议定的增加费用；

(b) 提供交换所经费从事下列任务：

(i) 通过国别研究及其他技术合作，协助按照第 5 条第 1 款行事的缔约国确定其合作需要；

(ii) 便利技术合作，以满足这些已确定的需要；

(iii) 按第 9 条规定散发新闻及其他有关材料、举办讲习班、训练班及其他有关活动，以利于发展中国家缔约国；

(iv) 便利及监测发展中国家缔约国可取得的其他多边、区域和双边合作；

(c) 提供多 基金的秘书事务费用及有关支助费用。

4. 多边基金应置于缔约国权力之下，缔约国应决定基金的全盘政策。

5. 缔约国应设立一个执行委员会制定并监测具体业务政策、指导方针和行政安排的实施，包括资源的支配，以达成多边基金的目标。 执行委员会应在国际复兴开发银行（世界银行）、联合国环境规划署、联合国开发计划署或其他适当机构各按其专门领域提供合作和协助下，履行缔约国议定的委员会职权规定内载明的任务和职责。 执行委员会的成员应在按照第 5 条第 1 款行事的缔约国和非按该条款行事的缔约国享有均衡代表权的基础上推选，由缔约国会议认可。

6. 多边基金的资金应来自非按照第 5 条第 1 款行事的缔约国根据联合国摊款比额表以可自由兑换货币或在某些情况下以实物和/或本国货币作出的捐献。其他缔约国捐款应予以鼓励。 双边合作以及缔约国决定同意的某些区域合作若符合缔约国的决定中载明的条件可在一定百分比内视为对多边基金的捐款，但这类合作须至少包括下列要点：

(a) 与执行本议定书的规定切实 关；

(b) 提供额外资金；

(c) 用以支付议定的增加费用。

7. 缔约国应就多边基金每一财政时期的方案预算作出决定并确定个别缔约国对该预算的捐款百分数。

8. 多边基金项下的资源应在受惠缔约国同意下拨付。

9. 在本条下的缔约国决定应尽量以协商一致方式作出。如果尽了一切努力谋求一致意见而仍然未能达成协议，则这些决定应以出席并参加表决的缔约国的三分之二多数票通过，但须在按照第5条第1款行事和非按照该条款行事的缔约国两者之中都取得多数票。

10. 本条所规定的资金机制不妨碍将来就其他环境问题可能作成的任何安排。

U. 第10A条：技术转让

以下条款应加在议定书内作为第10A条：

第10A条：技术转让

每一缔约国应配合资金机制支持的方案，采取一切实际可行步骤，以确保：

(a) 现有最佳的、无害环境的替代品和有关技术迅速转让给按照第5条第1款行事的缔约国，

(b) 以上(a)项所指的转让在公平和最优惠的条件下进行。

V. 第11条：缔约国会议

议定书第11条第4款(e)项应以下文取代：

(e) 按照第6条，评估关于过渡性物质的控制措施和情况；

w. 第17条：生效后加入的缔约国

第17条在“第2条”字样之后应加入“第2A至第2B条”几个字。

x. 第19条：退出

议定书第19条应以下文取代：

任何缔约国，可在履行第2A条第1款所载义务满四年后的任何时候，经向保存人提出书面通知，退出本议定书。退出应在保存人接到退出通知起一年后生效，或在退出通知上指明日期生效后。

Y. 附 件

下列附件应加在《议定书》内：

附 件 B控 制 物 质

<u>类 别</u>	<u>物 质</u>	<u>消耗臭氧潜能值</u>
<u>第一类</u>		
CF_3Cl	(CFC-113)	1.0
C_2FCl_5	(CFC-111)	1.0
$C_2F_2Cl_4$	(CFC-112)	1.0
C_3FCl_7	(CFC-211)	1.0
$C_3F_2Cl_6$	(CFC-212)	1.0
$C_3F_3Cl_5$	(CFC-213)	1.0
$C_3F_4Cl_4$	(CFC-214)	1.0
$C_3F_5Cl_3$	(CFC-215)	1.0
$C_3F_6Cl_2$	(CFC-216)	1.0
C_3F_7Cl	(CFC-217)	1.0
<u>第二类</u>		
CCl_4	四氯化碳	1.1
<u>第三类</u>		
$C_2H_3Cl_3$ *	1, 1, 1-三氯乙烷 (甲基氯仿)	0.1

* 本分子式并不指 1, 1, 2-三氯乙烷。

附件 c

过渡性物质

<u>类别</u>	<u>物质</u>	<u>消耗臭氧潜能值</u>
<u>第一类</u>		
	CHFC1 ₂	(HCFC-21)
	CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
	CH ₂ FC1	(HCFC-31)
	C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
	C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
	C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
	C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
	C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
	C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
	C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
	C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
	C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
	C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
	C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
	C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
	C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
	C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
	C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
	C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
	C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
	C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
	C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
	C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
	C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
	C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
	C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
	C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
	C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
	C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
	C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
	C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
	C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
	C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
	C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

第2条：生效

1. 本修正应于1992年1月1日生效，但届时必须已有成为《关于消耗臭氧层物质的蒙特利尔议定书》缔约国的国家或区域经济一体化组织交存至少二十份批准、接受或核准本修正的文书。如果这项条件在该日尚未满足，则本修正应于该项条件满足之日以后第九十天生效。
2. 为第1款的目的，一个区域经济一体化组织交存的任何文书不应被视为该组织的成员国交存的文书以外的附加文书。
3. 在本修正按第1款规定生效后，本修正应于任何其他议定书缔约国交存其批准、接受或核准文书之日以后第九十天对其生效。

AMENDMENT TO THE MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES
THAT DEplete THE OZONE LAYER

ARTICLE 1: AMENDMENT

A. Preambular paragraphs

1. The 6th preambular paragraph of the Protocol shall be replaced by the following:

Determined to protect the ozone layer by taking precautionary measures to control equitably total global emissions of substances that deplete it, with the ultimate objective of their elimination on the basis of developments in scientific knowledge, taking into account technical and economic considerations and bearing in mind the developmental needs of developing countries,

2. The 7th preambular paragraph of the Protocol shall be replaced by the following:

Acknowledging that special provision is required to meet the needs of developing countries, including the provision of additional financial resources and access to relevant technologies, bearing in mind that the magnitude of funds necessary is predictable, and the funds can be expected to make a substantial difference in the world's ability to address the scientifically established problem of ozone depletion and its harmful effects,

3. The 9th preambular paragraph of the Protocol shall be replaced by the following:

Considering the importance of promoting international co-operation in the research, development and transfer of alternative technologies relating to the control and reduction of emissions of substances that deplete the ozone layer, bearing in mind in particular the needs of developing countries,

B. Article 1: Definitions

1. Paragraph 4 of Article 1 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

4. "Controlled substance" means a substance in Annex A or in Annex B to this Protocol, whether existing alone or in a mixture. It includes the isomers of any such substance, except as specified in the relevant Annex, but excludes any controlled substance or mixture which is in a manufactured product other than a container used for the transportation or storage of that substance.

2. Paragraph 5 of Article 1 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

5. "Production" means the amount of controlled substances produced, minus the amount destroyed by technologies to be approved by the Parties and minus the amount entirely used as feedstock in the manufacture of other chemicals. The amount recycled and reused is not to be considered as "production".

3. The following paragraph shall be added to Article 1 of the Protocol:

9. "Transitional substance" means a substance in Annex C to this Protocol, whether existing alone or in a mixture. It includes the isomers of any such substance, except as may be specified in Annex C, but excludes any transitional substance or mixture which is in a manufactured product other than a container used for the transportation or storage of that substance.

C. Article 2, paragraph 5

Paragraph 5 of Article 2 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

5. Any Party may, for any one or more control periods, transfer to another Party any portion of its calculated level of production set out in Articles 2A to 2E, provided that the total combined calculated levels of production of the Parties concerned for any group of controlled substances do not exceed the production limits set out in those Articles for that group. Such transfer of production shall be notified to the Secretariat by each of the Parties concerned, stating the terms of such transfer and the period for which it is to apply.

D. Article 2, paragraph 6

The following words shall be inserted in paragraph 6 of Article 2 before the words "controlled substances" the first time they occur:

Annex A or Annex B

E. Article 2, paragraph 8 (a)

The following words shall be added after the words "this Article" wherever they appear in paragraph 8 (a) of Article 2 of the Protocol:

and Articles 2A to 2E

F. Article 2, paragraph 9 (a) (i)

The following words shall be added after "Annex A" in paragraph 9 (a) (i) of Article 2 of the Protocol:

and/or Annex B

G. Article 2, paragraph 9 (a) (ii)

The following words shall be deleted from paragraph 9 (a) (ii) of Article 2 of the Protocol:

from 1986 levels

H. Article 2, paragraph 9 (c)

The following words shall be deleted from paragraph 9 (c) of Article 2 of the Protocol:

representing at least fifty per cent of the total consumption of the controlled substances of the Parties

and replaced by:

representing a majority of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5 present and voting and a majority of the Parties not so operating present and voting

I. Article 2, paragraph 10 (b)

Paragraph 10 (b) of Article 2 of the Protocol shall be deleted, and paragraph 10 (a) of Article 2 shall become paragraph 10.

J. Article 2, paragraph 11

The following words shall be added after the words "this Article" wherever they occur in paragraph 11 of Article 2 of the Protocol:

and Articles 2A to 2E

K. Article 2C: Other fully halogenated CFCs

The following paragraphs shall be added to the Protocol as Article 2C:

Article 2C: Other fully halogenated CFCs

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1993, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Group I of Annex B does not exceed, annually, eighty per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing one or more of these substances shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substances does not exceed, annually, eighty per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.

2. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1997, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Group I of Annex B does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing one or more of these substances shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substances does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.

3. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2000, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substances in Group I of Annex B does not exceed zero. Each Party producing one or more of these substances shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substances does not exceed zero. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to fifteen per cent of its calculated level of production in 1989.

L. Article 2D: Carbon tetrachloride

The following paragraphs shall be added to the Protocol as Article 2D:

Article 2D: Carbon tetrachloride

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1995, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group II of Annex B does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, fifteen per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.

2. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2000, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group II of Annex B does not exceed zero. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed zero. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to fifteen per cent of its calculated level of production in 1989.

M. Article 2E: 1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)

The following paragraphs shall be added to the Protocol as Article 2E:

Article 2E: 1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)

1. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1993, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed, annually, its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.
2. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 1995, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed, annually, seventy per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, seventy per cent of its calculated level of consumption in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.
3. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2000, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed, annually, thirty per cent of its calculated level of consumption in 1989. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed, annually, thirty per cent of its calculated level of production in 1989. However, in order to satisfy the basic domestic needs of Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to ten per cent of its calculated level of production in 1989.
4. Each Party shall ensure that for the twelve-month period commencing on 1 January 2005, and in each twelve-month period thereafter, its calculated level of consumption of the controlled substance in Group III of Annex B does not exceed zero. Each Party producing the substance shall, for the same periods, ensure that its calculated level of production of the substance does not exceed zero. However, in order to satisfy the basic domestic needs of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5, its calculated level of production may exceed that limit by up to fifteen per cent of its calculated level of production in 1989.

5. The Parties shall review, in 1992, the feasibility of a more rapid schedule of reductions than that set out in this Article.

N. Article 3: Calculation of control levels

1. The following shall be added after "Articles 2" in Article 3 of the Protocol:

, 2A to 2E,

2. The following words shall be added after "Annex A" each time it appears in Article 3 of the Protocol:

or Annex B

O. Article 4: Control of trade with non-Parties

1. Paragraphs 1 to 5 of Article 4 shall be replaced by the following paragraphs:

1. As of 1 January 1990, each Party shall ban the import of the controlled substances in Annex A from any State not party to this Protocol.

1 bis. Within one year of the date of the entry into force of this paragraph, each Party shall ban the import of the controlled substances in Annex B from any State not party to this Protocol.

2. As of 1 January 1993, each Party shall ban the export of any controlled substances in Annex A to any State not party to this Protocol.

2 bis. Commencing one year after the date of entry into force of this paragraph, each Party shall ban the export of any controlled substances in Annex B to any State not party to this Protocol.

3. By 1 January 1992, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of products containing controlled substances in Annex A. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

3 bis. Within three years of the date of the entry into force of this paragraph, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of products containing controlled substances in Annex B. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

4. By 1 January 1994, the Parties shall determine the feasibility of banning or restricting, from States not party to this Protocol, the import of products produced with, but not containing, controlled substances in Annex A. If determined feasible, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of such products. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

4 bis. Within five years of the date of the entry into force of this paragraph, the Parties shall determine the feasibility of banning or restricting, from States not party to this Protocol, the import of products produced with, but not containing, controlled substances in Annex B. If determined feasible, the Parties shall, following the procedures in Article 10 of the Convention, elaborate in an annex a list of such products. Parties that have not objected to the annex in accordance with those procedures shall ban or restrict, within one year of the annex having become effective, the import of those products from any State not party to this Protocol.

5. Each Party undertakes to the fullest practicable extent to discourage the export to any State not party to this Protocol of technology for producing and for utilizing controlled substances.

2. Paragraph 8 of Article 4 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

8. Notwithstanding the provisions of this Article, imports referred to in paragraphs 1, 1 bis, 3, 3 bis, 4 and 4 bis, and exports referred to in paragraphs 2 and 2 bis, may be permitted from, or to, any State not party to this Protocol, if that State is determined by a meeting of the Parties to be in full compliance with Article 2, Articles 2A to 2E, and this Article and have submitted data to that effect as specified in Article 7.

3. The following paragraph shall be added to Article 4 of the Protocol as paragraph 9:

9. For the purposes of this Article, the term "State not party to this Protocol" shall include, with respect to a particular controlled substance, a State or regional economic integration organization that has not agreed to be bound by the control measures in effect for that substance.

P. Article 5: Special situation of developing countries

Article 5 of the Protocol shall be replaced by the following:

1. Any Party that is a developing country and whose annual calculated level of consumption of the controlled substances in Annex A is less than 0.3 kilograms per capita on the date of the entry into force of the Protocol for it, or any time thereafter until 1 January 1999, shall in order to meet its basic domestic needs, be entitled to delay for ten years its compliance with the control measures set out in Articles 2A to 2E.

2. However, any Party operating under paragraph 1 of this Article shall exceed neither an annual calculated level of consumption of the controlled substances in Annex A of 0.3 kilograms per capita nor an annual calculated level of consumption of the controlled substances of Annex B of 0.2 kilograms per capita.

3. When implementing the control measures set out in Articles 2A to 2E, any Party operating under paragraph 1 of this Article shall be entitled to use:

(a) For controlled substances under Annex A, either the average of its annual calculated level of consumption for the period 1995 to 1997 inclusive or a calculated level of consumption of 0.3 kilograms per capita, whichever is the lower, as the basis for determining its compliance with the control measures;

(b) For controlled substances under Annex B, the average of its annual calculated level of consumption for the period 1998 to 2000 inclusive or a calculated level of consumption of 0.2 kilograms per capita, whichever is the lower, as the basis for determining its compliance with the control measures.

4. If a Party operating under paragraph 1 of this Article, at any time before the control measures obligations in Articles 2A to 2E become applicable to it, finds itself unable to obtain an adequate supply of controlled substances, it may notify this to the Secretariat. The Secretariat shall forthwith transmit a copy of such notification to the Parties, which shall consider the matter at their next Meeting, and decide upon appropriate action to be taken.

5. Developing the capacity to fulfil the obligations of the Parties operating under paragraph 1 of this Article to comply with the control measures set out in Articles 2A to 2E and their implementation by those same Parties will depend upon the effective implementation of the financial co-operation as provided by Article 10 and transfer of technology as provided by Article 10A.

6. Any Party operating under paragraph 1 of this Article may, at any time, notify the Secretariat in writing that, having taken all practicable steps it is unable to implement any or all of the obligations laid down in Articles 2A to 2E due to the inadequate implementation of Articles 10 and 10A. The Secretariat shall forthwith transmit a copy of the notification to the Parties, which shall consider the matter at their next Meeting, giving due recognition to paragraph 5 of this Article and shall decide upon appropriate action to be taken.

7. During the period between notification and the Meeting of the Parties at which the appropriate action referred to in paragraph 6 above is to be decided, or for a further period if the Meeting of the Parties so decides, the non-compliance procedures referred to in Article 8 shall not be invoked against the notifying Party.

8. A Meeting of the Parties shall review, not later than 1995, the situation of the Parties operating under paragraph 1 of this Article, including the effective implementation of financial co-operation and transfer of technology to them, and adopt such revisions that may be deemed necessary regarding the schedule of control measures applicable to those Parties.

9. Decisions of the Parties referred to in paragraphs 4, 6 and 7 of this Article shall be taken according to the same procedure applied to decision-making under Article 10.

Q. Article 6: Assessment and review of control measures

The following words shall be added after "Article 2" in Article 6 of the Protocol:

Articles 2A to 2E, and the situation regarding production, imports and exports of the transitional substances in Group I of Annex C

R. Article 7: Reporting of data

1. Article 7 of the Protocol shall be replaced by the following:

1. Each Party shall provide to the Secretariat, within three months of becoming a Party, statistical data on its production, imports and exports of each of the controlled substances in Annex A for the year 1986, or the best possible estimates of such data where actual data are not available.

2. Each Party shall provide to the Secretariat statistical data on its production, imports and exports of each of the controlled substances in Annex B and each of the transitional substances in Group I of Annex C, for the year 1989, or the best possible estimates of such data where actual data are not available, not later than three months after the date when the provisions set out in the Protocol with regard to the substances in Annex B enter into force for that Party.

3. Each Party shall provide statistical data to the Secretariat on its annual production (as defined in paragraph 5 of Article 1), and, separately,

- amounts used for feedstocks,
- amounts destroyed by technologies approved by the Parties,
- imports and exports to Parties and non-Parties respectively,

of each of the controlled substances listed in Annexes A and B as well as of the transitional substances in Group I of Annex C, for the year during which provisions concerning the substances in Annex B entered into force for that Party and for each year thereafter. Data shall be forwarded not later than nine months after the end of the year to which the data relate.

4. For Parties operating under the provisions of paragraph 8 (a) of Article 2, the requirements in paragraphs 1, 2 and 3 of this Article in respect of statistical data on imports and exports shall be satisfied if the regional economic integration organization concerned provides data on imports and exports between the organization and States that are not members of that organization.

S. Article 9: Research, development, public awareness and exchange of information

Paragraph 1 (a) of Article 9 of the Protocol shall be replaced by the following:

(a) Best technologies for improving the containment, recovery, recycling, or destruction of controlled and transitional substances or otherwise reducing their emissions;

T. Article 10: Financial mechanism

Article 10 of the Protocol shall be replaced by the following:

Article 10: Financial mechanism

1. The Parties shall establish a mechanism for the purposes of providing financial and technical co-operation, including the transfer of technologies, to Parties operating under paragraph 1 of Article 5 of this Protocol to enable their compliance with the control measures set out in Articles 2A to 2E of the Protocol. The mechanism, contributions to which shall be additional to other financial transfers to Parties operating under that paragraph, shall meet all agreed incremental costs of such Parties in order to enable their compliance with the control measures of the Protocol. An indicative list of the categories of incremental costs shall be decided by the meeting of the Parties.

2. The mechanism established under paragraph 1 shall include a Multilateral Fund. It may also include other means of multilateral, regional and bilateral co-operation.

3. The Multilateral Fund shall:

(a) Meet, on a grant or concessional basis as appropriate, and according to criteria to be decided upon by the Parties, the agreed incremental costs;

(b) Finance clearing-house functions to:

(i) Assist Parties operating under paragraph 1 of Article 5, through country specific studies and other technical co-operation, to identify their needs for co-operation;

(ii) Facilitate technical co-operation to meet these identified needs;

(iii) Distribute, as provided for in Article 9, information and relevant materials, and hold workshops, training sessions, and other related activities, for the benefit of Parties that are developing countries; and

(iv) Facilitate and monitor other multilateral, regional and bilateral co-operation available to Parties that are developing countries;

(c) Finance the secretarial services of the Multilateral Fund and related support costs.

4. The Multilateral Fund shall operate under the authority of the Parties who shall decide on its overall policies.

5. The Parties shall establish an Executive Committee to develop and monitor the implementation of specific operational policies, guidelines and administrative arrangements, including the disbursement of resources, for the purpose of achieving the objectives of the Multilateral Fund. The Executive Committee shall discharge its tasks and responsibilities, specified in its terms of reference as agreed by the Parties, with the co-operation and assistance of the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank), the United Nations Environment Programme, the United Nations Development Programme or other appropriate agencies depending on their respective areas of expertise. The members of the Executive Committee, which shall be selected on the basis of a balanced representation of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5 and of the Parties not so operating, shall be endorsed by the Parties.

6. The Multilateral Fund shall be financed by contributions from Parties not operating under paragraph 1 of Article 5 in convertible currency or, in certain circumstances, in kind and/or in national currency, on the basis of the United Nations scale of assessments. Contributions by other Parties shall be encouraged. Bilateral and, in particular cases agreed by a decision of the Parties, regional co-operation may, up to a percentage and consistent with any criteria to be specified by decision of the Parties, be considered as a contribution to the Multilateral Fund, provided that such co-operation, as a minimum:

(a) Strictly relates to compliance with the provisions of this Protocol;

(b) Provides additional resources; and

(c) Meets agreed incremental costs.

7. The Parties shall decide upon the programme budget of the Multilateral Fund for each fiscal period and upon the percentage of contributions of the individual Parties thereto.

8. Resources under the Multilateral Fund shall be disbursed with the concurrence of the beneficiary Party.

9. Decisions by the Parties under this Article shall be taken by consensus whenever possible. If all efforts at consensus have been exhausted and no agreement reached, decisions shall be adopted by a two-thirds majority vote of the Parties present and voting, representing a majority of the Parties operating under paragraph 1 of Article 5 present and voting and a majority of the Parties not so operating present and voting.

10. The financial mechanism set out in this Article is without prejudice to any future arrangements that may be developed with respect to other environmental issues.

U. Article 10A: Transfer of technology

The following Article shall be added to the Protocol as Article 10A:

Article 10A: Transfer of technology

Each Party shall take every practicable step, consistent with the programmes supported by the financial mechanism, to ensure:

(a) That the best available, environmentally safe substitutes and related technologies are expeditiously transferred to Parties operating under paragraph 1 of Article 5; and

(b) That the transfers referred to in subparagraph (a) occur under fair and most favourable conditions.

V. Article 11: Meetings of the Parties

Paragraph 4 (g) of Article 11 of the Protocol shall be replaced by the following:

(g) Assess, in accordance with Article 6, the control measures and the situation regarding transitional substances;

W. Article 17: Parties joining after entry into force

The following words shall be added after "as well as under" in Article 17:

Articles 2A to 2E, and

X. Article 19: Withdrawal

Article 19 of the Protocol shall be replaced by the following paragraph:

Any Party may withdraw from this Protocol by giving written notification to the Depositary at any time after four years of assuming the obligations specified in paragraph 1 of Article 2A. Any such withdrawal shall take effect upon expiry of one year after the date of its receipt by the Depositary, or on such later date as

Y. Annexes

The following annexes shall be added to the Protocol:

Annex B

Controlled substances

<u>Group</u>	<u>Substance</u>	<u>Ozone-depleting potential</u>
<u>Group I</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-113)	1.0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1.0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1.0
C ₃ FCl ₇	(CFC-211)	1.0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1.0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1.0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1.0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1.0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1.0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1.0
<u>Group II</u>		
CCl ₄	carbon tetrachloride	1.1
<u>Group III</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)	0.1

* This formula does not refer to 1,1,2-trichloroethane.

Annex C

Transitional substances

<u>Group</u>	<u>Substance</u>
<u>Group I</u>	
CHFC1 ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FC1	(HCFC-31)
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ARTICLE 2: ENTRY INTO FORCE

1. This Amendment shall enter into force on 1 January 1992, provided that at least twenty instruments of ratification, acceptance or approval of the Amendment have been deposited by States or regional economic integration organizations that are Parties to the Montreal Protocol on Substances That Deplete the Ozone Layer. In the event that this condition has not been fulfilled by that date, the Amendment shall enter into force on the ninetieth day following the date on which it has been fulfilled.

2. For the purposes of paragraph 1, any such instrument deposited by a regional economic integration organization shall not be counted as additional to those deposited by member States of such organization.

3. After the entry into force of this Amendment as provided under paragraph 1, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval.

AMENDEMENT AU PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF
A DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE

ARTICLE 1 : AMENDEMENT

A. Préambule

1. Remplacer le sixième alinéa du préambule du Protocole par le texte suivant :

Déterminées à protéger la couche d'ozone en prenant des mesures de précaution pour réglementer équitablement le volume mondial total des émissions de substances qui l'appauvrissent, l'objectif final étant de les éliminer en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et compte tenu de considérations techniques et économiques, ainsi que des besoins des pays en développement en matière de développement.

2. Remplacer le septième alinéa du préambule du Protocole par le texte suivant :

Reconnaissant qu'une disposition particulière s'impose pour répondre aux besoins des pays en développement, notamment par l'octroi de ressources financières supplémentaires et l'accès aux techniques appropriées, compte tenu du fait que l'ampleur des fonds nécessaires est prévisible et que ceux-ci devraient pouvoir apporter une différence substantielle dans la capacité du monde à s'attaquer au problème scientifiquement démontré de l'appauvrissement de la couche d'ozone et de ses effets nocifs,

3. Remplacer le neuvième alinéa du préambule du Protocole par le texte suivant :

Considérant qu'il importe de promouvoir une coopération internationale en matière de recherche, de développement et de transfert de techniques de substitution pour la réglementation et la réduction des émissions de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en tenant compte notamment des besoins des pays en développement;

B. Article premier - Définitions

1. Remplacer le paragraphe 4 de l'article premier du Protocole par le texte suivant :

4. Par "substance réglementée", on entend une substance spécifiée à l'annexe A ou à l'annexe B au présent Protocole, qu'elle se présente isolément ou dans un mélange. La définition inclut les isomères de cette substance sauf indication contraire à l'annexe pertinente mais exclut toute substance réglementée ou mélange entrant à l'annexe pertinente dans la composition d'un produit manufacturé autre qu'un contenant servant au transport ou au stockage de la substance considérée.

2. Remplacer le paragraphe 5 de l'article premier par le texte suivant :

5. Par "production", on entend la quantité de substances réglementées produites, déduction faite de la quantité détruite au moyen de techniques qui seront approuvées par les Parties et de la quantité totale utilisée comme matière première pour la fabrication d'autres produits chimiques. Les quantités recyclées et utilisées ne sont pas considérées comme "production".

3. Ajouter le paragraphe ci-après à l'article premier du Protocole :

9. Par "substance de transition" on entend une substance spécifiée à l'annexe C du présent Protocole, qu'elle soit utilisée seule ou dans un mélange. La définition inclut les isomères de cette substance sauf indication contraire éventuelle à l'annexe C, mais exclut toute substance de transition si elle se trouve dans un produit manufacturé autre qu'un contenant servant au transport ou au stockage de la substance considérée.

C. Article 2, paragraphe 5

Remplacer le paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole par le paragraphe suivant :

5. Toute Partie peut, pour l'une quelconque ou plusieurs des périodes de réglementation, transférer à toute autre Partie une partie de son niveau calculé de production indiqué aux articles 2A à 2E, à condition que le total combiné des niveaux calculés de production des Parties en cause pour tout groupe de substances réglementées n'excède pas les limites de production fixées dans ces articles pour le groupe considéré. En cas de transfert de production de ce type, chacune des Parties concernées doit notifier au Secrétariat les conditions du transfert et la période sur laquelle il portera.

D. Article 2, paragraphe 6

Au paragraphe 6 de l'article 2, ajouter après les mots "substances réglementées", lorsqu'ils apparaissent pour la première fois, les mots suivants :

des annexes A ou B

E. Article 2, paragraphe 8 a)

Au paragraphe 8 a) de l'article 2 du Protocole, ajouter les mots "et des articles 2A à 2E" après les mots "du présent article" chaque fois qu'ils apparaissent dans le texte du paragraphe.

F. Article 2, paragraphe 9 a) i)

Au paragraphe 9 a) i) de l'article 2 du Protocole, ajouter, après "l'annexe A" les mots suivants :

et/ou à l'annexe B

G. Article 2, paragraphe 9 a) ii)

Au paragraphe 9 a) ii) de l'article 2 du Protocole, supprimer le membre de phrase :

par rapport aux niveaux de 1986

H. Article 2, paragraphe 9 c)

Le membre de phrase ci-après est supprimé de l'alinéa c) du paragraphe 9 de l'article 2 du Protocole :

représentant au moins 50 p. cent de la consommation totale par les Parties des substances réglementées

et est remplacé par :

représentant la majorité des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 présentes et participant au vote ainsi que la majorité des Parties non visées par ledit paragraphe présentes et participant au vote.

I. Article 2, paragraphe 10 b)

Le texte de l'alinéa b) du paragraphe 10 de l'article 2 du Protocole est supprimé et le paragraphe 10 a) de l'article 2 devient le paragraphe 10.

J. Article 2, paragraphe 11

Au paragraphe 11 de l'article 2, ajouter les mots "et des articles 2A à 2E" après les mots "du présent article" chaque fois qu'ils apparaissent dans le texte du paragraphe.

K. Article 2C - Autres CFC entièrement halogénés

Les paragraphes qui suivent seront ajoutés au Protocole en tant qu'article 2C :

Article 2C - Autres CFC entièrement halogénés

1. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1993 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation des substances réglementées du Groupe I de l'annexe B n'excède pas annuellement quatre-vingt pour cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant une ou plusieurs de ces substances veille, pendant cette même période, à ce que son niveau calculé de production de ces substances n'excède pas annuellement quatre-vingt p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

2. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1997 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation des substances réglementées du Groupe I de l'annexe B n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant une ou plusieurs de ces substances veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de ces substances n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix pour cent de son niveau calculé de production de 1989.

3. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2000 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation des substances réglementées du Groupe I de l'annexe B soit réduit à zéro. Chaque Partie produisant une ou plusieurs de ces substances veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de ces substances soit réduit à zéro. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de quinze pour cent de son niveau calculé de production de 1989.

L. Article 2D - Tétrachlorure de carbone

Les paragraphes ci-après seront ajoutés au Protocole en tant qu'article 2D :

Article 2D - Tétrachlorure de carbone

1. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1995 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe II de l'annexe B n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

2. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2000 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe II de l'annexe B soit réduit à zéro. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de ces substances soit réduit à zéro. Toutefois, pour répondre aux besoins

intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

M. Article 2E - 1.1.1 Trichloroéthane (méthyle chloroforme)

Les paragraphes ci-après seront ajoutés au Protocole en tant qu'article 2E :

Article 2E - 1.1.1 Trichloroéthane (méthyle chloroforme)

1. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1993 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B n'excède pas annuellement son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, durant la même période, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement son niveau calculé de production de 1989.

Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

2. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 1995 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B n'excède pas annuellement soixante-dix p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement soixante-dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

3. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2000 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B n'excède pas annuellement trente p. cent de son niveau calculé de consommation de 1989. Chaque Partie produisant cette substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance n'excède pas annuellement trente p. cent de son niveau calculé de production de 1989. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de dix p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

4. Pendant la période de douze mois commençant le 1er janvier 2005 et, ensuite, pendant chaque période de douze mois, chacune des Parties veille à ce que son niveau calculé de consommation de la substance réglementée du Groupe III de l'annexe B soit réduit à zéro. Chaque Partie produisant la substance veille, pendant ces mêmes périodes, à ce que son niveau calculé de production de cette substance soit réduit à zéro. Toutefois, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5, son niveau calculé de production peut excéder cette limite d'un maximum de quinze p. cent de son niveau calculé de production de 1989.

5. Les Parties examineront en 1992 s'il est possible d'adopter un calendrier de réductions plus rapides que celui qui est prévu dans le présent article.

N. Article 3 - Calcul des niveaux des substances réglementées

1. A l'article 3 du Protocole, après "des articles 2 et", ajouter :

"2A à 2E".

2. A l'article 3 du Protocole, ajouter le membre de phrase "ou à l'annexe B" après "à l'annexe A" chaque fois que ce membre de phrase apparaît dans le texte de l'article.

O. Article 4 - Réglementation des échanges commerciaux avec les Etats non Parties au Protocole

1. Remplacer les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 par les paragraphes suivants :

1. A compter du 1er janvier 1990, chaque Partie interdit l'importation des substances réglementées de l'annexe A en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

1 bis. Dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'importation des substances réglementées de l'annexe B en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

2. A compter du 1er janvier 1993, chaque Partie interdit l'exportation de l'une quelconque des substances réglementées de l'annexe A vers un Etat non Partie au présent Protocole.

2 bis. A partir d'une année après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'exportation de l'une quelconque des substances réglementées de l'annexe B vers un Etat non Partie au présent Protocole.

3. Au 1er janvier 1992, les Parties auront établi sous forme d'annexe une liste des produits contenant des substances réglementées de l'annexe A, conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas

opposées, conformément à ces procédures, interdisent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

3 bis. Dans un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste des produits contenant des substances réglementées de l'annexe B, conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas opposées, conformément à ces procédures, interdisent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

4. Au 1er janvier 1994, les Parties auront décidé de la possibilité d'interdire ou de limiter les importations, à partir de tout Etat non Partie au présent Protocole, de produits fabriqués à l'aide des substances réglementées de l'annexe A mais qui ne les contiennent pas. Si cette possibilité est reconnue, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste desdits produits conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas opposées, conformément à ces procédures, interdisent ou limitent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

4 bis. Dans un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, les Parties décident de la possibilité d'interdire ou de limiter les importations, à partir de tout Etat non Partie au présent Protocole, de produits fabriqués à l'aide de substances réglementées de l'annexe B mais qui ne les contiennent pas. Si cette possibilité est reconnue, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste desdits produits conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne se sont pas opposées à l'annexe, conformément à ces procédures, interdisent ou limitent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout Etat non Partie au présent Protocole.

5. Chacune des Parties entreprend, dans toute la mesure du possible, de décourager les exportations des techniques de production ou d'utilisation des substances réglementées vers tout Etat non Partie au Protocole.

2. Le paragraphe 8 de l'article 4 du Protocole est remplacé par le paragraphe suivant :

8. Nonobstant les dispositions du présent article, les importations mentionnées aux paragraphes 1, 1 bis, 3, 3 bis, 4 et 4 bis, ainsi que les exportations mentionnées aux paragraphes 2 et 2 bis peuvent être autorisées à partir ou à destination d'un Etat

/...

non Partie au présent Protocole, à condition qu'une réunion des Parties ait conclu que ledit Etat observe scrupuleusement les dispositions des articles 2, 2A à 2E et du présent article et qu'il a communiqué des données à cet effet comme cela est précisé à l'article 7.

3. Le paragraphe ci-après sera ajouté à l'article 4 du Protocole en tant que paragraphe 9 :

9. Aux fins du présent article, l'expression "Etat non Partie au présent Protocole" désigne, en ce qui concerne toute substance réglementée, un Etat ou une organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas accepté d'être lié par les mesures de réglementation en vigueur pour cette substance.

P. Article 5 - Situation particulière des pays en développement

L'article 5 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

1. Toute Partie qui est un pays en développement et dont le niveau calculé annuel de consommation des substances réglementées de l'annexe A est inférieur à 0,3 kg par habitant à la date d'entrée en vigueur du Protocole à son égard ou à tout moment par la suite jusqu'au 1er janvier 1999 est autorisée, pour satisfaire ses besoins intérieurs fondamentaux, à surseoir pendant dix ans à l'observation des mesures de réglementation indiquées aux articles 2A à 2E.

2. Toutefois, toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article ne doit pas dépasser un niveau calculé annuel de consommation des substances réglementées à l'annexe A de 0,3 kg par habitant ni un niveau calculé annuel de consommation des substances réglementées à l'annexe B de 0,2 kg par habitant.

3. Lorsqu'elle applique une mesure de réglementation énoncée aux articles 2A à 2E, toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée à utiliser:

a) S'il s'agit des substances réglementées figurant à l'annexe A, soit la moyenne de son niveau calculé de consommation annuelle pour la période allant de 1995 à 1997 inclus, soit le niveau calculé de consommation de 0,3 kg par habitant, le chiffre le plus bas étant retenu, pour déterminer si elle observe les mesures de réglementation;

b) S'il s'agit des substances réglementées figurant à l'annexe B, soit la moyenne de son niveau calculé de consommation annuelle pour la période allant de 1998 à 2000 inclus, soit le niveau calculé de consommation de 0,2 kg par habitant, le chiffre le plus bas étant retenu, pour déterminer si elle observe les mesures de réglementation.

4. Toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article qui, à tout moment avant d'être assujettie aux obligations énoncées aux articles 2A à 2E découlant des mesures de réglementation, se trouve dans l'incapacité d'obtenir des quantités suffisantes de substances

/...

réglementées, peut notifier cette situation au Secrétariat. Le Secrétariat communique aussitôt un exemplaire de cette notification aux autres Parties, qui examinent le problème à leur réunion suivante et décident des mesures appropriées à prendre.

5. Le développement des moyens permettant aux Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 de s'acquitter de l'obligation de se conformer aux mesures de réglementation énoncées aux articles 2A à 2E et de les appliquer dépendra de la mise en oeuvre effective de la coopération financière prévue à l'article 10 et au transfert de technologie prévu à l'article 10 A.

6. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 peut, à tout moment, faire savoir par écrit au Secrétariat que, ayant pris toutes les mesures en son pouvoir, elle n'est pas en mesure d'appliquer une ou plusieurs des mesures de réglementation stipulées par les articles 2A à 2E du fait que les dispositions des articles 10 et 10 A n'ont pas été suffisamment observées. Le Secrétariat transmet immédiatement un exemplaire de cette notification aux Parties qui examinent la question à leur réunion suivante compte dûment tenu du paragraphe 5 du présent article, et décident des mesures appropriées.

7. Au cours de la période qui s'écoule entre la notification et la réunion des Parties à laquelle les mesures appropriées mentionnées au paragraphe 6 ci-dessus doivent être décidées, ou pour une période plus longue si la réunion des Parties en décide ainsi, les procédures prévues à l'article 8 en cas de non respect ne seront pas invoquées à l'encontre de la Partie qui a donné notification.

8. Une réunion des Parties examinera, au plus tard en 1995, la situation des Parties visées au paragraphe 1 du présent article, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre effective de la coopération financière et le transfert des techniques prévus à leur intention et adopte les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter aux mesures de réglementation qui s'appliquent à ces Parties.

9. Les décisions des Parties visées aux paragraphes 4, 6 et 7 du présent article sont prises selon la même procédure que celle qui est prévue à l'article 10.

Q. Article 6 - Evaluation et examen des mesures de réglementation

Ajouter à l'article 6, après les mots "article 2", le membre de phrase suivant : "et aux articles 2A à 2E ainsi que la situation touchant la production, les importations et les exportations des substances de transition du Groupe I de l'annexe C".

R. Article 7 - Communication des données

1. Le texte de l'article 7 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

1. Chacune des Parties communique au Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle elle est devenue Partie au Protocole, des données statistiques sur sa production, ses

/...

importations et ses exportations de chacune des substances réglementées de l'annexe A pour l'année 1986, ou les meilleures estimations possibles lorsque les données proprement dites font défaut.

2. Chacune des Parties communique au Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle les dispositions énoncées dans le Protocole pour ces substances sont entrées en vigueur à l'égard de cette Partie, des données statistiques sur sa production, ses importations et ses exportations de chacune des substances de l'annexe B ainsi que des substances de transition du Groupe I de l'annexe C pour l'année 1989, ou les meilleures estimations possibles lorsque les données proprement dites font défaut.

3. Chacune des Parties communique au Secrétariat, des données statistiques sur sa production annuelle (telle que définie au paragraphe 5 de l'article 1) et, séparément,

- sur les quantités utilisées comme matières premières,
- les quantités détruites par des techniques qui seront approuvées par les Parties,
- les importations et les exportations à destination respectivement des Parties et non Parties,

de chacune des substances réglementées des annexes A et B ainsi que des substances de transition du Groupe I de l'annexe C, pour l'année au cours de laquelle les dispositions concernant les substances de l'annexe B sont entrées en vigueur à l'égard de la Partie considérée et pour chacune des années suivantes. Ces données sont communiquées dans un délai maximal de neuf mois après la fin de l'année à laquelle elles se rapportent.

4. Les Parties régies par les dispositions du paragraphe 8 a) de l'article 2 auront satisfait aux obligations prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article relatives à la communication de données statistiques sur les importations et les exportations si l'organisation régionale d'intégration économique compétente fournit des données sur les importations et exportations entre l'organisation et les Etats qui n'en sont pas membres.

5. Article 9 - Recherche, développement, sensibilisation
du public et échange de renseignements

L'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 9 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

- a) Les techniques les plus propres à améliorer le confinement, la récupération, le recyclage ou la destruction des substances réglementées et des substances de transition ou à réduire par d'autres moyens les émissions de ces substances;

T. Article 10 - Mécanisme de financement

L'article 10 du Protocole est remplacé par les paragraphes suivants :

T. Article 10 - Mécanisme de financement

1. Les Parties établissent un mécanisme de financement pour assurer aux Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 du présent Protocole une coopération financière et technique, notamment pour le transfert de techniques, afin de leur permettre de respecter les mesures de réglementation prévues aux articles 2A à 2E du Protocole. Ce mécanisme de financement, qui sera alimenté par des contributions qui viendront s'ajouter aux autres apports financiers dont bénéficieront ces Parties et couvrira tous les surcoûts convenus pour lesdites Parties afin qu'elles puissent observer les mesures de réglementation prévues par le Protocole. Une liste indicative des catégories de surcoûts sera arrêtée par la réunion des Parties.
2. Le mécanisme créé en vertu du paragraphe 1 du présent article comprend un fonds multilatéral. Il peut aussi comprendre d'autres moyens de financement multilatéral, régional et de coopération bilatérale.
3. Le Fonds multilatéral :
 - a) Couvre, gracieusement ou au moyen de prêts à des conditions de faveur, selon le cas et en fonction de critères qui seront fixés par les Parties, les surcoûts convenus;
 - b) Finance le centre d'échange et, à ce titre :
 - i) Aide les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 à définir leurs besoins en matière de coopération, grâce à des études portant sur les pays et d'autres formes de coopération technique;
 - ii) Facilite la coopération technique pour satisfaire les besoins identifiés;
 - iii) Diffuse, en application de l'article 9, des informations et de la documentation pertinente, organise des ateliers, stages de formation et autres activités apparentées à l'intention des Parties qui sont des pays en développement;
 - iv) Facilite et suit les autres éléments de coopération bilatérale, régionale et multilatérale à la disposition des Parties qui sont des pays en développement;
 - c) Finance les services de secrétariat du Fonds multilatéral et les dépenses d'appui connexes.
4. Le Fonds multilatéral est placé sous l'autorité des Parties, qui en déterminent la politique générale.

5. Les Parties créent un comité exécutif qui sera chargé de définir et de surveiller l'application des politiques opérationnelles, directives et arrangements administratifs, y compris le décaissement des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du Fonds. Le Comité exécutif s'acquittera de ses fonctions et responsabilités conformément à ses statuts adoptés par les Parties et en coopération et avec l'assistance de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes appropriés en fonction de leurs domaines de compétence respectifs. Les membres du comité exécutif, qui sont choisis selon le principe d'une représentation équilibrée des Parties visées et des Parties non visées au paragraphe 1 de l'article 5, sont nommés par les Parties.

6. Les contributions au Fonds multilatéral, qui seront versées en monnaies convertibles ou, à titre exceptionnel, en nature et/ou en monnaie nationale, sont versées par les Parties qui ne sont pas visées au paragraphe 1 de l'article 5 sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU. On encouragera le versement de contributions par d'autres Parties. Les fonds versés au titre de la coopération bilatérale et, dans certains cas dont les Parties seront convenues, de la coopération régionale, peuvent, jusqu'à un certain pourcentage et en fonction de critères qui seront spécifiés par les Parties, être considérés comme des contributions au Fonds multilatéral, à condition que cette coopération au minimum :

a) Ait strictement pour objet d'assurer le respect des dispositions du Protocole de Montréal;

b) Apporte des ressources additionnelles;

c) Couvre les surcoûts convenus.

7. Les Parties adoptent le budget du Fonds multilatéral correspondant à chaque exercice financier et le barème des contributions des Parties.

8. Les ressources du Fonds multilatéral sont décaissés avec l'accord de la Partie bénéficiaire.

9. Les décisions des Parties auxquelles il est fait référence dans le présent article sont prises par consensus chaque fois que possible. Lorsque tous les efforts pour aboutir à un consensus ont échoué et que l'on n'est parvenu à aucun accord, les décisions sont adoptées à la majorité des deux tiers des Parties présentes et participant au vote, majorité qui représente la majorité des voix des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 présentes et participant au vote et la majorité des voix des Parties qui ne sont pas visées par cet article présentes et participant au vote.

10. Le mécanisme financier exposé dans le présent article ne préjuge pas des arrangements futurs qui pourraient être mis en place touchant d'autres problèmes d'environnement.

U. Article 10 A - Transfert de technologies

L'article ci-après sera ajouté au Protocole en tant qu'article 10 A :

U. Article 10 A - Transfert de technologies

Chaque Partie prend toutes les mesures possibles, compatibles avec les programmes financés par le mécanisme de financement, pour que :

a) Les meilleurs produits de remplacement et techniques connexes sans danger pour l'environnement soient transférés au plus vite aux Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5,

b) Les transferts mentionnés à l'alinéa a) soient effectués dans des conditions équitables et les plus favorables.

V. Article 11 - Réunions des Parties

Le paragraphe 4, alinéa g), de l'article 11 du Protocole est remplacé par ce qui suit :

g) Evaluer, en application de l'article 6, les mesures de réglementation et la situation en ce qui concerne les substances de transition;

W. Article 17 - Parties adhérant après l'entrée en vigueur

Après "article 2,", ajouter "des articles 2A à 2E" à l'article 17.

X. Article 19 - Dénonciation

Le texte de l'article 19 du Protocole est remplacé par le paragraphe suivant :

Toute Partie peut dénoncer le présent Protocole, par notification écrite donnée au Dépositaire, à l'expiration d'un délai de quatre ans après avoir accepté les obligations spécifiées au paragraphe 1 de l'article 2A. Toute dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa réception par le Dépositaire ou à toute date ultérieure qui peut être spécifiée dans la notification de dénonciation.

Y. Annexes

Les annexes ci-après sont ajoutées au Protocole :

Annexe B

Substances réglementées

<u>Groupe</u>	<u>Substance</u>	<u>Potentiel d'appauvrissement de l'ozone</u>
<u>Groupe I</u>		
CF ₃ Cl	(CFC-13)	1,0
C ₂ FCl ₅	(CFC-111)	1,0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(CFC-112)	1,0
C ₃ FCl ₇	(CFC-211)	1,0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(CFC-212)	1,0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(CFC-213)	1,0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(CFC-214)	1,0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(CFC-215)	1,0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(CFC-216)	1,0
C ₃ F ₇ Cl	(CFC-217)	1,0
<u>Groupe II</u>		
CCl ₄	Tétrachlorure de carbone	1,1
<u>Groupe III</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1,Trichloroéthane (méthyle chloroforme)	0,1

* La formule ne se rapporte pas au 1, 1, 2-trichloroéthane.

Annexe C

Substances de transition

<u>Groupe</u>	<u>Substance</u>
<u>Groupe I</u>	
CHFCl ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FCl	(HCFC-31)
C ₂ HFC1 ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFC1 ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ARTICLE 2 : ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent amendement entre en vigueur le 1er janvier 1992, sous réserve du dépôt à cette date d'au moins vingt instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement par des Etats ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été remplie, l'amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jours suivant la date à laquelle elle a été remplie.

2. Aux fins du paragraphe 1, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats Membres de ladite organisation.

3. Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent amendement conformément au paragraphe 1, cet amendement entre en vigueur pour toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ПОПРАВКИ К МОНРЕАЛЬСКОМУ ПРОТОКОЛУ ПО ВЕЩЕСТВАМ,
РАЗРУШАЮЩИМ ОЗОНОВЫЙ СЛОЙ

СТАТЬЯ 1: ПОПРАВКИ

A. Пункты преамбулы

1. Пункт 6 преамбулы Протокола заменяется следующим текстом:

"преисполненные решимости обеспечить охрану озонового слоя путем принятия превентивных мер по надлежащему регулированию всех глобальных выбросов разрушающих его веществ, с целью добиться в конечном итоге их устранения на основе научных знаний и с учетом соображений технического и экономического характера, а также учитывая потребности развивающихся стран, связанные с развитием".

2. Пункт 7 преамбулы Протокола заменяется следующим текстом:

"признавая необходимость предусмотреть особое положение для удовлетворения потребностей развивающихся стран, включая предоставление дополнительных финансовых ресурсов и доступ к соответствующим технологиям, учитывая, что можно предсказать объем необходимых средств, и следует ожидать, что эти средства внесут значительные изменения в способность мирового сообщества решить научно установленную проблему разрушения озона, и вредных последствий такого разрушения".

3. Пункт 9 преамбулы Протокола заменяется следующим текстом:

"учитывая важность содействия международному сотрудничеству в исследованиях, разработках и передаче альтернативных технологий, касающихся регулирования и сокращения выбросов веществ, разрушающих озоновый слой, принимая во внимание, в частности, потребности развивающихся стран".

B. Статья 1: Определения

1. Пункт 4 статьи 1 Протокола заменяется следующим пунктом:

"4. "Регулируемое вещество" означает любое вещество, указанное в приложении А или в приложении В к настоящему Протоколу, которое существует самостоятельно или в смеси. Это понятие включает изомеры таких веществ, за исключением веществ, указанных в соответствующем приложении, но не относится к любым таким веществам или смесям, которые являются составной частью готового продукта, имеющего иную форму, чем емкость, используемая для транспортировки или хранения упомянутого вещества".

В пункте 8а) статьи 2 Протокола после слов "этой статьи" следует поместить слова:

Е. Пункт 8а) статьи 2

"перечисленных в приложении А или приложении В".

В пункте 6 статьи 2 после первого упоминания "регулируемых веществ" после запятой следует поместить слова:

Д. Пункт 6 статьи 2

"5. Любая сторона может в рамках любого единичного или нескольких периодов регулирования передать любой другой стороне любую часть квоты своего расчетного уровня производства, указанного в статьях 2А и 2Е, при условии, что общий суммарный расчетный уровень производства для этих сторон по любой группе регулируемых веществ не выйдет за пределы ограничения производства, которое установлено в этих статьях для данной группы веществ. Каждая участвующая в этом процессе сторона уведомляет секретариат о такой передаче, заявляя об условиях и периоде, на который действует такая передача."

Пункт 5 статьи 2 Протокола заменяется следующим пунктом:

С. Пункт 5 статьи 2

"9. "Переходное вещество" означает вещество, указанное в приложении С к настоящему Протоколу, которое существует самостоятельно или в смеси. Это относится к изомерам любого такого вещества, за исключением веществ, перечисленных в приложении С, но не относится к любой такой смеси веществ, которые являются составной частью готового продукта, имеющего иную форму, чем емкость, используемая для транспортировки или хранения упомянутых веществ".

3. В статье 1 Протокола добавляется следующий пункт:

"производство".

"5. "Производство" означает количество произведенных регулируемых веществ за вычетом того количества веществ, которое уничтожается с применением технологий, используемых сторонами, а также того количества веществ, которое используется исключительно как сырье для производства химических веществ. Количество веществ, подвергшихся рециркуляции и улету, не рассматривается как "производство".

2. Пункт 5 статьи 1 Протокола заменяется следующим пунктом:

Ф. Пункт 9а) i) статьи 2

В пункте 9а) i) статьи 2 Протокола после слов "приложение А" следует добавить:

"и/или приложение В".

Г. Пункт 9а) ii) статьи 2

Из пункта 9а) ii) статьи 2 Протокола исключаются следующие слова:

"по сравнению с уровнями 1986 года".

Н. Пункт 9с) статьи 2

В пункте 9с) статьи 2 Протокола слова:

"представляющих не менее пятидесяти процентов общего потребления Сторонами регулируемых веществ"

заменить словами:

"представляющих большинство Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, присутствующих и участвующих в голосовании, и большинство Сторон, не действующих в рамках этого пункта, которые присутствуют и участвуют в голосовании".

И. Пункт 10b) статьи 2

Изъять пункт 10b) статьи 2 Протокола. Пункт 10а) статьи 2 становится пунктом 10 статьи 2.

Ж. Пункт 11 статьи 2

После слов "настоящая статья" по всему тексту пункта 11 статьи 2 Протокола следует добавить следующие слова:

"и статьи 2А-2Е".

К. Статья 2С: Другие полностью галоидированные ХФУ

Следующие пункты включаются в Протокол в качестве статьи 2С:

"Статья 2С: Другие полностью галоидированные ХФУ

1. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1993 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I в приложении В, не превышал восьмидесяти процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая одно или несколько из

этих веществ, за тот же период обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства этих веществ не превышал восьмидесяти процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень их производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня их производства в 1989 году.

2. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1997 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I в приложении B, не превышал пятнадцати процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая одно или несколько из этих веществ, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень производства ею этих веществ не превышал пятнадцати процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень их производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня их производства в 1989 году.

3. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2000 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев, расчетный уровень потребления ею регулируемых веществ, включенных в группу I в приложении B, не превышал нулевого уровня. Каждая Сторона, производящая одно или несколько из этих веществ, за тот же период обеспечивает, чтобы расчетный уровень производства ею этих веществ не превышал нулевого уровня. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень их производства может превышать этот предел, но не более чем на пятнадцать процентов от расчетного уровня их производства в 1989 году".

L. Статья 2D: Тетрахлорметан

Следующие пункты будут добавлены в Протокол в качестве статьи 2D:

"Статья 2D: Тетрахлорметан

1. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1995 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ею регулируемого вещества, включенного в группу II в приложении B, не превышал пятнадцати процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень производства ею этого вещества не превышал пятнадцати процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

2. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2000 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества, включенного в группу II в приложении В, не превышал нулевого уровня. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы расчетный уровень производства ее этих веществ не превышал нулевого уровня. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на пятнадцать процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году".

М. Статья 2Е: 1,1,1-трихлорэтан (метилхлороформ)

Следующие пункты будут добавлены в Протокол в качестве статьи 2Е:

"Статья 2Е: 1,1,1-трихлорэтан (метилхлороформ)

1. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1993 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества, включенных в группу III в приложении В, не превышал расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства этого вещества не превышал расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень производства ее может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

2. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 1995 года, и за каждый последующий период ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемых веществ, включенного в группу III в приложении В, не превышал семидесяти процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень ее производства этого вещества не превышал семидесяти процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

3. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2000 года, и за каждый последующий период ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества,

включенного в группу III в приложении В, не превышал тридцати процентов от расчетного уровня ее потребления в 1989 году. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы ежегодный расчетный уровень производства ее этого вещества не превышал тридцати процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на десять процентов от расчетного уровня ее производства в 1989 году.

4. Каждая Сторона обеспечивает, чтобы за период двенадцати месяцев, начинающийся 1 января 2005 года, и за каждый последующий период двенадцати месяцев ежегодный расчетный уровень потребления ее регулируемого вещества, включенного в группу III в приложении В, не превышал нулевого уровня. Каждая Сторона, производящая это вещество, за те же периоды обеспечивает, чтобы расчетный уровень производства ее этого вещества не превышал нулевого уровня. Однако для удовлетворения основных внутренних потребностей Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, расчетный уровень ее производства может превышать этот предел, но не более чем на пятнадцать процентов от расчетного уровня производства в 1989 году.

5. В 1992 году Стороны рассмотрят возможность ускорения графика сокращений по сравнению с тем, который предусмотрен настоящей статьей".

Н. Статья 3: Расчет регулируемых уровней

1. В статье 3 Протокола после слов "статей 2" добавить:
", 2А-2Е".
2. После слов: "приложении А" каждый раз, когда они встречаются в статье 3 Протокола, добавлять слова
"или приложения В".

О. Статья 4: Регулирование торговли с государствами, не являющимися Сторонами

1. Пункты 1-5 статьи 4 Протокола заменяются следующими пунктами:
 - "1. Начиная с 1 января 1990 года каждая Сторона запрещает импорт регулируемых веществ, перечисленных в приложении А, из любого государства, которое не является Стороной настоящего Протокола.

1 бис. В течение одного года после даты вступления в силу настоящего пункта каждая Сторона запрещает импорт регулируемых веществ, перечисленных в приложении В, из любого государства, которое не является Стороной настоящего Протокола.
 2. Начиная с 1 января 1993 года каждая Сторона запрещает экспорт любых регулируемых веществ, перечисленных в приложении А, в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола.

2 бис. По истечении одного года с даты вступления в силу настоящего пункта каждая Сторона запрещает экспорт любых регулируемых веществ, перечисленных в приложении В, в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола.

3. К 1 января 1992 года Стороны в соответствии с положениями, предусмотренными в статье 10 Конвенции, подготовят в виде приложения список продуктов, содержащих регулируемые вещества, перечисленные в приложении А. Стороны, не высказавшие возражения против этого приложения, в соответствии с указанными процедурами в пределах одного года после вступления в силу этого приложения запрещают импорт таких продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

3 бис. В пределах трех лет с даты вступления в силу настоящего пункта Стороны, в соответствии с процедурами, установленными в статье 10 Конвенции, составляют в качестве приложения перечень продуктов, содержащих регулируемые вещества, включенные в приложение В. Стороны, не высказавшие возражений против этого приложения, в соответствии с этими процедурами запрещают в пределах одного года с момента вступления в силу этого приложения импорт этих продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

4. К 1 января 1994 года Стороны определяют практическую возможность запрещения или ограничения импорта продуктов, производимых на основе регулируемых веществ, перечисленных в приложении А, но не содержащих их, из государств, не являющихся Сторонами настоящего Протокола. Стороны, если они сочтут это возможным, в соответствии с процедурами, указанными в статье 10 Конвенции, подготавливают в виде приложения список таких веществ. Не высказавшие против него возражения Стороны в соответствии с указанными процедурами запрещают в пределах одного года после вступления в силу приложения импорт таких продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

4 бис. В пределах пяти лет с даты вступления в силу настоящего пункта Стороны определяют практическую возможность запрещения или ограничения импорта продуктов, производимых на основе регулируемых веществ, перечисленных в приложении В, но не содержащих их, из государств, не являющихся Сторонами настоящего Протокола. Стороны, если они сочтут это возможным, в соответствии с процедурами, указанными в статье 10 Конвенции, подготавливают в виде приложения список таких веществ. Не высказавшие против него возражения Стороны в соответствии с указанными процедурами запрещают или ограничивают в пределах одного года после вступления в силу приложения импорт таких продуктов из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола.

5. Каждая Сторона обязуется по возможности не поощрять экспорт в любое государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола, технологии для производства и использования регулируемых веществ".

2. Пункт 8 статьи 4 Протокола заменяется следующим пунктом:

"8. Несмотря на положения настоящей статьи, импорт, о котором говорится в пунктах 1, 1 бис, 3, 3 бис, 4 и 4 бис, и экспорт, о котором говорится в пунктах 2 и 2 бис, могут быть разрешены из любого государства, не являющегося Стороной настоящего Протокола, или в любое такое государство, если Совещание Сторон определяет, что это государство полностью выполняет положения статьи 2, статей 2А-2Е и настоящей статьи, и если оно представило данные об этом, как это установлено в статье 7".

3. В статью 4 Протокола включается следующий новый пункт в качестве пункта 9:

"9. Для целей настоящей статьи термины "государство, не являющееся Стороной настоящего Протокола", подразумевает в отношении любого конкретного регулируемого вещества государство или региональную организацию по экономической интеграции, которые не согласились быть связанными мерами регулирования, действующими в отношении этого вещества".

Р. Статья 5: Особое положение развивающихся стран

Статья 5 Протокола заменяется следующим текстом:

"1. Любая Сторона, являющаяся развивающейся страной, чей ежегодный расчетный уровень потребления регулируемых веществ, указанных в приложении А, составляет менее 0,3 килограмма на душу населения на дату вступления для нее в силу Протокола или в любой последующий период до 1 января 1999 года, имеет право в целях удовлетворения своих основных внутренних потребностей отсрочить на десять лет соблюдение мер регулирования, предусмотренных в статьях 2А-2Е.

2. Однако любая Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, не должна превышать ни ежегодного расчетного уровня потребления регулируемых веществ, указанных в приложении А, сверх 0,3 килограмма на душу населения, ни ежегодного расчетного уровня потребления регулируемых веществ, указанных в приложении В, сверх 0,2 килограмма на душу населения.

3. В случае применения мер регулирования в соответствии со статьями 2А-2Е, любая Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, имеет право использовать:

а) для регулируемых веществ, указанных в приложении А, либо расчетный среднегодовой уровень своего потребления за период с 1995 по 1997 год включительно, либо расчетный уровень потребления в объеме 0,3 килограмма на душу населения в зависимости от того, какой уровень является меньшим, в качестве основы для определения критерия соблюдения ею мер регулирования;

b) для регулируемых веществ, указанных в приложении В, либо расчетный среднегодовой уровень своего потребления за период с 1998 по 2000 год включительно, либо расчетный уровень потребления в объеме 0,2 килограмма на душу населения в зависимости от того, какой уровень является меньшим, в качестве основы для определения критерия соблюдения ею мер регулирования.

4. Если Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, в любой момент до вступления для нее в силу обязательств по мерам регулирования, предусмотренных в статьях 2А-2Е, обнаруживает невозможность получения достаточного количества регулируемых веществ, она может уведомить об этом секретариат. Секретариат незамедлительно направляет экземпляр такого уведомления Сторонам, которые рассматривают этот вопрос на следующем Совещании и принимают решение о надлежащих мерах.

5. Обеспечение способности выполнять обязательства Сторон, действующих в рамках пункта 1 настоящей статьи, по соблюдению мер регулирования, предусмотренных статьями 2А-2Е, и их осуществление этими Сторонами будет зависеть от эффективного осуществления финансового сотрудничества, предусмотренного статьей 10, и передачи технологии, как это предусмотрено статьей 10.

6. Любая Сторона, действующая в рамках пункта 1 настоящей статьи, может в любой момент уведомить в письменной форме секретариат о том, что, несмотря на принятие всех практически возможных шагов, она, тем не менее, считает себя не в силах выполнить любое или все обязательства по мерам регулирования, предусмотренным статьями 2А-2Е, по причине недостаточно строгого выполнения статьи 10 и 10А. Секретариат незамедлительно направляет экземпляр этого уведомления Сторонам, которые рассматривают этот вопрос на следующем Совещании с должным учетом пункта 5 настоящей статьи и принимают решение о необходимых мерах.

7. В период между получением уведомления и проведением Совещания Сторон, на котором должны быть приняты решения о необходимых мерах, упоминаемых в пункте 6 выше, или на любой последующий период к уведомляющей Стороне по решению Совещания Сторон не применяются процедуры, связанные с несоблюдением, о которых говорится в статье 8.

8. Совещание Сторон не позднее 1995 года проведет обзор положения Сторон, действующих в рамках пункта 1 настоящей статьи, в том числе эффективное осуществление финансового сотрудничества и передачу им технологии, и проведет любые пересмотры, которые могут быть сочтены необходимыми в отношении графика мер регулирования, применимых к этим Сторонам.

9. Решения Сторон, о которых говорится в пунктах 4, 6 и 7 настоящей статьи, принимаются в соответствии с той же процедурой, которая распространяется на принятие решений в рамках статьи 10.

Q. Статья 6: Оценка и обзор мер регулирования

В статье 6 Протокола после слов "статья 2," добавить фразу:

"статьях 2А-2Е, а также положения с производством, импортом и экспортом переходных веществ группы I приложения С,".

R. Статья 7: Представление данных

Статья 7 Протокола заменяется следующим текстом:

"1. Каждая Сторона представляет секретариату в течение трех месяцев после того, как она станет Стороной, статистические данные о своем производстве, импорте и экспорте каждого из регулируемых веществ приложения А за 1986 год или наиболее надежные оценочные данные такого характера, если фактические данные отсутствуют

2. Каждая Сторона представляет секретариату статистические данные о своем производстве, импорте и экспорте каждого из регулируемых веществ приложения В, а также переходных веществ группы I приложения С за 1989 год или наиболее надежные оценочные данные такого характера, если фактические данные отсутствуют, не позднее чем через три месяца после даты вступления в силу для этой Стороны положений Протокола, касающихся веществ приложения В.

3. Каждая Сторона представляет секретариату статистические данные о своем ежегодном производстве (как это определено в пункте 5 статьи 1) и отдельно:

- о количестве веществ, используемых для производства промышленного сырья,
- о количестве веществ, уничтоженных с применением утвержденных Сторонами технологий,
- об импорте и экспорте сторон и несторон, соответственно,

каждого из регулируемых веществ группы I приложения С за год, в котором положения, касающиеся этих веществ, вступили в силу для данной Стороны, и за каждый последующий год. Данные направляются не позднее чем через девять месяцев после окончания года, к которому относятся такие данные.

4. В отношении Сторон, действующих в рамках положения пункта 8 а) статьи 2, требования относительно представления статистических данных об импорте и экспорте, содержащиеся в пунктах 1, 2 и 3 этой статьи, выполняются в том случае, если соответствующая региональная организация по экономической интеграции представляет данные об импорте и экспорте между этой организацией и государствами, которые не являются членами этой организации".

5. Статья 9: Исследования, разработки, информирование общественности и обмен информацией
- Пункт 1 (а) статьи 9 Протокола заменяется следующим текстом:
- "а) наиболее совершенной технологией для улучшения безопасного хранения, утилизации, рециркуляции или уничтожения регулируемых и переходных веществ или сокращения иным образом их выбросов;"
7. Статья 10: Механизм финансирования
- Статья 10 Протокола заменяется следующим пунктом:
- "Статья 10: Механизм финансирования
1. Стороны Монреальского протокола учреждают механизм для обеспечения финансового и технического сотрудничества, включая передачу технологий Сторонам, действующим в рамках пункта 1 статьи 5 этого протокола, в целях содействия соблюдению или мер регулирования, предусмотренных в статьях 2А - 2В протокола. Механизм, взносы в который вносятся дополнительно к другим финансовым средствам, направляемым Сторонам, действующим в рамках этого пункта, покрывает все согласованные дополнительные расходы этих Сторон, с тем чтобы сделать возможной выполнение мер регулирования, предусмотренных в протоколе. Прямой перевод дополнительных расходов определяется Совещанием Сторон.
2. Механизм, созданный в соответствии с пунктом 1, включает Многосторонний фонд. Он также может охватывать другие формы многостороннего, регионального и двустороннего сотрудничества.
3. Многосторонний фонд:
- а) на основе предоставления соответственно субсидий или льгот и в соответствии с установленными Сторонами критериями покрывает согласованные дополнительные расходы;
- б) финансирует функции механизма посредничества в целях:
- 1) оказания помощи Сторонам, действующим в рамках пункта 1 статьи 5, для определения их потребностей в области сотрудничества за счет проведения исследований по странам и другого технического сотрудничества;
- ii) содействия техническому сотрудничеству для удовлетворения этих выявленных потребностей;
- iii) распространения, как предусмотрено в статье 4, информации и соответствующих материалов и проведения семинаров, подготовительных занятий, а также других соответствующих мероприятий для оказания помощи Сторонам, являющимся развивающимися странами; и

iv) содействия другому многостороннему, региональному и двустороннему сотрудничеству с таким сторонами и его контролирования;

с) осуществляет финансирование расходов по секретариатскому обслуживанию многостороннего фонда и других связанных с ним вспомогательных расходов;

4. многосторонний фонд функционирует под руководством сторон, которые определяют общие направления его политики.

5. стороны уполномочивают исполнительный комитет для разработки и осуществления конкретной оперативной политики, руководящих принципов и административных мер, включая распоряжения средствами, для достижения целей многостороннего фонда. исполнительный комитет выполняет свои задачи и функции в соответствии со своим кругом ведения, который будет одобрен сторонами, в сотрудничестве и при содействии Международного банка реконструкции и развития (Всемирного банка), программы развития Организации Объединенных Наций по окружающей среде, а также развития Организации Объединенных Наций или других соответствующих учреждений в зависимости от их областей компетенции. члены исполнительного комитета, которые избираются на основе сбалансированного представительства сторон, действующих и не действующих в рамках пункта 1 статьи 5, одобряются сторонами.

6. многосторонний фонд финансируется за счет взносов сторон, не действующих в рамках пункта 1 статьи 5, а конвертируемой валюте или определенных суммах, услугами и/или в национальной валюте на основе эквивалентных взносов Организации Объединенных Наций. покрываются взносы других сторон. двустороннее и в особом случаях, согласованных на основе решения сторон, региональное сотрудничество, критерии, которые будут определены сторонами, может распространяться как взнос в многосторонний фонд, при условии, что такое сотрудничество, как минимум:

а) связано с соблюдением этого протокола;

б) обеспечивает получение дополнительных ресурсов; и

с) покрывает согласованные дополнительные расходы.

7. стороны уполномочивают бюджет многостороннего фонда на каждый финансовый период и определяют размеры взносов отдельных сторон в процентах.

8. средства в рамках многостороннего фонда выделяются по согласованию со сторонами, являющейся бенефициарием.

9. Решения Сторон в связи с настоящей статьей принимаются по возможности консенсусом. Если были приложены все усилия, но договоренности достичь не удалось, решения принимаются большинством в две трети голосов Сторон, присутствующих и участвующих в голосовании, представляющих большинство Сторон, действующих в рамках пункта 1 статьи 5, и большинство Сторон, не действующих в рамках этого пункта, присутствующих и участвующих в голосовании.

10. Механизм финансирования, определяемый в настоящей статье, не ущемляет каких-либо иных договоренностей, которые могут быть разработаны для решения других природоохранных проблем".

U. Статья 10 А: Передача технологии

Добавить в Протокол следующую статью в качестве статьи 10 А:

"Статья 10 А: Передача технологии

Каждая Сторона принимает все возможные меры, совместимые с программами, поддерживаемыми механизмом финансирования, для обеспечения того, чтобы:

а) наилучшие имеющиеся в наличии экологически безопасные заменители и связанные с ними технологии незамедлительно передавались Сторонам, действующим в рамках пункта 1 статьи 5; и

б) передачи технологии, упомянутые в подпункте а), осуществлялись при справедливых и наиболее благоприятных условиях".

V. Статья 11: Сопровождения Сторон

Пункт 4 g) статьи 11 Монреальского протокола заменяется следующим текстом:

"g) рассматривают в соответствии со статьей 6 меры регулирования и положение с переходными веществами;"

W. Статья 17: Стороны, присоединившиеся к Протоколу после его вступления в силу

В статье 17 после слов "а также по" добавить слова

"статьям 2А-2Е и".

X. Статья 19: Выход

Статья 19 Протокола заменяется следующим пунктом:

"Любая Сторона может выйти из настоящего Протокола, представив письменное уведомление Депозитарию в любой момент по прошествии четырех лет после принятия обязательств, указанных в пункте 1 статьи 2А. Любой такой выход вступает в силу по истечении одного года после даты получения Депозитарием уведомления о выходе или на такую последующую дату, которая может быть указана в уведомлении о выходе".

У. Приложения

К Протоколу прилагаются следующие приложения:

Приложение В

Регулируемые вещества

<u>Группа</u>	<u>Вещество</u>	<u>Озоноразрушающая способность</u>
<u>Группа I</u>		
CF ₃ Cl	(ХФУ-13)	1.0
C ₂ FCl ₅	(ХФУ-111)	1.0
C ₂ F ₂ Cl ₄	(ХФУ-112)	1.0
C ₃ FCl ₇	(ХФУ-211)	1.0
C ₃ F ₂ Cl ₆	(ХФУ-212)	1.0
C ₃ F ₃ Cl ₅	(ХФУ-213)	1.0
C ₃ F ₄ Cl ₄	(ХФУ-214)	1.0
C ₃ F ₅ Cl ₃	(ХФУ-215)	1.0
C ₃ F ₆ Cl ₂	(ХФУ-216)	1.0
C ₃ F ₇ Cl	(ХФУ-217)	1.0
<u>Группа II</u>		
CCl ₄	тетрахлорметан	1.1
<u>Группа III</u>		
C ₂ H ₃ Cl ₃ *	1,1,1-трихлорэтан (метилхлороформ)	0.1

* Настоящая формула не относится к 1,1,2-трихлорэтану.

Приложение С

Переходные вещества

<u>Группа</u>	<u>Вещество</u>
<u>Группа I</u>	
CHFC1 ₂	(ГХФУ-21)
CHF ₂ Cl	(ГХФУ-22)
CH ₂ FC1	(ГХФУ-31)
C ₂ HFC1 ₄	(ГХФУ-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(ГХФУ-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(ГХФУ-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(ГХФУ-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(ГХФУ-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(ГХФУ-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(ГХФУ-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(ГХФУ-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(ГХФУ-142)
C ₂ H ₄ FC1	(ГХФУ-151)
C ₃ HFC1 ₆	(ГХФУ-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(ГХФУ-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(ГХФУ-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(ГХФУ-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(ГХФУ-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(ГХФУ-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(ГХФУ-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(ГХФУ-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(ГХФУ-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(ГХФУ-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(ГХФУ-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(ГХФУ-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(ГХФУ-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(ГХФУ-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(ГХФУ-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(ГХФУ-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(ГХФУ-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(ГХФУ-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(ГХФУ-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(ГХФУ-262)
C ₃ H ₆ FC1	(ГХФУ-271)

СТАТЬЯ 2. ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. Настоящая поправка вступает в силу 1 января 1992 года при условии сдачи на хранение не менее двадцати документов о ратификации, принятии или одобрении поправок государствами или региональными организациями по экономической интеграции, являющимися Сторонами Монреальского протокола по веществам, разрушающим озоновый слой. Если к этой дате указанное условие не будет соблюдено, поправки вступают в силу на девяностый день с момента выполнения этого условия.
2. Для целей пункта 1 любой такой документ, сданный на хранение какой-либо региональной организацией по экономической интеграции, не считается дополнительным по отношению к документу, сданному на хранение государствами-членами такой организации.
3. После вступления в силу настоящей поправки, как предусмотрено в пункте 1, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день с момента сдачи на хранение своего документа о ратификации, принятии, одобрении или присоединении.

**ENMIENDA DEL PROTOCOLO DE MONTREAL RELATIVO A LAS
SUSTANCIAS QUE AGOTAN LA CAPA DE OZONO**

ARTICULO 1: ENMIENDA

A. Párrafos del preámbulo

1. El sexto párrafo del preámbulo del Protocolo se reemplazará por el párrafo siguiente:

Decididas a proteger la capa de ozono adoptando medidas preventivas para controlar equitativamente el total de emisiones mundiales de las sustancias que la agotan, con el objetivo final de eliminarlas, sobre la base de los adelantos en los conocimientos científicos, teniendo en cuenta aspectos técnicos y económicos y teniendo presentes las necesidades que en materia de desarrollo tienen los países en desarrollo,

2. El séptimo párrafo del preámbulo del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

Reconociendo que hay que tomar disposiciones especiales para satisfacer las necesidades de los países en desarrollo, incluso la aportación de recursos financieros adicionales y el acceso a las tecnologías pertinentes, teniendo en cuenta que la magnitud de los fondos necesarios es previsible y que cabe esperar que los fondos produzcan un aumento sustancial de la capacidad del mundo para abordar el problema, científicamente comprobado, del agotamiento del ozono y sus nocivos efectos,

3. El noveno párrafo del preámbulo se reemplazará por el siguiente:

Considerando la importancia de promover la cooperación internacional en la investigación, el desarrollo y la transferencia de tecnologías alternativas, en relación con el control y la reducción de las emisiones de sustancias que agotan la capa de ozono, teniendo presentes en particular las necesidades de los países en desarrollo.

B. Artículo 1: Definiciones

1. El párrafo 4 del artículo 1 del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

4. Por "sustancia controlada" se entiende una sustancia que figura en el anexo A o en el anexo B de este Protocolo, bien se presente aisladamente o en una mezcla. Incluye los isómeros de cualquiera de esas sustancias, con excepción de lo señalado específicamente en el anexo pertinente, pero excluye toda sustancia o mezcla controlada que se encuentre en un producto manufacturado, salvo si se trata de un recipiente utilizado para el transporte o almacenamiento de esa sustancia.

2. El párrafo 5 del artículo 1 del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

5. Por "producción" se entiende la cantidad de sustancias controladas producidas menos la cantidad de sustancias destruidas mediante técnicas que sean aprobadas por las Partes y menos la cantidad enteramente utilizada como materia prima en la fabricación de otras sustancias químicas. La cantidad reciclada y reutilizada no se considera como "producción".

3. Se añadirá al artículo 1 del Protocolo el párrafo siguiente:

9. Por "sustancia de transición" se entiende una sustancia que figure en el anexo C de este Protocolo, bien se presente aisladamente o en una mezcla. Incluye los isómeros de esas sustancias, con excepción de lo que pudiera señalarse específicamente en el anexo C, pero excluye toda sustancia de transición o mezcla que se encuentre en un producto manufacturado, salvo si se trata de un recipiente utilizado para el transporte o el almacenamiento de esa sustancia.

C. Artículo 2, párrafo 5

El párrafo 5 del artículo 2 del Protocolo se reemplazará por el siguiente:

5. Toda Parte podrá, por uno o más períodos de control, transferir a otra Parte cualquier proporción del nivel calculado de su producción establecido en los artículos 2A a 2E, siempre que el total de todos los niveles calculados de producción de las Partes interesadas con respecto a cada grupo de sustancias controladas no supere los límites de producción establecidos en esos artículos para ese Grupo. Cada una de las Partes interesadas deberá notificar a la Secretaría esas transferencias de producción, especificando las condiciones de la transferencia y el período a que se aplica.

D. Artículo 2, párrafo 6

Se insertarán las siguientes palabras en el párrafo 6 del artículo 2 tras las palabras "sustancias controladas", cuando éstas se mencionan por primera vez:

que figuren en el anexo A o en el anexo B.

E. Artículo 2, párrafo 8, a)

Se añadirán las siguientes palabras en el apartado a) del párrafo 8 del artículo 2 del Protocolo tras las palabras "en el presente artículo," donde aparezcan:

y en los artículos 2A a 2E

F. Artículo 2, párrafo 9, a), i)

Se añadirán las siguientes palabras a continuación de "anexo A" en el inciso i) del apartado a) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo:

, en el anexo B o en ambos.

G. Artículo 2, párrafo 9, a), ii)

Se suprimirán las siguientes palabras en el inciso ii) del apartado a) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo:

respecto de los niveles de 1986.

H. Artículo 2, párrafo 9, c)

Se suprimirán las siguientes palabras del apartado c) del párrafo 9 del artículo 2 del Protocolo:

que representen al menos el 50% del consumo total por las Partes de las sustancias controladas

y se sustituirán por el texto siguiente:

que representen una mayoría de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 y una mayoría de las Partes presentes y votantes que no operan al amparo de esa disposición.

I. Artículo 2, párrafo 10, b)

Se suprimirá el apartado b) del párrafo 10 del artículo 2 del Protocolo, y el apartado a) del párrafo 10 del artículo 2 se convertirá en párrafo 10.

J. Artículo 2, párrafo 11

Se añadirán las siguientes palabras en el párrafo 11 del artículo 2 del Protocolo tras las palabras "en el presente artículo", donde aparezcan:

y en los artículos 2A a 2E

K. Artículo 2C: Otros CFC completamente halogenados

Se añadirán al Protocolo como artículo 2C los párrafos siguientes:

Artículo 2C: Otros CFC completamente halogenados

1. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1.º de enero de 1993, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas que figuran en el Grupo I del anexo B no supere, anualmente, el ochenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca una o más de esas sustancias velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de las sustancias no supere, anualmente, el ochenta por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

2. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1.º de enero de 1997, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas que figuran en el Grupo I del anexo B no supere, anualmente, el quince por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca una o más de esas sustancias velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de las sustancias no supere, anualmente, el quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

3. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1.º de enero de 2000, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de las sustancias controladas que figuran en el Grupo I del anexo B no sea superior a cero. Cada Parte que produzca una o más de esas sustancias velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de las sustancias no sea superior a cero. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

L. Artículo 2D: Tetracloruro de carbono

Los párrafos siguientes se añadirán al Protocolo como artículo 2D:

Artículo 2D: Tetracloruro de carbono

1. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1.º de enero de 1995, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que

figura en el Grupo II del anexo B no supere, anualmente, el cincuenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, el quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

2. Cada Parte velará por que en el periodo de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 2000, y en cada periodo sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo II del anexo B no sea superior a cero. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no sea superior a cero. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

M. Artículo 2E: 1,1,1-tricloroetano (metilcloroformo)

Los párrafos siguientes se añadirán al Protocolo como artículo 2E:

Artículo 2E: 1,1,1-tricloroetano (metilcloroformo)

1. Cada Parte velará por que en el periodo de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1993, y en cada periodo sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no supere, anualmente, su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

2. Cada Parte velará por que en el periodo de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 1995, y en cada periodo sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no supere, anualmente, al setenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia controlada velará por que, durante los mismos periodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, el setenta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

3. Cada Parte velará por que en el período de doce meses contados a partir del 1o. de enero de 2000, y en cada período sucesivo de doce meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no supere, anualmente, el treinta por ciento de su nivel calculado de consumo de 1989. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no supere, anualmente, el treinta por ciento de su nivel calculado de producción de 1989. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un diez por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

4. Cada Parte velará por que en el período de 12 meses contados a partir del 1o. de enero de 2005, y en cada período sucesivo de 12 meses, su nivel calculado de consumo de la sustancia controlada que figura en el Grupo III del anexo B no sea superior a cero. Cada Parte que produzca la sustancia velará por que, durante los mismos períodos, su nivel calculado de producción de la sustancia no sea superior a cero. No obstante, a fin de satisfacer las necesidades básicas internas de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, su nivel calculado de producción podrá superar dicho límite hasta en un quince por ciento de su nivel calculado de producción de 1989.

5. Las Partes examinarán, en 1992, la viabilidad de un plan de reducciones más rápido que el establecido en el presente artículo.

N. Artículo 3. Cálculo de los niveles de control

1. Se añadirán las palabras siguientes en el artículo 3 del Protocolo después de "artículo 2":

,2A a 2E,

2. Se añadirán las palabras siguientes en el artículo 3 del Protocolo después de "el anexo A", cada vez que aparezca:

o en el anexo B

O. Artículo 4: Control del comercio con Estados que no sean Partes en el Protocolo

1. Los párrafos siguientes sustituirán a los párrafos 1 a 5 del artículo 4:

1. Al 1o. de enero de 1990, toda Parte prohibirá la importación de las sustancias controladas que figuran en el anexo A procedente de cualquier Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

1 bis. En el plazo de un año a contar de la entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, toda Parte prohibirá la importación de sustancias controladas que figuran en el anexo B procedente de cualquier Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

2. A partir del 1o. de enero de 1993, toda Parte prohibirá la exportación de sustancias controladas que figuran en el anexo A a los Estados que no sean Partes en el presente Protocolo.

2 bis. Transcurrido un año a contar de la entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, toda Parte prohibirá la exportación de sustancias controladas que figuran en el anexo B a los Estados que no sean Partes en el presente Protocolo.

3. Antes del 1o. de enero de 1992, las Partes prepararán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de los productos que contengan sustancias controladas que figuran en el anexo A. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

3 bis. En el plazo de tres años contados a partir de la entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, las Partes prepararán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de los productos que contengan sustancias controladas que figuran en el anexo B. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

4. Antes del 1o. de enero de 1994, las Partes determinarán la viabilidad de prohibir o restringir la importación de productos elaborados con sustancias controladas que figuran en el anexo A, pero que no contengan tales sustancias, procedente de Estados que no sean Partes en el presente Protocolo. Si lo consideran factible, las Partes elaborarán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de tales productos. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán o restringirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

4 bis. En el plazo de cinco años contados a partir de la fecha de entrada en vigor de las disposiciones del presente párrafo, las Partes determinarán la viabilidad de prohibir o restringir la importación de productos elaborados con sustancias controladas que figuran en el anexo B, pero que no contengan tales sustancias, procedente de Estados que no sean Partes en el Protocolo. Si lo consideran factible, las Partes elaborarán, de conformidad con los procedimientos establecidos en el artículo 10 del Convenio, un anexo con una lista de tales productos. Las Partes que no hayan presentado objeciones al anexo de conformidad con esos procedimientos prohibirán o restringirán, en el plazo de un año a partir de la entrada en vigor del anexo, la importación de dichos productos procedente de todo Estado que no sea Parte en el presente Protocolo.

5. Toda Parte se compromete a desalentar de la manera más efectiva posible la exportación a cualquier Estado que no sea Parte en el Presente Protocolo de tecnología para la producción y la utilización de sustancias controladas.

2. El párrafo 8 del artículo 4 del Protocolo se reemplazará por el párrafo siguiente:

8. No obstante lo dispuesto en este artículo, podrán permitirse las importaciones mencionadas en los párrafos 1, 1 bis, 3, 3 bis, 4 y 4 bis, y las exportaciones mencionadas en los párrafos 2 y 2 bis, de y a cualquier Estado que no sea Parte en este Protocolo si en una reunión de las Partes se determina que ese Estado cumple cabalmente lo dispuesto en los artículos 2, 2A a 2E y en el presente artículo y ha presentado datos a tal efecto en la forma prevista en el artículo 7.

3. Se añadirá el siguiente párrafo al artículo 4 del Protocolo como párrafo 9:

9. A los efectos del presente artículo, la expresión "Estado que no sea Parte en este Protocolo" incluirá, por lo que respecta a cualquier sustancia controlada, a todo Estado u organización de integración económica regional que no haya convenido en aceptar como vinculantes las medidas de control vigentes en relación con dicha sustancia.

P. Artículo 5: Situación especial de los países en desarrollo

El artículo 5 del Protocolo se sustituirá por el siguiente:

1. Toda Parte que sea un país en desarrollo y cuyo nivel calculado de consumo anual de las sustancias controladas que figuran en el anexo A sea inferior a 0,3 kg per cápita en la fecha en que el Protocolo entre en vigor para dicha Parte, o en cualquier otra fecha a partir de entonces hasta el 1o. de enero de 1999, tendrá derecho, para satisfacer sus necesidades básicas internas, a aplazar por diez años el cumplimiento de las medidas de control enunciadas en los artículos 2A a 2E.

2. No obstante, las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del presente artículo no podrán superar un nivel calculado de consumo anual de las sustancias controladas que figuran en el anexo A de 0,3 kg per cápita, o un nivel calculado de consumo anual de las sustancias controladas que figuran en el anexo B de 0,2 kg per cápita.

3. Al aplicar las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E, toda Parte que opere al amparo del párrafo 1 del presente artículo tendrá derecho a emplear, como base para determinar su cumplimiento de las medidas de control:

a) en el caso de las sustancias controladas enumeradas en el anexo A, ya sea el promedio de su nivel calculado de consumo anual correspondiente al período 1995 a 1997 inclusive o un nivel calculado de consumo de 0,3 kg per cápita, si este último es menor;

b) en el caso de las sustancias controladas enumeradas en el anexo B, ya sea el promedio de su nivel calculado de consumo anual correspondiente al período 1998 a 2000 inclusive o un nivel calculado de consumo de 0,2 kg per cápita, si este último es menor.

4. Cualquier Parte que opere al amparo del párrafo 1 de este artículo podrá notificar a la Secretaría, en cualquier momento antes de que entren en vigor para esa Parte las obligaciones que entrañan las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E, que no está en condiciones de obtener un suministro suficiente de sustancias controladas. La Secretaría transmitirá sin dilación una copia de esa notificación a las Partes, que examinarán la cuestión en su siguiente reunión, y decidirán qué medidas corresponde adoptar.

5. El desarrollo de la capacidad para cumplir las obligaciones de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 de este artículo derivadas de la aplicación de las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E, y su aplicación por esas mismas Partes, dependerá de la aplicación efectiva de la cooperación financiera prevista en el artículo 10 y de la transferencia de tecnología prevista en el artículo 10A.

6. Toda Parte que opere al amparo del párrafo 1 de este artículo podrá, en cualquier momento, notificar por escrito a la Secretaría que, a pesar de haber adoptado todas las medidas factibles, no está en condiciones de cumplir alguna o todas las obligaciones establecidas en los artículos 2A a 2E, como consecuencia del cumplimiento inadecuado de los artículos 10 y 10A. La Secretaría transmitirá sin dilación la notificación a las Partes, que examinarán la cuestión en su siguiente reunión, tomando debidamente en cuenta lo dispuesto en el párrafo 5 del presente artículo y decidirán qué medidas corresponde adoptar.

7. Durante el período que medie entre la notificación y la reunión de las Partes en la que se tomará una decisión acerca de las medidas apropiadas mencionadas en el párrafo 6 del presente artículo, o durante un período más extenso, si así lo decide la Reunión de las Partes, el procedimiento de incumplimiento mencionado en el artículo 8 no se invocará contra la Parte notificante.

8. Una Reunión de las Partes examinará, a más tardar en 1995, la situación de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 de este artículo, incluida la aplicación efectiva de la cooperación financiera y de la transferencia de tecnología a dichas Partes, y aprobará las revisiones que se consideren necesarias respecto del plan de las medidas de control aplicable a estas Partes.

9. Las decisiones de las Partes mencionadas en los párrafos 4, 6 y 7 del presente artículo se adoptarán con arreglo al mismo procedimiento aplicado a la toma de decisiones en virtud del artículo 10

Q. Artículo 6: Evaluación y examen de las medidas de control

Se añadirán las palabras siguientes en el artículo 6 del Protocolo después de "en el artículo 2":

y en los artículos 2A a 2E, y la situación relativa a la producción, importación y exportación de las sustancias de transición enumeradas en el Grupo I del anexo C

R. Artículo 7: Presentación de datos

1. El Artículo 7 se sustituirá por el siguiente:

1. Toda Parte proporcionará a la Secretaría, dentro de los tres meses siguientes a la fecha en que se haya constituido en Parte, datos estadísticos sobre su producción, importaciones y exportaciones de cada una de las sustancias controladas enumeradas en el anexo A correspondientes a 1986, o las estimaciones más fidedignas que sea posible obtener de dichos datos, cuando no se disponga de ellos.

2. Toda Parte proporcionará a la Secretaría datos estadísticos sobre su producción, importaciones y exportaciones de cada una de las sustancias controladas enumeradas en el anexo B y de cada una de las sustancias de transición enumeradas en el Grupo I del anexo C, correspondientes al año 1989, o las estimaciones más fidedignas que sea posible obtener de dichos datos, cuando no se disponga de ellos, a más tardar tres meses después de la fecha en que hayan entrado en vigor, para esa Parte, las disposiciones del Protocolo referentes a las sustancias enumeradas en el anexo B.

3. Toda Parte proporcionará a la Secretaría datos estadísticos de su producción anual (tal como se define en el párrafo 5 del artículo 1) y, por separado sobre:

- las cantidades utilizadas como materias primas,
- las cantidades destruidas mediante tecnologías aprobadas por las Partes,
- las importaciones y exportaciones a Partes y Estados que no sean Partes, respectivamente,

de cada una de las sustancias controladas enumeradas en los anexos A y B así como de las sustancias de transición enumeradas en el Grupo I del anexo C, respecto del año en que las disposiciones referentes a las sustancias enumeradas en el anexo B hayan entrado en vigor para esa Parte, así como respecto de cada año subsiguiente. Los datos se comunicarán a más tardar nueve meses después del final del año a que se refieran.

4. Para las Partes que operen al amparo de lo dispuesto en el apartado a) del párrafo 8 del artículo 2, las normas de los párrafos 1, 2 y 3 del presente artículo con respecto a datos estadísticos sobre importaciones y exportaciones se estimarán cumplidas, si la organización de integración económica regional de que se trate proporciona datos sobre las importaciones y las exportaciones entre la organización y Estados que no sean miembros de dicha organización.

S. Artículo 9: Investigación, desarrollo, sensibilización del público e intercambio de información

El texto siguiente sustituirá el apartado a) del párrafo 1 del artículo 9 del Protocolo:

a) Las tecnologías más idóneas para mejorar el confinamiento, la recuperación, el reciclado o la destrucción de las sustancias controladas y de las sustancias de transición, o reducir de cualquier otra manera las emisiones de éstas;

T. Artículo 10: Mecanismo financiero

El artículo 10 del Protocolo será sustituido por el siguiente:

1. Las Partes establecerán un mecanismo para proporcionar cooperación financiera y técnica, incluida la transferencia de tecnologías, a las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 del presente Protocolo a fin de que éstas puedan aplicar las medidas de control previstas en los artículos 2A a 2E del Protocolo. El mecanismo, que

recibirá contribuciones que serán adicionales a otras transferencias financieras a las Partes que operen al amparo de dicho párrafo, cubrirá todos los costos adicionales acordados en que incurran esas Partes, para que puedan cumplir las medidas de control previstas en el Protocolo. Las Partes establecerán en su Reunión una lista indicativa de las categorías de costos adicionales.

2. El mecanismo establecido con arreglo al párrafo 1 comprenderá un Fondo Multilateral. También podrá incluir otros medios de cooperación multilateral, regional y bilateral.

3. El Fondo Multilateral:

a) Sufragará, a título de donación o en condiciones concesionarias, según proceda, y de conformidad con los criterios que decidan las Partes, todos los costos adicionales acordados;

b) Financiará funciones de mediación para:

- i) Ayudar a las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5, mediante estudios por países y otras formas de cooperación técnica, a determinar sus necesidades de cooperación;
- ii) Facilitar cooperación técnica para satisfacer esas necesidades determinadas;
- iii) Distribuir, conforme a lo dispuesto en el artículo 9, información y documentos pertinentes, celebrar cursos prácticos y reuniones de capacitación, así como realizar otras actividades conexas, para beneficio de las Partes que sean países en desarrollo; y
- iv) Facilitar y seguir otras formas de cooperación multilateral, regional y bilateral que se pongan a disposición de las Partes que sean países en desarrollo;

c) Financiará los servicios de secretaría del Fondo Multilateral y los gastos de apoyo conexas.

4. El Fondo Multilateral estará sometido a la autoridad de las Partes, que decidirán su política global.

5. Las Partes establecerán un Comité Ejecutivo para desarrollar y seguir la aplicación de arreglos administrativos, directrices y políticas operacionales específicas, incluido el desembolso de recursos, a fin de alcanzar los objetivos del Fondo Multilateral. El Comité Ejecutivo desempeñará las tareas y funciones que se indiquen en su mandato en la

forma en que acuerden las Partes, con la cooperación y ayuda del Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (Banco Mundial), el Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente, el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, u otros organismos pertinentes en sus respectivas esferas de competencia. Los miembros del Comité Ejecutivo, que serán seleccionados basándose en una representación equilibrada de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 y de las demás Partes, serán aprobados por las Partes.

6. EL Fondo Multilateral se financiará con contribuciones de las Partes que no operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 en monedas convertibles o, en determinadas circunstancias, en especie, y/o en moneda nacional tomando como base la escala de cuotas de las Naciones Unidas. Se fomentarán las contribuciones de otras Partes. La cooperación bilateral y, en casos particulares convenidos por las Partes, regional, podrá contar, hasta un cierto porcentaje y de conformidad con los criterios especificados por decisión de las Partes, como una contribución al Fondo Multilateral a condición de que esa cooperación, como mínimo:

a) Esté estrictamente relacionada con el cumplimiento de las disposiciones del presente Protocolo;

b) Proporcione recursos adicionales; y

c) Corresponda a costos complementarios convenidos.

7. Las Partes decidirán el presupuesto del programa del Fondo Multilateral para cada ejercicio económico y el porcentaje de las contribuciones a éste que corresponda a cada una de las Partes en el mismo.

8. Los recursos facilitados con cargo al Fondo Multilateral se proporcionarán con la aquiescencia de la parte beneficiaria.

9. Las decisiones de las Partes de conformidad con el presente artículo se adoptarán por consenso siempre que sea posible. Si todos los esfuerzos que se hubieran hecho por llegar a un consenso no dieran resultado y no se llegara a un acuerdo, las decisiones se adoptarán por una mayoría de dos tercios de votos de las Partes presentes y votantes, que representen una mayoría de las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5 presentes y votantes y una mayoría de las Partes presentes y votantes que no operen al amparo de dicho párrafo.

10. El mecanismo financiero establecido en este artículo no excluye cualquier otro arreglo que pueda concertarse en el futuro con respecto a otras cuestiones ambientales.

U. Artículo 10A: Transferencia de tecnología

El siguiente artículo se añadirá al Protocolo como artículo 10A:

Artículo 10A: Transferencia de tecnología

1. Las Partes adoptarán todas las medidas factibles, compatibles con los programas sufragados por el mecanismo financiero, con objeto de garantizar:

- a) que los mejores productos sustitutivos y tecnologías conexas disponibles y que no presenten riesgos para el medio ambiente se transfieran en forma expeditiva a las Partes que operen al amparo del párrafo 1 del artículo 5; y
- b) que las transferencias mencionadas en el apartado a) se lleven a cabo en condiciones justas y en los términos más favorables.

V. Artículo 11: Reuniones de las Partes

El apartado g) del párrafo 4 del artículo 11 del Protocolo se sustituirá por el siguiente:

- g) Evaluar, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 6, las medidas de control y la situación relativa a las sustancias de transición;

W. Artículo 17: Partes que se adhieran al Protocolo después de su entrada en vigor

Se añadirán las siguientes palabras en el artículo 17 después de "en las previstas en":

los artículos 2A a 2E, y en

X. Artículo 19: Denuncia

El artículo 19 del Protocolo se sustituirá por el siguiente párrafo:

Cualquiera de las Partes podrá denunciar el presente Protocolo mediante notificación por escrito transmitida al Depositario una vez transcurrido un plazo de cuatro años después de haber asumido las obligaciones establecidas en el párrafo 1 del artículo 2A. Esa denuncia surtirá efecto un año después de la fecha en que haya sido recibida por el Depositario o en la fecha posterior que se indique en la notificación de la denuncia.

Y. Anexos

Se añadirán al Protocolo los anexos siguientes:

Anexo B

Sustancias controladas

<u>Grupo</u>	<u>Sustancia</u>	<u>Potencial de agotamiento del ozono</u>
<u>Grupo I</u>		
	CF ₃ Cl (CFC-13)	1,0
	C ₂ FCl ₅ (CFC-111)	1,0
	C ₂ F ₂ Cl ₄ (CFC-112)	1,0
	C ₃ FCl ₇ (CFC-211)	1,0
	C ₃ F ₂ Cl ₆ (CFC-212)	1,0
	C ₃ F ₃ Cl ₅ (CFC-213)	1,0
	C ₃ F ₄ Cl ₄ (CFC-214)	1,0
	C ₃ F ₅ Cl ₃ (CFC-215)	1,0
	C ₃ F ₆ Cl ₂ (CFC-216)	1,0
	C ₃ F ₇ Cl (CFC-217)	1,0
<u>Grupo II</u>		
	CCl ₄ tetracloruro de carbono	1,1
<u>Grupo III</u>		
	C ₂ H ₃ Cl ₃ * 1,1,1-tricloroetano (metilcloroformo)	0,1

* Esta fórmula no se refiere al 1,1,2-tricloroetano.

Anexo C

Sustancias de transición

<u>Grupo</u>	<u>Sustancia</u>
<u>Grupo I</u>	
CHFC1 ₂	(HCFC-21)
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)
CH ₂ FC1	(HCFC-31)
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)
C ₂ H ₂ FC1 ₃	(HCFC-131)
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)
C ₂ H ₃ FC1 ₂	(HCFC-141)
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)
C ₂ H ₄ FC1	(HCFC-151)
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)
C ₃ H ₂ FC1 ₅	(HCFC-231)
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)
C ₃ H ₃ FC1 ₄	(HCFC-241)
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)
C ₃ H ₄ FC1 ₃	(HCFC-251)
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)
C ₃ H ₅ FC1 ₂	(HCFC-261)
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)
C ₃ H ₆ FC1	(HCFC-271)

ARTICULO 2: ENTRADA EN VIGOR

1. La presente enmienda entrará en vigor el 1o. de enero de 1992, siempre que se hayan depositado por lo menos 20 instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación de la enmienda por Estados u organizaciones de integración económica regional que sean Partes en el Protocolo de Montreal relativo a las sustancias que agotan la capa de ozono. En el caso de que en esa fecha no se haya cumplido esta condición, la enmienda entrará en vigor el nonagésimo día contado a partir de la fecha en que se haya cumplido dicha condición.
2. A los efectos del párrafo 1, el instrumento depositado por una organización de integración económica regional no se contará como adicional a los depositados por los Estados Miembros de dicha organización.
3. Después de su entrada en vigor con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 1, esta enmienda entrará en vigor para cualquier otra Parte en el Protocolo en el nonagésimo día contado a partir de la fecha en que se haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación.